la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Farhat Hached accuse... et nous aussi !

par J.-P. FINIDORI

Simone Weil et la condition ouvrière (3)

par ANDRIEUX et LIGNON

A TRAVERS LE MONDE

Russie : les actes après les paroles - Présidents de l'A.F.L. et du C.I.O. - L'Argentine de Péron.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

La bombe à hydrogène - La stratégie du Viet Minh.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Nos libertés - Nos cotisations.

22e année. — No 370. — Nouvelle série no 69. FEVRIER 1953. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 69 - Février 1953

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

SIMONE WEIL
ET LA CONDITION OUVRIÈRE*

II. - Les idées de Simone Weil (suite)

Quel homme est l'ouvrier ?

Une expérience de la vie en usine

> « Je me demande si, au cas où je serais condamnée à cette vie, j'arriverais à traverser tous les jours la Seine sans me jeter une fois dedans. »
>
> (Journal d'usine, 21 avril 1935).

« Avoir une si belle profession et se faire ouvrière, quelle idée ! » s'exclama un ouvrier dans un entretien sur Simone Weil.

En effet, un professeur de lycée de jeunes filles abandonne sa place pour se faire embaucher dans une usine et mener la vie d'une O.S... Quel motif peut être assez puissant pour pousser à pareille décision ?

Simone Weil ne va pas à l'usine en propagandiste révolutionnaire, il ne saurait plus, pour elle, en être question. Toutefois, ce n'est pas non plus simplement pour partager le sort de l'ouvrier. Elle agit en réformateur, mais qui en est encore au stade préparatoire où il cherche à concrétiser les directives de son activité future. Ne croyant plus que le sort de l'ouvrier puisse être jamais amélioré par une quelconque transformation sociale, toute son attention se porte sur l'organisation du travail au sein des usines. C'est là que se situeraient les problèmes. C'est donc là qu'elle veut les étudier, sur le tas et par elle-même.

Elle attache une immense importance à son expérience. Outre l'espect technologique des problèmes, il lui faut connaître leur aspect psychologique, savoir comment l'ouvrier se ressent de son travail comme de l'ambiance de l'atelier. Et Simone Weil se dit que pour vraiment comprendre l'homme qu'est l'ouvrier, il est nécessaire de se placer dans sa situation, de vivre soi-même sa vie, ses peines et ses joies. Intérêt analogue à celui qui l'anime quand six ans plus tard, elle s'engage comme servante de ferme. Son « patron » fermier, M. G. Thibon, nous l'apprend : elle désirait « expérimenter ce que deviennent l'âme et la pensée chez un être dont le labeur pénible et obligatoire épuise sans cesse le temps et les forces. » (1)

Ce désir d'expériences directes atteste que Simone Weil était consciente de la difficulté pour un intellectuel de comprendre une condition sociale dont sa propre situation le sépare comme par un mur.

Elle n'entendait pas tricher avec son expérience. Elle ne pensait pas assumer le travail en usine à la manière d'un acteur qui se fait admirer et applaudir dans un rôle de gueux, mais qui, après le spectacle quotidien, ôte son déguisement et rentre chez lui, dans un foyer aisé et confortable. Cette agrégée de philosophie, issue d'une famille bourgeoise, a l'ambition non pas d'endosser une livrée, mais de vivre la vie ouvrière, sur le tas comme en dehors du travail.

Réussira-t-elle ? Aucune volonté, si sincère soit-elle, ne peut effacer la différence entre le libre choix et la dure nécessité, ni celle, énorme, entre le « stagiaire » et le « permanent ». Pour le premier, il s'agit d'une expérience et elle conserve une qualité d'aventure et, à la fois, de finalité. Pour le second, l'horizon est fermé, sans ouverture sur un but où tout s'achèverait et vers lequel les jours conduiraient comme autant de jalons sur une route de la liberté.

Simone Weil ne néglige rien de ce qui peut être fait pour s'installer dans la vérité de la condition ouvrière.

Elle loue une petite chambre dans la partie industrielle du XVe arrondissement de Paris. Elle se laisse absorber par la foule anonyme : une petite ouvrière parmi tant d'autres, se sentant seulement un peu plus abandonnée encore à elle-même que ses sœurs d'infortune ; passant inaperçue du digne citoyen et taxée par ses chefs uniquement sur l'habileté et la rapidité de ses gestes. Elle vit de son seul salaire, le maigre salaire d'une « ouvrière spécialisée » qui, par surcroit, étant peu adroite, ne gagne pas toujours sa prime.

Ainsi elle connaitra une à une les calamités de la condition ouvrière que nous avons parcourues dans nos méditations. Elles les éprouve dans sa chair et dans son âme. Et, en dépit de ses efforts pour se tenir sur la position d'un thérapeutiste qui cherche à découvrir le fond du mal pour mieux le guérir, le cri du désespoir résonne en maintes pages de son journal d'usine. Le médecin qui examine le mal en devient lui-même la victime.

Mais en plus de ses souffrances, Simone Weil a noté dans son journal d'usine, souvent soir par soir, ses expériences et ses observations comme aussi les revendications que cette vie lui suggère. N'est-ce pas là un document inappréciable sur la vie à l'usine et sur l'homme qu'est l'ouvrier, sur ses rapports avec son propre travail, avec ses collègues, avec ses chefs ?

Comment ceux qui voient à cet égard en Simone Weil une compétence n'auraient-ils pas raison ? N'est-elle pas l'interprète idéal ? Intellectuelle, elle connait la vie quotidienne de l'ouvrier. Ouvrière, elle possède le vaste horizon social et historique de l'intellectuel, qui lui permet d'embrasser du regard la situation de l'ouvrier au sein de la civilisation. Et tandis que l'ouvrier, le plus souvent, n'éprouve sa condition que par son seul sentiment et la subit dans le silence, Simone Weil ne l'a-t-elle pas pénétrée de sa conscience toujours en éveil, et décrite dans le langage expressif qui est le sien ?

En fait, ce journal d'usine aussi bien que les autres écrits réunis dans « la Condition ouvrière » au titre de témoignage sur la vie ouvrière et sur l'homme qu'est l'ouvrier sont d'une valeur très inégale.

---

(1) J.M. Perrin et G. Thibon, « Simone Weil telle que nous l'avons connue », Paris, 1952, p. 127.

Des ouvriers jugent l'expérience de Simone Weil

Dans certaines pages de ce livre de Simone Weil l'ouvrier se reconnaît. Elles sont comme ses propres mémoires qu'il n'aurait seulement pas eu l'idée d'écrire. D'autres lui demeurent étrangères quand elles ne lui paraissent pas fausses.

N'est-ce pas lui-même qui, le soir, après le travail, descend dans le métro — ou prend l'autobus — « tout le corps écrasé de fatigue, cette fatigue-là qui mériterait un nom à part » ? Lui qui dans cette recherche d'un travail est amené devant un chef d'embauche qui « ...nous parcourt du regard comme des chevaux... » Il reconnaît encore sa situation quand Simone Weil parle de l'ouvrier comme d'un homme méprisé, déconsidéré, qui « ne compte pas » et qui voit sa vie absurdement « osciller entre le travail et le repos comme une balle qui serait renvoyée d'un mur à l'autre », une vie abaissée à un état où « la nécessité est partout, le bien nulle part... »

Mais, quand il lit, en revanche :

> « La crainte — la peur — de ce qui allait suivre ne cessent d'étreindre le cœur que le samedi après-midi et le dimanche matin. Et l'objet de la crainte, c'étaient les ordres » (*La Condition ouvrière,* page 106).

Alors, il s'étonne. « La peur des ordres ? Je ne l'ai jamais connue », m'a dit un tourneur O.S. « *D'ailleurs, on ne pense plus guère à ce qui se passe à l'usine une fois qu'on est sorti.* »

De même il hoche la tête quand il lit :

> « ...la révolte — à titre de sentiment — est impossible, car d'abord se révolter contre quoi ? On est seul avec son travail, et se révolter contre lui serait mal travailler, donc crever de faim. »

Il trouve que la vérité est plutôt du côté de cette ouvrière d'une raffinerie de sucre — que nous connaissons déjà par la première partie de cette étude — lorsqu'elle déclare (2) :

> « Les gémissements étranges de la machine... semblent exprimer directement notre peine comme nos membres directement répondent aux exigences de la machine... *Dans ces heures-là naît la révolte.* Dans ces heures-là la révolte éclot en nos cœurs comme le fruit sur la branche. Si on n'est pas tout à fait anéantie, on n'a plus de place dans le cœur que pour *une énorme révolte,* une grondante révolte » ...même si elle est « sans espoir... »

Le professeur américain Elton Mayo, qui a dirigé la célèbre enquête à grande échelle sur les « relations humaines » de 1927 à 1939 dans les usines de matériel électrique « Hawthorne », à Chicago, donnerait, lui aussi, raison à notre ouvrière. Cet éminent expert en « psychologie industrielle » a attiré l'attention sur le fait que souvent l'ouvrier, quand il est seul avec sa machine, rumine ses rancœurs contre un sort jugé par lui injuste, ce qui créerait une menace pour la « paix sociale » (3).

De même encore tout ouvrier se prend-il à sourire en lisant dans ces écrits de Simone Weil :

> « Quand, comme c'est souvent le cas, on a besoin d'autrui pour pouvoir continuer, d'un contremaître, d'un magasinier, d'un régleur, le sentiment de la dépendance, de l'impuissance, et de compter pour rien aux yeux de qui on dépend, peut devenir douloureux au point d'arracher des larmes aux hommes comme aux femmes... » (Article de 1941 : Une expérience de la vie d'usine, *La Condition ouvrière,* p. 292).

Quelle idée ! Un ouvrier se mettre à piauler devant le contremaître ? Diable ! Où a-t-elle vu cela ?

Mon collègue tourneur P 1, l'anarchiste — celui qui m'a prêté le livre de Simone Weil et qui l'apprécie toujours, non sans le critiquer aussi, on le verra — s'est demandé comment Simone Weil a cru découvrir dans l'âme de l'ouvrier un sentiment d'humiliation et de docilité qu'elle qualifie même de « fait capital ».

Voici la réponse qu'il m'a donnée par écrit et que je cite intégralement :

> « Il est certain qu'il est beaucoup plus pénible pour une intellectuelle de mener la vie de l'ouvrier, car elle n'a jamais travaillé manuellement, tandis que l'ouvrier est plongé dans ce bain depuis qu'il a quitté l'école. La pensée se recroqueville, écrit Simone Weil. Cela n'empêche pas parfois la colère, mais *on ne ressent guère d'humiliation.*
>
> Simone Weil a abandonné au moment où elle commençait précisément à s'habituer et à être plus adroite. Il aurait fallu qu'elle continue l'expérience encore une année ou deux. Ses réactions auraient peut-être été différentes.
>
> Il faut aussi compter avec le tempérament maladif de Simone Weil.
>
> Il est certain qu'il n'est pas très facile pour un intellectuel de se lier avec les ouvriers, mais entre nous les relations ne sont certainement pas ce qu'elles sont dans des milieux plus privilégiés. (?) La vie nous a durcis ; ce n'est pas la sympathie qui nous réunit dans les bagnes, mais une pénible nécessité.
>
> Je n'ai jamais vu pleurer un ouvrier parce qu'il ressent une humiliation. Nous ne sommes pas si sensibles, c'est assez heureux d'ailleurs. J'ai vu à diverses reprises un geste de révolte, un contremaître par exemple recevoir un coup de poing dans la figure, mais des larmes, non. On arrive plutôt à une sorte d'indifférence. »

Ces observations sont d'autant plus importantes qu'elles viennent d'un ouvrier qui compte déjà 40 années de vie en usine. Il a connu cette vie avant les événements de 1936 et les changements de l'atmosphère de l'atelier qui les ont suivis.

***

Avant de prendre définitivement parti, voyons d'abord de plus près les idées de Simone Weil sur l'homme en l'ouvrier, ainsi que les conditions qui ont contribué à les déterminer. Celles-ci sont au nombre de trois : le pessimisme radical de Simone Weil, né de sa déception du mouvement ouvrier, inutile d'y revenir ; ensuite, sa propre situation à l'usine ; enfin, son idée du travail.

La situation de Simone Weil à l'atelier

Comme l'a bien dit mon collègue tourneur, l'expérience de Simone Weil a été d'assez courte durée.

Déduction faite d'un congé de six semaines passées en Suisse pour refaire ses forces épuisées et d'une période de chômage de près d'un mois, on arrive à un travail effectif de six mois environ. Or si l'on vient d'une profession libérale sans avoir jamais suivi aucun entraînement à un travail mécanique, et qu'on plonge soudain dans un atelier — pour de bon, comme ouvrier, sans aucune position de faveur — il est fatal que durant les premiers huit à neuf mois l'épreuve soit des plus pénibles, harassantes, désolantes. Les machines vous apparaissent comme des bêtes sauvages, hostiles, irraisonnables ; la journée de travail devient un combat incessant pour faire face à leur perfidie. On rentre le soir courbatu, vidé, désespéré. On n'a qu'un seul désir : dormir... oublier... et on ne

(2) **Esprit,** juillet-août 1952.
(3) Voir G. Friedmann, « Problèmes humains du machinisme industriel », Paris 1946, p. 141.

peut faire ni l'un ni l'autre. On n'est plus bon à rien.

Simone Weil, maladroite au point où elle l'était, se voyait par surcroît, réduite à un état tout à fait anormal de totale dépendance vis-à-vis de ses supérieurs immédiats, traitée par le régleur avec ce dédain réservé à l'ouvrier qui « ne sait rien faire » et « dérange tout le monde ». Elle, si fière, devait, quand on l'engueulait, se laisser faire sinon garder un air complaisant pour qu'on veuille bien l'aider :

> « Le régleur m'a donné ordre... sur un ton d'autorité sans réplique auquel j'ai obéi sans rien dire... »

Une découverte bouleversante

Terrassée, elle attend avec angoisse le secours de celui qui la blesse par une impatience dédaigneuse et qui, s'il ne la fait pas renvoyer — ce qu'il pourrait à tout instant — agit ainsi pour la seule raison que cette pauvre femme misérable lui arrache un sentiment non de compassion mêlé de respect, mais de cette pitié que l'on voue à celui qu'on méprise.

Cependant, elle doit poursuivre ; elle ne peut abandonner ; elle n'a pas le droit de ne pas mener jusqu'au bout cette expérience qu'elle considère comme une mission...

Elle supporte la tourmente. Pourtant :

> « ...l'épuisement finit par *me faire oublier les raisons* véritables de mon séjour en usine, rend *presque invincible pour moi la tentation la plus forte...* celle de *ne plus penser,* seul et unique moyen de ne pas en souffrir... » (*La Condition ouvrière, p. 51*).

Le supplice de tâches insipides et pourtant, pour Simone Weil, si difficiles à maîtriser, contribue à écraser la conscience : « Je sens profondément l'humiliation de ce vide imposé à la pensée... » (*La Condition ouvrière,* p. 66).

En de tels moments, quand tout concourt à l'étouffer — la monotonie d'un dur travail à effectuer à une cadence « plus rapide que la pensée », la fatigue qui écrase le corps, la nécessité d'implorer les bonnes grâces d'un régleur qui prend figure de tortionnaire, — en de tels moments, son expérience perd ce qu'elle avait d'aventure, de volontaire, de choix et de liberté, pour devenir simplement et cruellement la « *vraie* vie ». Mais une vie qu'on n'a pas voulue et qui est toute déterminée par une tâche rude et ingrate, une étreinte qui étrangle et déforme, qui avilit.

Ne plus pouvoir être consciente, ne plus pouvoir penser, être coupée, rejetée du monde réellement humain qui n'est pas celui d'un être purement végétatif ni non plus celui, borné et fruste, de la pure production et reproduction matérielles de la vie, mais un monde habité par l'esprit, rendu par lui plein de significations, pénétré du sens de la beauté, modelé par l'action consciente et désintéressée. Comment Simone Weil, qui attachait peu d'importance aux détresses matérielles, mais qui vivait si intensément les inquiétudes de la vie spirituelle, comment n'eût-elle pas été saisie d'horreur à se voir plongée dans un état où tout cela devenait insaisissable, hors de portée !

Devant la vision d'une telle vie, dépourvue de sens, le cri du désespoir monte de ses lèvres : si j'étais condamnée à cette vie, je mettrais fin à mes jours ! Car cette vie-là ne vaut pas d'être vécue.

Ce qui projette Simone Weil dans cet état psychologique, c'est en fait une situation qui, dans ses conditions comme dans ses réactions, est *irréelle* quand on la compare à celle ordinairement vécue par l'ouvrier. Dans son cas, elle ne pouvait pas juger l'atmosphère de l'atelier ni les rapports entre ouvriers et chefs ni même ceux des ouvriers entre eux du point de vue et avec les sentiments d'un ouvrier qui maîtrise normalement sa machine. En revanche, c'est ce qui a permis à cette intellectuelle explorant la condition ouvrière de s'élever à l'intuition du sort que la société entend réserver à l'ouvrier : une vie absurde qui ne vaut pas d'être vécue, la vie d'un ouvrier *qui ne serait qu'ouvrier.* Dans un éclair, elle a perçu le fond de la misère humaine qui habite la condition ouvrière.

Conclusions erronées

Cette intuition, Simone Weil ne pourra plus jamais l'oublier. Tout son être en sera pénétré, elle la portera comme une épine au cœur. Mais sur le plan de la conscience réfléchie, et non plus du sentiment, tout ce qu'elle a appris au cours de sa vie ouvrière demeure enveloppé, confus ; sur ce plan, ce sont les idées préconçues qui dominent.

En fait, Simone Weil n'a tiré que des concluerronées de son expérience. Deux conclusions essentielles, deux erreurs capitales. L'une porte sur l'ouvrier lui-même, l'homme qu'il serait. L'autre, sur le salut à lui apporter. C'est dans ces deux conclusions qu'apparait la conception du travail de Simone Weil.

Le travail comme moule de la personne

L'enseignement que Simone Weil puise dans son expérience se résume dans cette phrase : « Le fait capital... (est) l'humiliation. » (*La Condition ouvrière,* p. 107).

Ce n'est donc pas l'exploitation, ni l'indomptable désir inné de liberté propre à l'être humain : ces deux « faits capitaux » sur lesquels s'était édifié le mouvement ouvrier classique. Qu'en ferait Simone Weil ? Ne tient-elle pas définitivement pour impossible la libération ouvrière ? Dirait-elle alors à l'ouvrier : « Je viens à toi avec un cœur plein de sympathie, mais les mains vides, sans t'apporter de remède » ?

« Le point de départ de toute tentative efficace d'action auprès des... ouvriers d'usine » est donc pour Simone Weil l'humiliation (4). Une double humiliation infligée à l'ouvrier et par ses chefs qui le méprisent et par son travail qui l'avilit. A ces « conditions de vie humiliantes » (5) s'ajoute, pour les aggraver, la misère matérielle : une situation en tout point inhumaine.

Exposé à un traitement dédaigneux, l'ouvrier voit fouler aux pieds sa fierté d'homme. Isolé, seul avec lui-même, dans l'atmosphère malsaine de l'atelier, il ne connaît pas ce bien irremplaçable : le coude à coude dans l'accomplissement d'une œuvre commune. Privé d'initiative et de responsabilité, son travail lui refuse la joie et la satisfaction que chaque homme doit pouvoir trouver dans sa vie active. Astreint à des tâches toujours identiques dont il ignore le sens, son activité propre est sans « finalité », c'est-à-dire sans but, donc absurde.

Résumons cette pensée de Simone Weil pour mettre les points sur les i :

La vie de l'ouvrier est inhumaine, selon Simone Weil, non pas parce qu'elle est *isolée* de la scène où se joue le sort de l'humanité, et partant son propre sort à lui, mais parce que, dans le cadre restreint de son travail quotidien, l'ouvrier est *isolé* de ses collègues, parce qu'il n'y trouve aucun sens à sa vie et qu'il y subit un traitement qui porte fatalement atteinte à son sentiment de la dignité humaine.

Pas un instant Simone Weil ne conçoit l'idée que l'ouvrier devrait, pourrait trouver le sens de sa vie hors de l'usine, ailleurs que dans son travail.

---

(4) Lettre à M. B., C.O., p. 125.
(5) Ibid.

N'a-t-elle pas raison ? Car « qu'est la vie sinon l'activité ? » Le mouvement ouvrier classique n'a pas nié cette vérité. Ce n'est ni dans le repos ni dans le jeu que repose le sens de la vie de l'homme, et pas davantage dans une quelconque occupation d'amateur ou dans la pure amélioration de sa culture individuelle. Ce sens de la vie, l'homme ne peut, en effet, le trouver que dans son activité, dans laquelle il poursuit de manière conséquente un but d'importance et de portée sociale.

Mais Simone Weil pense qu'une telle activité pleinement signifiante, chaque homme la possède dans sa profession, et l'ouvrier dans son travail.

Elle n'admet pas que le rôle du travail dans la vie de celui qui l'exécute puisse se restreintre à produire la base matérielle sur laquelle s'élèverait seulement sa *vraie* vie. Le caractère contre nature du travail, qui lui vient de ce qu'il accapare la vie tout entière de celui qui l'accomplit, apparait à Simone Weil comme sa véritable nature. Elle partage ainsi la confusion devenue quasi générale de nos jours qui consiste à identifier ces deux notions essentiellement différentes : l'activité qui permet de trouver en elle le sens de la vie et le travail de base qui ne le permet pas. Toutes les activités de l'homme, sans qu'on ait conscience du quiproquo, sont indifféremment appelées *travail*. Cette façon de penser, et non pas seulement de parler, tend plus que jamais présentement à se consolider. « Il y a un travail théorique, artistique, moral, pédagogique, politique, social... » (6) C'est sur cette affirmation que les métaphysiciens du travail contemporains édifient leurs constructions. En langage moins abstrait, leur supposition prétend que l'homme de lettres et l'O.S. sur machine, le pianiste et le chaudronnier, le parlementaire et la dactylo, la vedette de cinéma et la midinette, le chef d'entreprise et le tourneur : tous *travaillent*. Et c'est en « *travaillant* » que chacun d'eux trouverait le sens de sa vie...

Il saute aux yeux qu'un tel abus de mot n'est pas fortuit. Mais qu'en est-il chez Simone Weil ?

A la différence de Proudhon, Simone Weil soutient que la « culture philosophique », comme disait celui-ci, la « culture intellectuelle », comme elle dit elle-même, est un privilège nécessairement réservé à d'autres hommes adonnés à d'autres activités. Car l'homme ne comprend que ce qu'il connait pour savoir le faire. Or l'horizon du travail manuel n'est pas la vie sociale ni le vaste monde.

Simone Weil le croit fermement ; c'est même là une des idées fondamentales sur lesquelles repose sa conception du monde et de l'homme, et partant, du problème ouvrier : *celui qui met la main à la machine appartient par là même à une catégorie d'hommes à part, à la fois du point de vue affectif et intellectuel.* Hommes primitifs, maintenus dans un état de dépendance mentale, contraints à abandonner à d'autres l'initiative et la définition de toute réforme ou transformation sociale *constructive*. La preuve n'en est-elle pas donnée dans le fait que l'ouvrier envisage la libération collective de sa classe ? « Folle ambition, dit Simone Weil, d'une ascension de tous les travailleurs hors de la condition de travailleurs. » (*La Condition ouvrière*, p. 263). Prétention qui résulte, évidemment, d'un manque de maturité mentale...

Et le « salut » ouvrier

Cette exclusion de l'ouvrier de la sphère où sont prises les grandes décisions humaines ne signifie pas pour Simone Weil qu'il ne puisse atteindre une vie humaine dans le plein sens du mot ni en connaitre toutes les valeurs : « finalité », coopération, joie au travail... Mais pour elle, ces valeurs, quand elle les rapporte à l'ouvrier, prennent une forme spécifique différente de celle des autres catégories d'hommes.

Si aujourd'hui, selon Simone Weil, l'ouvrier ne trouve pas dans son travail le sens et la joie de sa vie, c'est uniquement l'organisation défectueuse de ce travail qui en est responsable. Celle-ci étouffe sa personnalité en lui assignant des tâches qui n'offrent pas de prise à la pensée. Rien n'empêche d'y remédier en permettant à l'ouvrier d'acquérir une vue sur l'ensemble des productions de l'entreprise. Toutefois, il ne saurait y parvenir de lui-même. Car, là encore, il ne faut pas oublier qu'il n'est qu'un « exécutant », situé au dernier échelon...

Le seul horizon qu'il puisse embrasser, directement, de lui-même, depuis sa place à la machine ou à la chaine, ne dépasse pas son travail qui est parcellaire à l'extrême et insignifiant. Sa réflexion spontanée par exemple sur les trous qu'il effectue avec sa perceuse ne risque pas de l'amener très loin dans la connaissance de l'entreprise ni même de son atelier. Il ne sait même pas à quoi sert la pièce qu'il usine. Il lui faudrait, pour le savoir, que d'autres viennent l'en instruire : ceux d'en haut qui, grâce à leur position, voient l'ensemble de la production, les chefs. A eux de prendre l'initiative en renonçant à leur arbitraire et en s'efforçant de « comprendre l'ouvrier », afin, ensuite — condition préalable à toute mesure utile ultérieure — de faire pour leurs ouvriers ce que ces « humiliés » ne peuvent pas obtenir par eux-mêmes : leur donner le sentiment de la dignité humaine, leur « relever la tête... en leur faisant voir qu'ils les comprennent... » (Lettre à M. B., *La Condition ouvrière*, p. 142).

Car, bien sûr, l'ouvrier est un subordonné et il ne peut prétendre à être l'égal de celui qui « coordonne » et commande. Mais si celui-ci veut bien donner ses ordres sans rien d'arbitraire, alors l'ouvrier pourra, de plein gré, assumer son rôle, avec une modeste mais légitime fierté...

En conclusion : le salut de l'ouvrier se réalise où ? comment ? par qui ?

Où ? A l'usine.

Comment ? Par une réorganisation du travail qui fera de l'usine ce qu'elle doit être : un « lieu de joie » où l'ouvrier « se heurte... à la *vraie* vie » (7). (*La Condition ouvrière*, p. 253, *et* 19).

Par qui ? Par les chefs aidés d'intellectuels éclairés et indépendants qui, ayant compris l'ouvrier, les auront amenés à le comprendre à leur tour.

Tel *serait* le salut ouvrier... à condition que Simone Weil ait bien « vu » l'ouvrier : un être mineur, toujours dépendant, incapable de s'élever à la connaissance du monde, de la société et de soi-même.

Alors *seraient* utopiques et le but du mouvement prolétarien classique : la libération ouvrière, et le moyen préconisé par lui pour y parvenir : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Et Simone Weil *aurait* raison... à condition que l'ouvrier ne soit pas animé par l'irrésistible désir de chercher sa *vraie* vie *ailleurs*, hors des murs de l'usine.

ANDRIEUX et **LIGNON.**

(à suivre)

---

(6) R. Ruyer, La Métaphysique du travail, « Revue de Métaphysique et de Morale », janvier 1948.

(7) Juin 36, ce coup de théâtre — les « humiliés » ont « relevé la tête » — n'ébranle pas Simone Weil. Elle en éprouve des « sentiments de joie et de délivrance indicible » (page 157). Toutefois, sa conception du problème ouvrier, à quelques légères nuances près, est restée essentiellement la même. Contentons-nous pour le démontrer de cet extrait d'une lettre écrite en pleine grève à l'industriel M. Detoeuf qu'elle essaie de gagner à une tentative de réorganisation du travail dans son entreprise. Quand les ouvriers auront « **repris l'habitude de la soumission et du silence...** vous pourrez peut-être établir... entre eux et vous les **rapports de confiance** indispensable à toute action, **en leur faisant voir que vous les comprenez...** » (**La Condition ouvrière**, p. 183).

Une grande figure révolutionnaire

Henriette Roland-Holst

Cher Monatte,

Dans le dernier numéro de la *Révolution prolétarienne*, vous me demandez, dans un entrefilet qui est presque un ordre, de vous parler d'Henriette Roland-Holst.

Elle est donc morte, la grande dame de la littérature néerlandaise ? Elle était cela, non pas par l'esthétique de ses poèmes, mais par la largeur des sentiments exprimés et par son intérêt pour les valeurs, pour les joies et pour les misères de tous, ce qui la distinguait très nettement des esthètes étroits et purs. Tout cela se traduisait dans la forme de ses poèmes qui frappait souvent par une certaine négligence, voire une brusquerie dans la prosodie, qui étaient souvent voulues. De cette façon elle soulignait et renforçait l'effet impressionnant ou moralisateur de ses poèmes.

Chez elle, l'art et la vie — la vie sociale, la vie politique y compris — étaient étroitement mêlés. Quant à sa vie privée, je vous renvoie à l'article — bon mais un peu conventionnel — de M. Brachin, dans le *Monde* du 5 janvier. Elle était de bonne famille bourgeoise ; très jeune, elle se distinguait de son entourage par un esprit indépendant qui se manifestait d'abord dans la poésie. Le grand « mouvement de 80 » (de 1880) secouait le monde littéraire en Hollande. La Hollande faisait un bond pour arriver au niveau moderne européen. Roland-Holst y participa ; c'est plus tard qu'elle fit connaissance avec le socialisme. Car la secousse littéraire fut bientôt suivie par une autre : la naissance du mouvement socialiste moderne. Les hommes qui étaient le centre vivant de l'un furent tout naturellement attirés par l'autre ; les deux courants en profitèrent mutuellement. Les meilleurs esprits hollandais de cette fin de siècle se retrouvaient dans le groupe qui créait ce socialisme moderne. Cela donna à ce mouvement un élan intellectuel, spirituel et culturel, on peut dire capital. Jeune, belle, bonne oratrice, elle travailla beaucoup pour la jeune social-démocratie, et elle fut heureuse. Cela ne dura pas. En 1903, la gauche intransigeante se sépara de la droite. Il y eut dans cet incident des malentendus et des provocations ; manque d'honnêteté d'un côté, manque de bon sens de l'autre. Il est certain que les réformistes étaient impatients de se débarrasser de ces « gauchistes dans la lune » — mais leurs manœuvres furent singulièrement favorisées par le fanatisme aveugle de Wijnkoop c.s.

Avouons que tous les acteurs de ce schisme furent bouleversés. — Ah ! quel temps naïf ! dirait-on presque. Henriette Roland-Holst ne pardonna jamais à Troelstra, un chef des masses de la trempe de Jaurès, de Bebel, de Bauer, leader qui, certes, ne pêchait pas par la délicatesse ; mais de l'autre côté Troelstra avait un sens réaliste qui manqua totalement à Gorter et presque totalement à Roland-Holst.

Henriette Roland-Holst connut alors la solitude ; elle la supporta mal. Mariée heureusement, mais sans enfants, elle ne pouvait se contenter d'une vie d'intellectuelle isolée. Elle avait besoin des masses, au moins d'une masse. Mais elle craignait la masse social-démocrate, après le choc brutal de la scission, qui pour elle marquait le triomphe des « démagogues des grands meetings ».

Vint la guerre mondiale ; le choc fut beaucoup plus terrible encore. La guerre bouleversait l'optimisme fin de siècle de cette génération, dont la social-démocratie de l'époque n'a été que la manifestation prolétarienne. Il faut se représenter cet optimisme fin de siècle pour pouvoir comprendre l'énorme malentendu qui se cachait dans le soi-disant marxisme de cette social-démocratie optimiste, prétendu héritier des idées presque apocalyptiques de Marx lui-même. (La S.F.I.O. prolonge encore, il me semble, sous des formes affaiblies, le même malentendu.)

Comme cette social-démocratie se connaissait mal ! Caché en elle, le patriotisme de 1914 surgit au grand jour. Démasqué, il donnait raison dans une certaine mesure aux radicaux de 1903. Pour eux, il semblait leur donner raison sur tout. On se retrouva dans le pacifisme de gauche. Henriette Roland-Holst, qui ne participait pas aux frénésies des masses patriotardes, découvrit que l'isolement parfois est une force. Avec un tout petit groupe hollandais, elle participa à la conférence de Zimmerwald. Son enthousiasme foncier y puisa une renaissance. Elle prit feu pour le communisme, comme tant d'autres, combien pardonnables, qui prirent l'esprit de Lénine pour la flamme pure de Zimmerwald.

Une nouvelle déception était inévitable ; elle ne pouvait même pas tarder, car le sismographe moral d'Henriette Roland-Holst vibrait vite. J'ai déjà relaté comment Gorter, qui était le chef naturel de l'opposition hollandaise, se sépara des bolchéviks. Henriette eut besoin de quelques mois de plus pour se dégriser. Certes, elle n'appréciait pas beaucoup Lénine, dont la brutalité, le réalisme et l'agitation efficace lui rappelaient un peu trop Troelstra (ce qui est injuste pour Troelstra), mais elle était séduite par la force et l'élégance intellectuelle de Trotski. Quand elle rentra du troisième congrès du Komintern, elle confessa à Gorter qu'elle s'était laissé convaincre par le discours (d'ailleurs magistral) de Trotski à ce congrès. Gorter fut furieux. Se laisser convaincre ! Certainement, à lui ça ne serait jamais arrivé. On ne peut se rappeler cet incident sans un sourire amical pour les raisons et les torts si bien mêlés des deux côtés. C'est après cela qu'Henriette Roland-Holst commença à évoluer. Elle a toujours beaucoup écrit — poèmes, prose littéraire, études sociologiques. Elle commença comme marxiste mais elle n'en resta pas là. Si sa pensée manquait un peu de souplesse, elle n'était pas dogmatique. On a souvent pris l'un pour l'autre. Quand elle embrassait une théorie, ou une idéologie, elle l'embrassait entièrement, avec la ferveur du prosélyte. Mais elle n'en restait pas là. Elle était beaucoup moins dure que Gorter et par cela même beaucoup plus sensible au monde extérieur. Elle était vulnérable, donc accessible au doute. Les grandes secousses de l'Histoire, qui ne ménageait pas cette âme sensible, la firent réfléchir sur tout, le marxisme y compris. Elle n'était pas un esprit très original ni très profond, mais elle flairait l'originalité, les pensées rénovatrices des autres (par exemple d'un Hendrik de Man) et elle les vulga-

risait avec une grande intelligence, leur donnant toute son autorité. Elle, qui négligeait la forme de ses propres œuvres, a écrit de très belles choses sur la beauté de l'œuvre de Gorter. Elle, qui débutait avec un livre sur le capitalisme hollandais d'un gentil marxisme, a écrit un livre sur Rosa Luxembourg qui contient des observations sociologiques hautement intéressantes. En revanche, ses remarques personnelles sur ces deux grandes personnalités sont assez ternes. Elle n'était pas un grand psychologue ; elle était trop égocentrique pour bien voir les autres. Son idéalisme, son amour fraternel pour l'humanité étaient forts et sincères, mais ils cachaient un besoin bien à elle de contact collectiviste, un besoin de sentir la masse avec elle, « sa » masse. Elle l'a d'ailleurs toujours eue, sa masse. Elle continuait à élever la voix quand les valeurs humaines lui paraissaient menacées.

Elle devint tolstoïenne et gandhiste, et de plus en plus religieuse. Cela ne doit pas étonner, car elle ressemblait beaucoup à Tolstoï, un Tolstoï moins grandiose, moins volontaire, donc moins désagréable. Depuis, elle n'a jamais été seule ; elle a toujours été entourée par une foule de demi-religieux, demi-socialistes et socialistes-religieux, de beaucoup de jeunes qui avec joie buvaient ce pacifisme éthico-éthérico-religieux et socialiste, qui est caractéristique d'une partie (d'ailleurs souvent assez sympathique) de la classe moyenne des Pays-Bas, ce pays de pasteurs.

Fait curieux, mais hautement significatif : tandis que Gorter a dû attendre plusieurs générations avant d'être découvert par sa nation, Roland-Holst a toujours eu une grande renommée et un large public. Pour le grand public hollandais elle est certainement la plus grande poétesse de notre temps. C'est seulement chez une poignée d'intellectuels, d'artistes et d'autres que Gorter la surpasse, mais de beaucoup. Il n'y a pas de doute que ces derniers représentent le jugement de l'avenir, de l'histoire.

On a souvent dit que l'homme se jette éperdument dans les idées, tandis que la femme, moins abstraite, reste beaucoup plus accessible aux détails humains concrets. Tout dépend de la signification qu'on donne aux mots. Quand Gorter parle de l'amour, soit de l'amour sexuel, soit de l'amour fraternel, il brûle de cet amour pour une femme réelle et vous fait brûler aussi ; ou bien il est illuminé par son amour pour son frère et alors il vous emporte dans le tourbillon de sa joie irrésistible. On est bien dans le concret. Vraiment, Gorter est une force de la nature, même comme homme politique.

Il y a en revanche dans l'amour collectiviste et moralisateur de Roland-Holst quelque chose d'impersonnel, une modération dans la chaleur et le ton pathétique de ses poèmes, qui éclairent bien ce que je viens de dire sur la personnalité de Roland-Holst. Est-ce qu'elle s'est réalisée, est-ce qu'elle s'est souciée du changement qui, dans le cours de sa vie, s'était accompli dans la masse qui l'entourait et à qui s'adressait tout d'abord cet amour honorable mais un peu vague, un peu trop non discriminatoire à mon goût ?

On a dit d'elle qu'elle était bien plus une figure prophétique qu'une poétesse. Je comprends cette caractéristique, elle renferme quelque chose de juste, mais à mon avis c'est un peu trop. Prophétique, cela suppose du génie et de l'originalité, dans l'illumination. Henriette Roland-Holst ne prophétisait pas, elle témoignait. Elle avait ce besoin typiquement religieux, en tout cas typiquement chrétien, de témoigner, un besoin qui n'est pas seulement un désir d'accuser, de protester, de s'enthousiasmer, mais aussi un désir d'extérioriser. C'est-à-dire qu'il y a là-dedans beaucoup d'idéalisme, d'enthousiasme, de sens des responsabilités, mais également un grain de théâtre. C'est le cas de beaucoup mais il y a une question de dosage.

Elle avait assez de conscience de soi, elle était sûrement beaucoup moins ingénue que Gorter. Après tout, cela est bien humain. Je ne le relate que pour expliquer la facilité de son succès, du reste mérité. Car le succès facile s'explique parfois par la faiblesse dans la qualité. En somme, elle a joué un rôle hautement honorable et donné un exemple méritoire. Dans le socialisme, elle a personnifié les valeurs humaines et culturelles et dans le monde de la culture, les valeurs fraternelles et socialistes. Elle l'a fait d'une façon qui a enrichi et le socialisme et la culture.

Sal TAS.

Parmi nos LETTRES

A propos du Bedes et de la F.S. des Postiers.

Le camarade Michel Câtteau, un militant postier de Mâcon, nous adresse ses remarques et ses impressions sur les congrès auxquels il a assisté récemment, congrès de la Fédération Syndicaliste des P.T.T. et congrès confédéral F. O. Elles méritent de trouver place ici et d'y être discutées, parce qu'elles témoignent de l'esprit d'un jeune militant soucieux du renforcement de son organisation mais aussi du maintien de la propreté et de la véritable liberté de discussion.

Dans le numéro de janvier de la Révolution prolétarienne **je relève la phrase suivante à propos de l'affaire Bedes et du Congrès de la F. S. : « C'est pourquoi nous avons le droit d'être étonnés qu'il se soit trouvé au congrès de la Fédération F. O. des Postiers 446 voix et seulement 4 abstentions pour condamner...»**

Je me dois, comme abonné de la « R. P. » et militant de la F. S. de te faire connaître mon opinion sur cette affaire et les raisons qui ont motivé le vote favorable de la motion présentée par le bureau fédéral. Au préalable, je crois utile d'ajouter que c'est avec intérêt que j'ai suivi le développement de l'affaire Bedes et j'approuve la position prise à ce sujet par la « R. P. ». Je suis persuadé en effet que sans la « R. P. », le problème aurait été étouffé et, comme lors du congrès confédéral de 1950, l' « affaire » n'aurait pas été abordée en commission ou en séance plénière.

Personnellement, sur le plan départemental, à l'occasion de réunions de C. E., d'U. D. et au congrès départemental de ma fédération, j'ai provoqué le débat sur la question Bedes, sollicitant des explications de la part de la Fédération et de la Confédération, essayant en outre de démontrer que nous désirions la liquidation du Bedes.

Hélas! il faut reconnaître que très peu de militants et de syndiqués, hormis les lecteurs de la « R. P. », étaient vraiment informés de cette affaire. Néanmoins, sur le plan fédéral, un doute subsistait dans l'esprit des camarades. Je le fais mien, et j'ai constaté au cours du congrès de la Fédération syndicaliste que ce doute était partagé par un grand nombre de militants : il s'agit des déclarations et écrits de Molinier laissant entendre que certains militants fédéraux nationaux auraient été corrompus du fait de leur accointance avec Bedes. Je puis affirmer que cette hypothèse a trouvé un écho défavorable chez ces militants; et c'est ce qui expliquerait leur décision et a déterminé la mienne de voter la confiance sur ce point au bureau national sortant. Tout en étant convaincu du caractère néfaste et immoral du Bedes, et de l'obligation pour la Fédération de liquider cette affaire, nous devons regretter la légèreté avec laquelle le bureau national, persuadé que ce contrat ne pouvait en rien entacher le syndicalisme postal, s'y était engagé.

Nous n'avons pu admettre un seul moment que le secrétaire général et des militants nationaux que nous avons pu apprécier pouvaient être suspectés de corruption.

Sentimentalité ? Peut-être, ou encore refus d'accréditer par un vote défavorable les allégations de la Fédération Postale C.G.T. ? Ou plutôt simplement l'espoir de permettre à nos responsables nationaux de reconnaître leur erreur et de s'attacher dans les mois suivants à orienter la Fédération dans une voie exempte de reproches et de critiques. Il est regrettable par ailleurs que des luttes de tendance soient venues compliquer le problème.

Militant en province, nous réagissons plus lentement et peut-être, est-ce à tort ou à raison, nous n'avons pas voulu adopter de solution extrême.

Il est permis toutefois de regretter que le congrès des Postiers ait eu lieu avant le congrès confédéral où l'affaire BEDES a connu un autre sort. Je pense également qu'étant donné la proximité du congrès confédéral, bon nombre de militants ont préféré attendre le rapport de la commission de presse et la décision prise, alléguant que ce problème dépassait le cadre de la Fédération.

Je ne pense donc pas que le vote du congrès de la F.S. puisse être interprété comme une décision favorable à la poursuite de l'affaire BEDES, les débats qui eurent lieu par la suite prouvant le contraire.

Evidemment, la **R. P.** a été seule à poursuivre publiquement la liquidation de cette triste affaire du BEDES. Elle n'a pas trouvé suffisamment d'écho. Trop de vieux militants désabusés n'ont plus le courage de s'indigner. Peut-être beaucoup sont-ils devenus des politiciens syndicaux prêts à tout accepter. Trop de jeunes ne saisissent pas la gravité de telles pratiques. Et quand ils la saisissent, ils restent incertains devant les conséquences naturelles à en tirer. Ils ne voient pas qu'il n'est pas de meilleur moyen de favoriser les staliniens que de s'acoquiner avec le patronat. Mais nous leur ferons confiance. La lutte n'est pas encore terminée. La bande du BEDES espère revenir sur l'eau. Pour cela elle se figure pouvoir détruire la **R. P.** et retrouver la voie libre. Elle se fait des illusions. La **R. P.** a supporté d'autres assauts. Elle supportera encore celui-là.

Je ne terminerai pas sans donner quelques impressions résultant du congrès confédéral.

Ces réflexions auront le mérite d'être personnelles et le fruit d'une première expérience, car c'était le premier congrès confédéral auquel j'assistais. Une constatation que j'ai faite concerne la représentation des syndicats. Très peu nombreux, la plupart se contentant d'envoyer un mandat en blanc à leur fédération ou donnant délégation au permanent fédéral ou régional.

Dans le cas de la Fédération, celle-ci répartit les mandats entre les membres du bureau fédéral ou encore entre les mains de quelques délégués. Je l'ai constaté pour ma fédération et j'ai difficilement admis que ces délégués pouvaient disposer d'un nombre important de mandats et de voix, alors que les statuts limitent à dix le nombre de mandats par délégué. Cette question me paraît très importante et chaque militant ne saurait trop recommander à son syndicat de mettre tout en œuvre pour que celui-ci soit directement représenté. Si cette méthode de représentation se perpétuait, nous arriverions à des congrès confédéraux essentiellement bureaucratisés et n'exprimant en fait que des points de vue de bureaux fédéraux.

Il existe encore pour le syndicat le mandat impératif ce qui suppose une étude complète des rapports confédéraux, une connaissance profonde des problèmes posés au mouvement syndical et un accord unanime des adhérents de base.

Je le rejette comme tel, car ne le trouvant pas « éducatif » en ce sens qu'il limite les responsabilités à une décision collective et « anonyme » et ne permet pas à des camarades de base de se forger une opinion et de participer aux travaux du congrès réunissant l'ensemble des représentants de la classe ouvrière.

Une deuxième constatation faite concerne l'intolérance de certains militants et le manque d'éducation syndicale, qui les amènent à chahuter ou à huer un orateur ou rapporteur donnant des arguments qui ne sont pas de leur gré.

J'avais toujours pensé, et cela je le crois encore, que le fait d'appartenir à une organisation syndicale se réclamant de la liberté d'expression et d'opinion permettait à chacun de faire part de ses réflexions, sans pour cela encourir l'ostracisme de ses camarades.

J'ai pu constater également que le seul fait pour un délégué de défendre une motion représentant ses aspirations et ayant obtenu l'accord d'autres délégués en commission pouvait lui faire encourir une qualification de neutraliste, de trotskyste, etc.

Je ne peux m'empêcher de penser que les méthodes staliniennes semblent trouver terrain propice dans notre organisation.

Je ne terminerai pas sans faire part des réflexions que m'ont suggéré des interventions de camarades lors des débats de la commission des questions internationales. Ces camarades, en particulier Le Bourre et Hagnauer, ont mis l'accent sur la pénétration des agents staliniens dans les organismes culturels internationaux et nationaux, dans les administrations... Sans mésestimer le bien-fondé des informations données et la nécessité de dénoncer ces agents staliniens et plus encore les protections qu'ils peuvent trouver de la part de certains hauts fonctionnaires désireux de prendre des gages pour l'avenir, je crains toutefois que cela ne crée une psychose anticommuniste et que cela n'aboutisse aux pires exactions, comme cela se passe aux U.S.A. Nous aurions alors manqué notre but et indirectement collaboré à un renforcement des forces réactionnaires et capitalistes. Il aurait été très opportun de rappeler la position prise à ce sujet il y a deux ans par un groupe de syndicalistes dont Le Bourre et Hagnauer (Notre antistalinisme). Je crains fort en effet que la cristallisation de notre pensée et de notre action sur ce problème ne risque fort d'éloigner à tout jamais des militants et des syndiqués qui se trouvent encore abusés par la C.G.T.

Et je puis affirmer qu'il en existe encore, et en province il est peut-être beaucoup plus facile de constater combien la Confédération porte en elle, par son orientation, son manque de combattivité et de clarté sur certains problèmes importants, tous les éléments qui écartent de nos syndicats une masse importante de la classe ouvrière.

Tout à fait d'accord avec Catteau sur l'utilité d'une représentation directe et effective des syndicats et sur les inconvénients du mandat impératif. Les syndicats doivent mandater leurs délégués après une discussion sérieuse, tout en leur laissant une marge de décision.

Catteau a tout à fait raison de demander que notre antistalinisme ne se confonde pas avec l'anticommunisme bourgeois. Ils sont d'essence contraire. C'est dans la mesure où F. O. le comprendra qu'elle accomplira les tâches qui lui permettront de rallier les travailleurs encore abusés par les agents staliniens à la tête de la C.G.T.

« Un imaginaire nationalisme » ?

Nous avons reçu du camarade Corsin, militant postier, et, si nous ne nous abusons, militant trotskiste hier sinon aujourd'hui, la longue lettre suivante qui aborde quantité de points importants. Nous la donnons intégralement ; mais nous y répondrons brièvement aujourd'hui.

La Révolution prolétarienne **est une source précieuse d'informations syndicales ou extra-syndicales. Elle est une sorte de tribune de discussion entre les tendances non staliniennes. Très bien. Mais qu'elle le reste et ne soit pas une école où les « anarcho-syndicalistes » tapent de la règle sur les doigts d'autres tendances syndicalistes révolutionnaires et qu'elle cristallise plutôt les aspirations des activistes F. O., des quelques minoritaires C.G.T. et même des C.F.T.C. qui veulent s'affranchir de toutes tutelles cléricales pour faire du syndicalisme d'action.**

Je suis en désaccord total avec votre position vis-à-vis des travailleurs dits « coloniaux » et avec votre postulat « nationalisme indigène condition de l'affranchissement social ». Ni plus ni moins révolutionnaire que vous j'approuve entièrement les explications données par Lafond à la C.I.S.L. et la position prise, à ce sujet, par F. O. lors de son récent congrès. J'oppose à votre position vieillotte et dangereuse, mes observations personnelles et les informations que j'ai pu me procurer auprès de gens qui connaissent cette question. Ce n'est pas le lieu de les développer et de réfuter vos arguments, ce serait bien trop long.

En voici pourtant les grandes lignes :

A) Vous soutenez ce qu'il y a de pire dans le natio-

nalisme, le racisme, le fanatisme religieux des races coloniales, sans différenciation de classe. Je ris en vous voyant, respectueux et admiratifs, devant le bey ou sultan. Mais je bous en vous voyant défendre cette néo-bourgeoisie indigène qui entend faire suer le burnous au lieu et place des tenants actuels. Elle le ferait bien plus cruellement et plus hypocritement encore. Et pourquoi changer de maître ?

B) Vous vous accrochez ridiculement aux basques des faux-nez du capitalisme américain, grand dispensateur de dollars et de prix de vertu. Qu'ils se regardent donc dans une glace. Qu'ils avouent donc franchement leurs buts impérialistes. N'ont-ils pas chez eux des « syndicalistes » qui pensent en leur for intérieur qu'après tout ça fera travailler l'ouvrier américain et avec de hauts salaires encore ?

C) Vous raisonnez sans tenir compte de la mentalité des travailleurs indigènes, et aussi sans tenir compte qu'aussi exécrable soit-il, le capitalisme crée les conditions du socialisme (voir Marx). Vous ne pensez tout de même pas que les Français, riches ou pauvres, établis là-bas, vont reprendre le bateau avec 30 kg. de bagages et un sourire aux lèvres. Ou qu'ils se transformeront volontiers en têtes de turcs ou bêtes de somme des nouveaux maîtres, d'ailleurs incapables de faire marcher leur fourbi ?

D) Superbes et irresponsables, vous ignorez totalement les intérêts économiques français (et les Etats Unis socialistes du monde ne sont pas pour demain). Actuellement l'égoïsme de classe de toute la bourgeoisie française nous met à la veille du chômage, après avoir imposé les bas salaires. Monnaie à zéro, commerce extérieur régulièrement déficitaire, industrie axée sur le superflu aux riches plutôt que sur le nécessaire à tous, et c'est à ce moment que vous voulez foutre par terre le bloc économique France-Sarre-Union française ! Et vous pensez que dans une pareille mélasse, la classe ouvrière retrouverait sa combattivité pour exiger son dû ? Chômage accru, niveau de vie abaissé, massacres, gâchis et rancœurs, voilà quels seraient les résultats de votre politique « anticolonialiste ».

Les staliniens font le même rêve. Mais c'est dans l'espoir de nous réduire en colonie russe. Très singulière concordance !

E) Enfin, vous, les champions de l'indépendance du syndicalisme vous admettez que l'U.G.T.T. soit à la botte des hystéro nationalistes tunisiens. J'ai lu les arguties de Thorel, je crois, cité par la « R. P. ». Non, ça ne marche pas. Je suis pour l'indépendance du syndicalisme, en Tunisie, comme ailleurs. Et ces dockers nationalistes de Tunis qui faisaient grève contre l'embauche de leurs copains F. O. et qui de plus prétendaient leur casser la gueule ! Au nom sans doute du « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

Je vous entends : les « râtissages » ! les condamnations, les représailles ! Croyez-vous que la démocratie consiste à discuter quand l'interlocuteur vous transforme en poêle à marrons ? Je doute fort que vos théories aient grand succès auprès des travailleurs français ou autres, qui sont, eux, en contact quotidien avec les excités du nationalisme indigène. J'en ai contacté plusieurs, ils arrivent aux mêmes conclusions que moi-même : évolution démocratique interne graduelle ; front uni des travailleurs de France et de l'Union française dans une centrale syndicale commune contre le capitalisme ennemi commun ; lutte à outrance contre le nationalisme et le racisme partout où les travailleurs franco-indigènes les rencontrent. Enfin, travail de désintoxication religieuse.... mais là, par l'instruction, l'exemple et avec des formes..

Mais en aucun cas, il n'est d'intérêt pour la classe ouvrière et le futur régime socialiste-collectiviste de tolérer ou d'encourager l'éclatement de l'Union française. Pas plus qu'il n'est intéressant pour la production collectivite agraire de partager un domaine exproprié en mille parcelles, pour les attribuer à mille nouveaux propriétaires, maîres absolus sur leur lopin de terre.

Et surtout, n'allez pas voir dans notre position — je dis notre car il me semble que c'est celle que F.O. a adoptée — je ne sais quel imaginaire nationalisme. Dans ce cas je pourrais vous rétorquer que les ouvriers de la Ruhr, par la cogestion, n'ont jamais négligé les conditions de la prospérité de leurs mines et usines. Et je ne leur donne pas tort. Ils savent fort bien que la Sarre et ses richesses sont plus des compléments de l'économie lorraine que des suppléments nécessaires à l'économie allemande. Seuls les « nationaux-socialistes » voient dans la Sarre allemande une condition d'un réarmement prometteur de diverses revanches. Les travaillistes anglais qui veulent la primauté du plein emploi sur le réarmement à outrance ont, eux aussi, raison. Je ne pense pas qu'ils soient prêts à accepter l'isolement de l'économie anglaise d'avec le « Commonwealth », pour fiche les trois quarts des travailleurs anglais au chômage et ce pour faire plaisir aux businessmen américains. Je pense qu'à F. O. nous sommes en bonne compagnie. Surtout quand je pense ce que ferait votre cher nationalisme arabe, s'il pouvait disposer des courageux et industrieux israéliens.

Cette clique d'intrigants et de prétentieux, aux appétits immodérés, qui agitent la « Ligue arabe » et qui voudraient se poser comme un nouvel impérialisme, ne mérite pas notre soutien.

Un dernier mot sur l'affaire Molinier. Je suis postier et ne veux pourtant pas discuter le fond de l'affaire. Mais quand un militant se permet de mettre publiquement en accusation son organisation et de fournir les staliniens d'arguments plus ou moins valables, je ne pense pas qu'on puisse le défendre, quelles que soient ses qualités ou la valeur de ses arguments.

Comment ne pas voir dans la position de Corsin — même quand il s'appuie sur F. O. — un très réel et très dangereux nationalisme ?

Comment Corsin ne se rend-il pas compte que sur le problème colonial il raisonne, à propos de la Tunisie, en nationaliste et colonialiste français ? Lors de sa causerie au Cercle Zimmerwald, Charles-André Julien déclara qu'on ne saurait imaginer l'influence fâcheuse exercée par correspondance par les Corses de Tunisie sur leurs amis et parents corses de France. En avons-nous un échantillon dans la lettre présente de Corsin ? Qu'il nous permette en ce cas de préférer l'attitude de Finidori, même lorsque son sang corse parait le lancer bien loin quand il dénonce le « gang corse » tunisien et la maffia rouge comme les responsables de la politique imbécile et sanglante des grands colons et du gouvernement français. Responsables, non. Serviteurs, tout au plus. Finidori sauve là l'honneur corse et défend le syndicalisme révolutionnaire aux yeux du prolétariat tunisien.

Comment Corsin trouve-t-il toute naturelle l'annexion de la Sarre à la France au nom des prétendus intérêts économiques français qui sont plus exactement les intérêts du Comité des Forges ? Ne voit-il donc pas qu'une annexion de ce genre facilite en Allemagne les excitations nationalistes et rend plus difficile un effort commun des révolutionnaires allemands et des révolutionnaires français.

Nous ne pouvons entrer dans une discussion point par point. Discussion difficile d'ailleurs quand on le voit écarter comme sans importance et réduire à une querelle Molinier-Mourgues le fait grave de la Fédération F. O. des P.T.T. subventionnée par Georges Villiers, du patronat français, par le canal du BEDES.

Les syndicalistes révolutionnaires que nous sommes — et non des anarcho-syndicalistes — ne tapent sur les doigts d'aucune autre tendance. C'est plutôt sur leurs doigts que l'on tape sans grand ménagement. Ils se contentent de dire et de montrer que le nationalisme, le colonialisme et les subventions du Conseil national du patronat français n'ont rien à faire avec le syndicalisme d'hier, d'aujourd'hui et de demain. — **P. M.**

Sur la productivité

Notre camarade Fontaine, (Rhône), dont nous avons déjà publié une lettre dans le précédent numéro, nous écrit :

Le camarade Walusinski ne s'est pas cabossé le crâne pour me répondre. C'est pour cela que je récidive.

Pour être plus catégorique, je pose la question sous cette forme aux camarades syndicalistes révolutionnaires :

Etes-vous pour le partage des profits capitalistes entre patrons, actionnaires et salariés ?

Dans le problème qui est en cause, il s'agit des profits obtenus par une baisse du prix de revient sans baisse du prix de vente. Cette baisse du prix de revient n'étant pas due à une augmentation de l'effort de la main-d'œuvre.

A TRAVERS LE MONDE

Russie

Les actes après les paroles

Les délégués au 19e Congrès du Parti communiste russe ont eu à peine le temps de rentrer chez eux et de préparer leur compte rendu des discussions que Staline leur en a donné un commentaire précis et, à sa manière, brutal. Les exégètes en étaient encore à examiner certains passages peu clairs du long article du « Bolchévik »; un éclat est venu les aider dans leur déchiffrage. Comme toujours, c'est ce qui ne parait être qu'un incident qui révèle la signification de certaines décisions et de certains actes restés inexpliqués, permet de pénétrer à fond dans la réalité russe et de déceler les mobiles vrais de la politique présente.

Les années qui suivirent immédiatement la guerre portèrent au plus haut point le chauvinisme stalinien : les armées avaient battu la puissante Allemagne ; l'empire russe annexait province après province, dominant les Alliés comme il avait dominé l'ennemi ; on ne montrait que des maréchaux constellés de décorations ; la Russie s'installait dans la prospérité tandis qu'une crise inévitable ébranlerait bientôt la riche Amérique. Ecrivains et leaders staliniens rivalisaient dans l'exaltation du régime et le héros de ces temps prometteurs était A. N. Vosnessensky, membre du Bureau politique, vice-président du Conseil, président de la commission du Plan. 45 ans : un produit de l'époque stalinienne.

Il avait écrit un livre, « L'Economie de guerre de l'U.R.S.S. », dans lequel il affirmait que le potentiel industriel combiné de la Russie et de ses satellites était déjà supérieur à celui des Occidentaux, impliquant par là que la Russie pouvait courir impunément le risque d'une nouvelle guerre. Donc, pas la peine de se gêner avec les anciens alliés, et on peut narguer l'Amérique. Ces vues reçurent une consécration officielle par l'attribution, en 1948, du prix Staline au maître ès plans.

Apogée de courte durée, car dès mars 1949, Vosnessensky disparait brusquement, sans laisser de trace. Sous Staline, des étoiles de première grandeur peuvent ainsi filer soudain sans qu'on puisse savoir ce qu'elles sont devenues. Du moins ne le sait-on pas sur l'heure, mais avec le temps on finit par savoir ce qui s'est passé.

Staline s'était trouvé pris à sa propagande ; elle avait fait entrevoir la prospérité et les conditions de vie restaient difficiles, s'améliorant à peine, et on ne voyait pas davantage de craquements dans la structure de l'Amérique. Le sentiment se répandait que le gouvernement était responsable des promesses non tenues, des réalisations annoncées et encore différées. Un passage de l'article de Staline répond à ces reproches : on a eu tort d'entretenir des illusions ; la transition du socialisme au communisme reste la tâche de demain : celle d'aujourd'hui c'est la consolidation de la puissance soviétique; pour les investissements, priorité doit toujours aller à l'industrie lourde, aux fabrications de guerre — aux dépens du niveau de vie. Il ne restait plus qu'à trouver le responsable.

Un mois après le congrès, le 24 décembre, Souslov, nouvelle étoile — il est membre du nouveau « presidium » et secrétaire du Comité central — déclenchait comme incidemment une vive attaque contre Fédor Fédoséiev qui, cependant, venait de « commenter correctement » dans les « Izvestia » l'article-programme de Staline. Pour cela, il le félicitait. Mais ce début n'était qu'un prétexte, le « venin » était dans la suite. Car si Fédoséiev mérite des félicitations aujourd'hui on ne peut oublier que c'est lui, alors qu'il était directeur du « Bolchévik » qui fit l'éloge, sans réserves, du livre de Vosnessensky et inséra dans la revue toute une série d'articles non moins élogieux. Or, c'est un livre antimarxiste, et s'il ne fait pas son autocritique, on devra conclure qu'il n'est pas sincère. Fédoséiev s'empressa d'avouer, de confesser ses erreurs. Par Souslov, on apprit encore qu'au moment où Vosnessensky disparaissait, le Comité central avait voté, en secret, une résolution dirigée spécialement contre lui et, d'après le texte enfin rendu public, on devait conclure qu'il avait même été exclu du Parti car on ne l'appelait plus « camarade ». L'information venait deux ans et neuf mois après.

Les économistes russes sont en uniforme comme les écrivains, comme les artistes et les musiciens. Ils font avec ensemble les conversions commandées par la « ligne » du jour, à gauche, à droite, selon ce qui a été décidé au sommet. Quand Vosnessensky avait la faveur du prince, tous chantaient ses louanges ; aujourd'hui, une dépêche de Moscou nous apprend que près d'un millier d'entre eux se sont réunis le 7 janvier pour reconnaître publiquement l'erreur qu'ils ont commise en approuvant et répandant les conceptions de Vosnessensky. Le ton des « confessions » était donné par K. V. Ostrovityanov, directeur de l'Institut des sciences économiques de l'Académie des sciences. « Je soumets à la critique, dit-il, mes propres erreurs et celles des autres économistes qui louangèrent et diffusèrent le livre erroné et antimarxiste de Vosnessensky ».

Le « responsable » était démasqué et flétri ; c'était maintenant le tour des boucs émissaires. La raison profonde des purges, des procès, de l'inculpation des médecins, de l'antisémitisme repris après Hitler devient tout à fait claire. Staline est contraint de changer de route. La frénésie de sa propagande antiaméricaine — qui porte, d'ailleurs, et pénètre tous les milieux — explique les difficultés auxquelles il se heurte, en Russie même et plus encore chez les satellites. Quoi qu'en disent les touristes, le problème du logement — pour ne prendre que celui-là — est plus aigu que partout ailleurs ; c'est encore un pays où une famille doit s'estimer fortunée quand elle dispose d'une pièce pour elle toute seule, avec usage de la cuisine commune. Chez les satellites, hostilité ; la résistance sourde — parfois publique — des ouvriers freine la production, retarde la réalisation des programmes de guerre. Alors qu'au temps de Vosnessensky on était sûr d'être déjà les plus forts, on estime aujourd'hui qu'il n'est pas trop de toutes les armes qu'on a la possibilité de rassembler contre l'Amérique.

Quelles sont-elles ? D'abord les partis communistes. Que valent-ils au juste maintenant ? Ce qui est sûr, c'est leur déclin. La nouvelle ligne politique, « front national », entraîne la liquidation des gauches, de ceux qui croyaient être les vrais de vrais, Slansky, Anna Pauker. En France, Marty que Moscou a tenté de garder à tout prix, en ayant fait un héros dont le nom est partout.

Les combattants de la paix sont infiniment plus utiles. Ils permettent de rassembler toutes sortes de dupes. Mais eux aussi sont en déclin : le camouflage ne peut durer toujours.

Mao Tsé-toung apporte toujours la Chine. Pour combien de temps ? La rupture entre Tito et Staline a éclaté après quatre années d'alliance. Le rejet brutal par Moscou de la proposition de l'Inde sur la guerre de Corée que Mao, semble-t-il, était

prêt à accepter, peut provoquer le premier pas vers la libération.

Et maintenant l'antisémitisme. La propagande éclate mais elle avait commencé bien avant le procès de Prague. Mais pourquoi et comment est-ce possible vont se demander ceux qui n'ont pas encore su mesurer le cynisme stalinien — le « réalisme », disent les thuriféraires (et on a vu, sitôt après le procès, des staliniens honteux se précipiter à l'aide de Staline, démontrant doctoralement que « antisionisme » n'est pas antisémitisme).

Pour deux raisons évidentes : d'abord gagner l'appui des Arabes, les exciter contre les juifs, contre les Anglais et les Américains. La position géographique des territoires qu'ils occupent est d'une grande importance ; ils commandent les grandes routes maritimes ouest-est que Staline aurait alors la possibilité de bloquer, en même temps qu'il aurait, par eux, une ouverture sur la Méditerranée au moment où le barrage Belgrade-Athènes-Ankara lui ferme la voie.

Et gagner aussi les ultra-réactionnaires, les anciens nazis — dont beaucoup sont déjà incorporés dans l'appareil stalinien ; consolider les liens avec ceux des industriels de l'Allemagne de l'Ouest qui subventionnaient ouvertement la presse stalinienne par le moyen de la publicité. Dans tous les pays de l'Amérique latine, la conjonction réactionnaires-staliniens est réalisée, l'exemple le plus frappant étant l'Argentine où l'antiaméricanisme offre un prétexte commode aux staliniens pour soutenir Peron et son régime de basse démagogie.

On aurait pu penser qu'après Hitler il ne se trouverait aucun groupe ou parti pour reprendre à son compte l'antisémitisme, et que ceux des juifs qui avaient échappé à la politique d'extermination connaîtraient au moins un répit. Le « réalisme » de Staline se moque de ces sentiments ; pour lui, tout est bon contre l'Amérique.

Que sont devenus Manouilsky et Losovsky ?

Bien que leur disparition ne puisse se comparer, en importance, à celle de Vosnessensky, elle n'est certainement pas dénuée de signification. Losovsky s'était maintenu longtemps à la tête du Profintern, puis avait reçu un poste dans la diplomatie, finissant par la direction de l'Information. C'est alors qu'on perd sa trace. Il avait échappé à toutes les purges mais, finalement, fut pris. Pourquoi ? On le saura quand une querelle entre dirigeants en fournira, incidemment, la raison.

Manouilsky avait endossé toutes les sottises de la politique de la « troisième période » du Comintern quand il accepta de prendre la succession de Boukharine. Staline en fit le ministre des Affaires étrangères d'une Ukraine, indépendante mais fictive, et à ce titre il trôna à San Francisco, pour la naissance de l'O.N.U. et dans quelques assemblées subséquentes. Comme il ne manque pas d'esprit, il devait bien s'amuser intérieurement en voyant les délégués de pays réels le prendre au sérieux. Si on ignore à quel moment il a été frappé, il est aisé d'en savoir la raison. Eudocio Ravines, communiste péruvien, travailla pendant un temps au Comintern, quand Manouilsky en était le chef. Le culte grossier dont Staline était l'objet finit par lui être intolérable et il s'en ouvrit un jour à Manouilsky. Celui-ci lui expliqua que « aux yeux d'un homme cultivé, ayant une haute conscience idéologique, certains aspects de la propagande de parti peuvent paraître dégoûtants. Par exemple, la répétition constante du nom de notre grand camarade Staline. Mais la propagande au moyen du camarade Staline est nécessaire à la Révolution... Aux gens ignorants, les idées doivent être présentées sous une forme tangible. Aussi a-t-on estimé indispensable d'offrir un symbole au peuple russe. Idolâtrie ? Peut-être, mais très sage. » L'explication avait été confidentielle. Mais ayant assez vite rompu avec le stalinisme, Ravines écrivit un livre, sous le titre « Le chemin du Yenan », dans lequel il rapporta l'explication du culte. Après cela, le compte de Manouilsky était bon.

Le dressage au jardin d'enfants

Au cours de l'été dernier, le syndicat des Instituteurs de la Russie centrale invita des pédagogues britanniques à venir voir des écoles et des écoliers. Le directeur de l'Institut pédagogique de l'Université de Nottingham et sa femme, Hilda Lewis, furent priés de se joindre à la délégation par la société des relations culturelles avec l'U.R.S.S.

Au retour, Hilda Lewis rapporta ses impressions dans une causerie à la B.B.C., parlant plus particulièrement d'un jardin d'enfants de Kiev. Je donne ici l'essentiel de sa causerie. « Installé dans un bâtiment de trois étages, au milieu d'un jardin bien tenu, il était spacieux, attrayant, plus vaste que ce que j'ai pu voir en Angleterre. Cependant, pièce pour pièce, ce n'était pas mieux qu'une bonne école enfantine chez nous. Dans une salle de jeux, grande et ensoleillée, les enfants étaient assis à leurs petites tables pour le repas de midi. Vraiment de beaux enfants. Ils mangeaient lourdement et solidement, la plupart la tête dans leur assiette ; très peu nous regardaient furtivement, de côté. L'un d'eux, moins discipliné, laissa échapper un joyeux petit rire. Instantanément un doigt menaçant se dressa, avertissement disciplinaire de la jardinière... Au fond de la pièce, de jolis jouets soigneusement disposés et alignés : poupées élégantes juchées sur des éléphants, des singes sur des ours, — quelque chose comme une vitrine de magasin de jouets à Noël. Je demandai : Qui dispose ainsi ces jouets ? — Les enfants, avant le repas ils doivent toujours les ranger. — Mais, toujours ainsi, dans le même ordre ? — Naturellement, les enfants savent que ce doit être ainsi et ça leur plaît. » La pièce suivante était une charmante chambre à coucher, avec de petits lits blancs. Ensuite une vaste salle de musique, conduisant à une large vérandah. Il y avait un piano et toutes sortes d'instruments à percussion. Aussi beaucoup d'oriflammes rouges, un énorme Staline souriant, et un petit autel — je ne puis le désigner autrement — complet, avec son offrande de fleurs et son slogan, « Gloire, gloire, gloire au grand Staline ». Chaque étage répétait celui que nous venions de visiter et, dans chacun d'eux, nous retrouvions le souriant Staline, le petit autel et les jouets bien alignés... On nous montra les dessins des enfants. Les feuilles de papier étaient beaucoup trop petites : 20 × 25 centimètres. Les dessins étaient, comme on pouvait aisément l'imaginer, raides, nets et gênés à la fois ; ils ne venaient pas de petites têtes créatrices. C'était, pensai-je, le commentaire le plus significatif de ce jardin d'enfants, sous beaucoup d'aspects, admirable. Ceux d'entre nous qui ignorent les possibilités artistiques des jeunes enfants s'extasièrent devant ces dessins entièrement dépourvus d'originalité. Mais pour ceux qui connaissent ce que peut donner la fantaisie créatrice de nos enfants, ils étaient détestables... Quand, maintenant, ma pensée va vers le jardin d'enfants de Kiev, je revois des enfants bien soignés et attrayants, mais dressés... dressés » (but subdued... subdued !)

Malversations, vols, fraudes, détournements

La presse russe offrit, en fin d'année, un échantillonnage des diverses formes de corruption récemment découvertes.

C'était, d'abord, le 18 décembre, les « Izvestia » qui rapportaient que des vols et des détournements s'élevant à plus de trente millions de roubles avaient eu lieu dans les coopératives de pêche du territoire de Khabarovsk, où le procureur régional et son substitut sont plutôt des protecteurs des criminels que des procureurs. Ils les protègent parce qu'ils ont plus d'intérêts communs avec eux qu'avec les bons citoyens. Et il n'y a pas que le procureur. « Sa propre femme, travaillant dans une brasserie, a détourné plus de dix mille roubles ». Quant à la femme du substitut qui, elle, travaille dans un magasin d'épicerie, elle s'en est appropriée onze mille.

Autre cas : deux ouvriers d'une fabrique de machines à coudre volent les pièces de rechange qu'on doit livrer gratuitement avec la machine.

De son côté, la « Pravda » révèle que dans le bassin du Donetz il y a toute une collection de rapports sur le gonflement des chiffres du plan d'Etat — moyen pour les directeurs malhonnêtes de se faire attribuer d'importantes gratifications.

Quelque temps auparavant, la « Pravda » ukrainienne avait rapporté l'arrestation d'une bande d'escrocs moscovites qui avaient extorqué des centaines de milliers de roubles aux kolkhoziens, et d'une autre bande de receleurs de marchandises volées...

...Comme dans le monde capitaliste, et déjà une « magistrature gangrenée ».

U. S. A.

ANCIENS ET NOUVEAUX PRESIDENTS SYNDICAUX

De Gompers à Meany

Socialiste à ses débuts dans l'activité politique, Gompers renonça assez tôt aux « illusions de la jeunesse » pour s'engager dans la voie paisible d'un syndicalisme strictement corporatif. Durant sa longue présidence — 38 ans, de la fondation de l'American Federation of Labor en 1886 jusqu'à sa mort, en 1924 — il eut tout loisir pour achever et consolider la structure d'un organisme syndical qui se révéla plus durable que ceux qui l'avaient précédé, mais avaient eu plus d'ambition, plus d'audace, une vue moins bornée et avaient livré de rudes batailles au grand capitalisme naissant. Il fit de l'A.F.L. une organisation lâche de syndicats de métier hautement centralisés.

Gompers était une forte personnalité ; il marqua la nouvelle fédération de son empreinte, et si solidement que ses successeurs durent en être, plus d'une fois, gênés. Car lorsqu'il disparut, s'il laissait un organisme définitivement établi dans le mouvement ouvrier d'Amérique, sa Fédération vivait un moment difficile. En 1924, l'Amérique conservatrice triomphait ; elle avait désavoué Wilson pour sa politique internationale, et aussi pour sa politique intérieure. Succédant à une longue suite de présidents républicains, Wilson avait élargi le champ, alors très étroit, de la législation sociale et, durant la guerre, Gompers fut auprès de lui une sorte de conseiller pour les questions ouvrières — comme Sidney Hillman devait l'être auprès de Roosevelt pendant la deuxième guerre mondiale. Le Congrès républicain répudia cette politique et favorisa l'offensive que les dirigeants des grandes entreprises industrielles déclenchèrent contre les ouvriers et contre leurs organisations syndicales. L'A.F.L. vit fondre ses effectifs, et, dans les usines, elle se heurta à des « company unions », faux syndicats fabriqués par les patrons pour détruire les vrais.

C'est cette succession que trouva William Green quand il prit la présidence. Ses origines étaient très différentes. Il était né dans une petite ville de l'Ohio et avait grandi dans un milieu très pieux ; président de l'A.F.L., il lui arrivait, occasionnellement, de faire le prêche dominical chez les baptistes ou les méthodistes... Il a 18 ans quand il prend sa première carte syndicale ; deux ans après il est au bureau du syndicat, et comme son activité syndicale se double d'une activité politique, il se fait élire, en 1911, au Sénat de son Etat natal et y siégera pendant deux législatures.

Si la situation était difficile en 1924, ce fut pire en 1929 quand éclata la crise qui allait bouleverser la vie économique du pays, et faire pendant plus de quatre ans des millions de chômeurs. Lorsque le New Deal rooseveltien favorisa la reprise, l'A.F.L. ne put en profiter que partiellement à cause de sa structure même, défavorable à l'incorporation des travailleurs des entreprises de la production de masse ; la résistance de Green et de la majorité de ses co-dirigeants aux objurgations répétées de John L. Lewis entraîna la scission et la formation du C.I.O. Cependant, si l'on s'en tient au succès matériel, Green eut la satisfaction de voir qu'il laissait une Fédération de huit millions de syndiqués, effectif qu'elle n'avait, de loin, jamais connu. Il n'aura été, en fait, qu'une sorte de président intérimaire, un conservateur qui s'efforçait, timidement, d'adapter la structure et la tactique de l'A.F.L. aux changements importants qui, surtout après la crise de 1929, surgirent dans la vie économique du pays.

Son successeur, George Meany, a montré, à peine élu, qu'il entendait donner à l'A.F.L. une nouvelle impulsion. C'est un New-Yorkais, fils d'un militant syndical, plombier de son métier, et c'est comme aide plombier qu'il travaillera au sortir de l'école. En 1934 il sera président de la Fédération du Travail de l'Etat de New York, et cinq ans plus tard, secrétaire-trésorier de l'A.F.L. Il donne l'impression d'un conservateur actif et combatif, décidé à obtenir de la Fédération qu'elle pèse de tout son poids dans le mouvement ouvrier, en Amérique, et aussi au dehors. C'est lui qui a proposé et dirigé l'attaque contre la pénétration stalinienne dans les syndicats des nations de l'Amérique latine, et en particulier contre Lombardo Toledano, l'agent stalinien dans ces régions. Lors de la création de la Fédération syndicale mondiale, il fut l'un des rares leaders du mouvement ouvrier qui comprirent que, dans les conditions où on projetait de la ressusciter, cette Internationale syndicale ne pourrait être non une authentique Internationale, mais uniquement un puissant instrument de propagande à la disposition de l'Etat russe. Délégué fraternel au Congrès des trade unions britanniques l'année suivante, il renouvela son avertissement, prédit que la F.S.M., dont on pouvait déjà voir la tactique, ne serait, pour le mouvement ouvrier, qu'une cause permanente de trouble, et de désagrégation.

Au cours d'une assemblée syndicale, en avril 1951, il précisa sa position en ces termes : « Le monde, aujourd'hui, est petit. Nous croyons que l'oppression de travailleurs où que ce soit dans le monde ne peut se perpétuer qu'au détriment des travailleurs, ici, dans notre propre pays. Il ne faut jamais oublier que le mouvement trade unioniste est un mouvement global. Ce n'est qu'en demeurant un mouvement couvrant le monde que nous pourrons survivre. » Et dans la conférence de presse qui suivit son élection : « Nous devons défendre les principes de liberté et de décence humaine à l'intérieur de notre pays et faire tout ce qui est humainement possible pour éliminer la bigoterie, la discrimination raciale, de nos propres rangs. »

Il n'était président que depuis quelques heures qu'il avisait déjà Walter Reuther et le C.I.O. que l'A.F.L. était prête à reprendre les négociations pour la fusion.

De Lewis à Reuther

En Walter Reuther, le C.I.O. trouve son premier vrai président. John Lewis gardera le mérite d'avoir puissamment contribué à le fonder quand, se heurtant à l'incompréhension obstinée de ses amis de

l'A.F.L. il n'hésite pas à aller jusqu'à la scission. Mais, jouant dès 1940 — trois ans après — sa présidence et, dans une certaine mesure, l'avenir même du C.I.O. sur l'élection de Wendel Willkie, que les républicains opposaient à Roosevelt, il montra que s'il avait compris la nécessité d'un C.I.O., il n'était pas l'homme capable d'en assumer la direction.

En partant, il mit en place Philip Murray, formé à son école et qu'il se croyait sûr de pouvoir manœuvrer — comme il avait cru pouvoir « contrôler » Green quand il l'avait poussé à la présidence de l'A.F.L. En quoi il se trompa, mais Philip Murray ne fut pas non plus le président que le C.I.O. attendait. Venu d'Ecosse en Amérique, en 1902, il avait travaillé, un temps, dans les mines de Pennsylvanie et, par la suite, monta assez vite, comme second de John L. Lewis, à la direction du syndicat des mineurs puis au C.I.O. En 1944, il participa activement à la création de la F.S.M. Il appartenait alors à la catégorie des Américains qui n'avaient encore rien compris au jeu stalinien. Quand il s'aperçut qu'il avait été dupé, il apporta la même ardeur à préconiser la sortie de la F.S.M. et la formation d'une réelle Confédération internationale.

A l'intérieur du C.I.O., il se heurta à une difficulté insurmontable ; sa formation avait été tout entière celle d'un leader syndical de l'ancien modèle ; il n'avait jamais eu à lutter pour conquérir des postes de direction ; tout au contraire il avait toujours été désigné d'en haut par d'autres fonctionnaires syndicaux. Comme le remarque très justement Ben Hall, dans « Labor Action », il « devint le leader conservateur d'un mouvement qui avait révolutionné l'unionisme et tracé un nouveau cours au mouvement ouvrier américain ». Situation paradoxale qui le mit souvent en conflit avec son propre conservatisme ; c'est ainsi qu'il dut se résoudre à déclencher une grève des travailleurs des aciéries à un moment critique de la guerre de Corée. Son honnêteté et sa fidélité au mouvement lui permirent de jouer efficacement le rôle qu'il ambitionnait d'arbitre entre les tendances existant au sein de l'organisation.

Walter Reuther arrive à la présidence à 45 ans dans des conditions toutes différentes et par un chemin exactement contraire. Les divers postes qu'il occupera, il lui aura toujours fallu les gagner par sa valeur personnelle. Il est particulièrement bien équipé pour la lutte. Fils d'un militant syndical, il est de bonne heure initié au mouvement, aux idées et à la propagande. Dans la première usine où il débute comme apprenti outilleur un essai de mobilisation des ouvriers contre le travail du dimanche lui vaut d'être renvoyé ; plus tard, Ford le remerciera parce qu'il a fait campagne pour le socialiste Norman Thomas et il le fera battre par son équipe personnelle de policiers quand il vient aux portes de l'usine de River Rouge distribuer des tracts appelant les ouvriers à l'organisation. Quels furent les auteurs de l'attentat qui, en 1948, faillit le priver du bras droit ? On n'a pu le savoir exactement, et la police, bien entendu, n'a pas cherché à les découvrir ; le choix est entre deux hypothèses : staliniens ou mercenaires des employeurs — dans cet ordre de préférence.

Reuther n'a pas seulement fait, comme c'était jadis la coutume, le tour du pays ; en compagnie de son frère Victor il entreprit un voyage de trois années autour du monde qui lui donna l'occasion de travailler en Russie, vers 1932, aux usines Ford de Gorki.

Formé dans la lutte, le syndicat des travailleurs de l'auto a eu une vie mouvementée ; c'est la base ici qui décidait et choisissait les dirigeants de l'Union. Reuther fut élu vice-président en 1942 ; quatre ans après il passait à la présidence et l'année suivante il obtenait l'élimination d'anciens dirigeants staliniens prêts à toutes les compromissions pour se maintenir. Le rôle qu'il joua dans la première grande grève d'après guerre, quand il s'agit de passer des fabrications de guerre aux fabrications de paix, allait le mettre en évidence parmi les leaders syndicaux et lui permettre de prendre une place exceptionnelle. Les 175.000 ouvriers de General Motors restèrent en grève 113 jours ; Reuther avait posé le principe d'une augmentation de salaires sans élévation de prix, et comme le président de la compagnie répondait : impossible, Reuther rétorqua : Montrez vos livres. Cette prétention fit scandale ; c'était du pire socialisme extrémiste ! La revendication resta insatisfaite mais elle était posée et elle signalait l'existence d'un nouvel état d'esprit chez les militants syndicaux.

Les qualifications exceptionnelles de Reuther furent dès lors reconnues de tous et son élection à la présidence du C.I.O. eût dû s'imposer, sans conteste. Cependant il n'en a rien été ; c'est que si Reuther inquiète les patrons par l'audace de ses revendications, il n'inquiète pas moins les leaders syndicaux de vieille formation, observateurs et mainteneurs des pratiques routinières. Leur candidat, qu'ils soutinrent jusqu'au bout, c'était Allan S. Haywood, vice-président du C.I.O. Et ils avaient avec eux les ennemis personnels de Reuther — il en a quelques-uns. Après l'élection, le congrès adopta des modifications au statut qui restreignent, utilement, les attributions du président qui, par le passé, disposait d'un pouvoir absolu. Il aura désormais autour de lui une commission exécutive, et un bureau exécutif, où les unions enverront chacune un représentant, se réunira tous les trois mois. C'est une démocratisation de la direction ; elle avait l'appui de Reuther.

Ben Hall, dans l'article que j'ai déjà mentionné, écrit que le C.I.O. se trouve devant un avenir malaisé. Les dirigeants de certaines unions qui ont voté pour Reuther le veulent bien comme président mais ils ne veulent pas du « reutherism » ; ils parlent sans sympathie d'un « autoworker unionism » qu'ils refusent pour leurs organisations. Il est certain que Reuther va avoir une tâche difficile mais celle qu'il lui fallut accomplir au syndicat de l'Auto ne l'était pas moins. Déjà un grand conflit avec les compagnies se dessine. Reuther vient de signifier aux constructeurs d'autos qu'une augmentation des salaires et des pensions des treize cent mille ouvriers devra avoir lieu le 1er mars ; l'alternative serait la grève. Un contrat a été signé pour une durée de cinq années ; il comporte l'échelle mobile pour permettre de suivre les fluctuations du coût de la vie. Mais le développement d'une « inflation anormale » rend caduques les stipulations du contrat. Dans les revendications formulées figure une augmentation horaire d'un « cent » de la prime accordée en reconnaissance d'une « productivité accrue ».

Jusqu'ici les compagnies se sont contentées de répondre : un contrat est un contrat ; vous avez signé, vous n'avez qu'à observer.

Vers l'unité

On sait que Meany, le nouveau président de l'A.F.L. a invité Reuther et le C.I.O. à reprendre sans délai les négociations en vue de la fusion. Quand la question de l'unité s'est posée au congrès du C.I.O. les délégués ont manifesté un grand enthousiasme. Mais le leader du Textile, et aussi Haywood intervinrent pour dire : Unité ? Oui, mais dans l'égalité, et le premier, Emil Rieve, a tenu à déclarer qu'en aucun cas l'unité ne pourrait se réaliser si l'on exigeait du C.I.O. une renonciation à son principe fondamental : organisation sur la base de l'industrie et non du métier.

A. ROSMER.

République Argentine

Exposé d'un camarade latino-américain (*)

Trois phénomènes essentiels de notre époque se retrouvent en Amérique latine, et plus particulièrement en Argentine :

— L'apparition de mouvements anticapitalistes à tendance fasciste plus ou moins prononcée, caractérisés par une « vacance » des libertés démocratiques, un programme de nationalisations plus ou moins poussé, un monopole étatique du commerce extérieur.

— La naissance de néo-nationalismes agressifs, en contradiction avec la tendance mondiale à l'unification économique, entrainant vers une autarcie périmée et volontiers belliqueuse.

— Et surtout *les erreurs historiques de la « gauche »*, qui datent de 1914 et reproduisent selon un schéma monotone l'incapacité croissante de la bourgeoisie libérale : en Argentine, en particulier, *le parti radical*, représentant le plus typique de cette gauche impuissante, arrive au pouvoir, se cantonne dans des préoccupations électorales qui n'intéressent pas la masse du pays, ignore délibérément le mouvement ouvrier, n'entreprend aucune réforme de structure, aucune réforme agraire.

Un fait distingue cependant le « fascisme raté » de *Peron* : au lieu d'être né des suites d'une défaite ou de la misère (comme en Italie, en Allemagne, ou en Russie stalinienne), il prend le pouvoir dans un pays en plein essor économique (dans la décade 1937-1947, la population proprement ouvrière-industrielle passe en Argentine de un demi à un million) à la faveur de la pagaïe politique et de la nullité des « gauches ». C'est à la fois la cause du succès peroniste et la raison de son impuissance future : une industrialisation à outrance, à la suite de la deuxième guerre mondiale, à pu amener une prospérité inouïe mais artificielle, ayant pour conséquence le dépeuplement des campagnes et une chute relative du niveau de vie atteint, dès 1948 : ce qui avait fait le succès de Peron (les marchés de guerre et de l'après-guerre immédiate ayant ouvert des débouchés inespérés et une amélioration de la condition ouvrière, attribuée au « régime peroniste ») risque de conduire le dictateur à une impasse ; en 1951, du fait de la désertion des campagnes, la production de blé est passée de 7 millions de tonnes à 2 millions et demi ; l'exportation du maïs (richesse nationale) a pratiquement cessé.

Historiquement, les événements se sont déroulés de la façon suivante :

— Jusqu'aux années 30, la gauche est au pouvoir, avec le parti radical : elle démontre son impuissance à réformer quoi que ce soit.

— En 1930 survient un coup d'Etat militaire. Il aboutit rapidement à une coalition hybride, formée de radicaux de droite et de conservateurs, qui met au point un système d'élections frauduleuses ; ce système s'exerce avec succès jusqu'en 1943.

— En juin 1943, un second mouvement militaire éclate, de tendance nationaliste et pro-fasciste. Ce nouveau gouvernement est aussi impuissant que les précédents et manque de cohésion politique. Mais parmi ces nouveaux militaires au pouvoir, il y en a un qui a du sens politique : *Peron*, qui a fait ses premières armes totalitaires en qualité d'attaché politique à Rome. C'est de loin l'élément le plus intelligent de la coalition : il sait manier les masses, satisfaire les revendications matérielles des travailleurs par des augmentations de salaire et des réformes spectaculaires. Dès le commencement, il crée un « Secrétariat de travail et prévision » ; il réalise pas à pas le programme minimum de nationalisation du parti socialiste, et ruine l'influence de ses leaders. Ainsi commence l'alliance de Peron et des vieux dirigeants syndicalistes, qui se transforment peu à peu en instruments de sa politique. Il comprend que sans l'appui des masses populaires son mouvement est condamné. Il va même trop loin, et fait si bien qu'il effraie ses propres alliés, les militaires, qui le mettent en prison. Mais il a su se rendre populaire auprès des couches nouvelles de la classe ouvrière, d'origine paysanne (souvent autochtone), sans traditions politiques et syndicales. Il est libéré le 17 octobre 1945. Et les élections *libres* ont lieu en février 1946. Peron va profiter de l'extraordinaire « boom » économique de l'après-guerre et de l'incapacité de « l'Union Démocratique », qui groupe aussi bien les vieux partis de l'opposition (radicaux, libéraux, socialistes, inclus le parti communiste) que des représentants des oligarchies financières. Avec le même programme de nationalisation et de monopole du commerce extérieur que ses adversaires de l'Union Démocratique, Peron gagne des voix ouvrières et récolte 1 million 400.000 voix (contre 1 million 100.000 à l'Union Démocratique).

Avant Peron, l'Argentine était un état « colonial » au service d'une oligarchie privilégiée et d'intérêts étrangers : en changeant la structure de l'économie (à la faveur d'un essor économique qui ne lui lui doit rien), il a su créer un Etat autarcique appuyé sur les syndicats : avantages matériels et lois sociales en faveur des ouvriers, nationalisation des grands services publics, des chemins de fer, monopole du commerce extérieur et mainmise de l'Etat sur les richesses naturelles du pays (mines, grand silos de blé et de maïs, etc...) liquidation des grands requins capitalistes « classiques »... au profit de nouveaux requins bureaucratiques (les hauts fonctionnaires enrichis), quelques aventuriers capitalistes de taille moyenne, d'anciens socialistes ou syndicalistes à tendance réformiste opportuniste).

A côté de ces points forts, le régime souffre déjà de quelques faiblesses :

— Alors que *Hitler, Mussolini, Staline* avaient leur parti bien en main avant la prise du pouvoir, le parti « peroniste » au contraire, fait de pièces et de morceaux, a été organisé tant bien que mal *après* la prise du pouvoir : aussi bien, Peron compte beaucoup plus sur la docilité des syndicats (dont il surveille de près l'évolution) que sur son propre parti fantoche, dont il change les hommes de paille à volonté.

— Le mécontentement chronique des militaires, maladie permanente de toutes les républiques sud-américaines, est un facteur de faiblesse pour ce régime fondé par un militaire.

— Et surtout cet immense pays, peu peuplé (à peine 17 millions d'habitants dont 4 millions à Buenos-Aires) a une position géographique qui ne lui permet pas de dominer les autres pays d'Amérique Latine. Avec la crise agricole et le dépeuplement des campagnes (rançons d'une industrialisation forcée dont les débouchés se raréfient), l'Argentine n'a pas les devises nécessaires pour acheter les grandes ressources des Etats voisins, en minerais stratégiques et en marchandises diverses. Malgré l'anti-américanisme verbal de la propagande peroniste, la majorité peroniste au Parlement a ratifié le pacte de Rio de Janeiro : il faut bien s'entendre avec les U.S.A. pour équiper l'armée et la jeune industrie, pour mécaniser l'agriculture, etc... Malgré les tendances fascistes chères à Peron, il lui faut bien (pour ne pas trop déplaire aux Etats-Unis) faire des appels contradictoires à l'opposition politique « de gauche » et à une classe ouvrière invertébrée : il réussit assez bien la manœuvre auprès des syndicats unifiés et mis au pas, mais se heurte à plus de difficultés du côté des politiciens radicaux, socialistes, ou même conservateurs : la

(*) Conférence faite au Cercle Zimmerwald, le 11 janvier 1953.

force de cette opposition (qui n'a pas su encore avoir un programme de cogestion démocratique des entreprises nationalisées, seul capable de détacher les jeunes couches ouvrières de l'emprise peroniste) réside surtout dans les classes moyennes, traditionnellement attachées à un idéal de libertés démocratiques, en partie creux et sans contenu social bien précis. Il faut à Peron toute son habileté de « meneur » d'hommes, pour jouer perpétuellement sur plusieurs tableaux, sans parvenir au fascisme pur (avec ses camps de concentration et sa politique de préparation systématique de guerre), mais sans pouvoir adoucir non plus son régime et lui donner une façade démocratique capable de gagner les U.S.A. C'est donc bien un « fascisme raté », de teinte bonapartiste, dont l'avenir est limité, si les éléments de gauche sains et non staliniens sont capables d'avoir un vrai programme social. Il n'en reste pas moins que les ferments totalitaires du péronisme préparent une génération influençable au plus haut point par la démagogie stalinienne, chauvine et neutraliste sud-américaine.

Discussion

Marceau, puis Tellado, Chambelland, Mattei s'étonnent qu'avec la belle tradition libertaire du mouvement historique de « La Fora » on puisse parler d'une classe ouvrière inculte et sans tradition. En fait, répond le conférencier, les classes sont « fluides » dans un pays neuf comme l'Argentine : les leaders venus fraîchement d'Espagne ou d'Italie et qui ont dirigé les vastes mouvements grévistes jusqu'en 1923 sont morts ou ont disparu (dégoûtés, bureaucratisés, ou embourgeoisés) ; les jeunes générations, souvent d'origine campagnarde, ne connaissent plus rien des vieilles traditions anarchistes, généreuses mais souvent impuissantes à suivre les transformations du monde moderne. Seuls ont gardé quelque influence libertaire les dockers et marins, les chauffeurs de taxi, mais leur écrasement est presque total depuis 1951. Il existe encore un petit noyau libertaire à La Plata, autour du groupe « Reconstruire ». La grève récente des imprimeurs n'a pas eu grand retentissement, mais celle des cheminots (malgré sa liquidation et la militarisation des chemins de fer) a eu de l'importance. Donc, la tradition des luttes ouvrières est bien oubliée, dans l'ensemble : cependant, si le système craque, elle peut renaitre, et il faut espérer que Peron ne pourra pas éternellement acheter des voix ouvrières naïves par ses lois sociales spectaculaires, mais sans contenu durable, sans contrôle ouvrier, sans démocratie syndicale. Tout le problème, non résolu, est d'intéresser à une cogestion démocratique les *millions d'ouvriers* et d'employés peronistes.

A deux questions de Pedro Bonet, le camarade répond :

1°) Qu'il n'y a pas à craindre à proprement parler de pacte « Peron-Staline », mais que la démagogie stalinienne progresse dans toute l'Amérique latine (Brésil, Chili, Argentine) à la faveur de toutes les démagogies totalitaires, chauvines et « neutralistes » : en cas de crise du régime le peronisme risque d'avoir été une pépinière de bons staliniens.

2°) Qu'il n'y a pas encore de symptômes sérieux de mécontentement contre la bureaucratie syndicale « peronisée ». Le prolétariat argentin ignore tout ce qui se passe à l'étranger : condamnation du syndicalisme argentin par la C.I.S.L., etc... tout cela n'a eu aucun retentissement à l'intérieur.

A Walusinski qui s'intéresse à l'influence passée d'Evita Peron, l'orateur répond qu'à son avis elle a été un simple instrument (un peu bavard) aux mains de son habile mari, qui reste le seul créateur du système. Contrairement à ce que pense Walusinski, il affirme qu'il n'y a pas de misère en Argentine : le niveau de vie (qui, après une ascension vertigineuse en 1946, a baissé depuis 1948) reste plus élevé qu'en Europe pour la classe ouvrière.

Suant et Delaunay demandent comment Peron a-t-il établi des contacts avec les opposants : avec les éléments qui espèrent un adoucissement du régime sans lutte sanglante, et qui existent aussi bien au parti socialiste (Dickmann) que chez les radicaux et les conservateurs. Ces éléments réclament une liberté réelle de la presse ; la libération des prisonniers politiques. Ils se heurtent (dans leurs partis respectifs) à une majorité « intransigeante », au moins verbalement. Dickmann a été exclu du parti socialiste. C'est l'éternel problème de la légalisation de la démocratie par des moyens pacifiques, même en régime autoritaire : le « tiers parti » sous le Second Empire, Lassalle aux côtés de Bismarck, Largo Caballero en face de Primo de Rivera. Il est difficile de prévoir ce qui est valable et ce qui est utopique dans une telle attitude opportuniste, face à la dictature de Peron.

La camarade Limbour fait préciser à l'orateur ce qu'est réellement la marge de libertés en pays peroniste :

Sur le papier, la presse d'opposition est libre ; en fait, on ne trouve pas d'imprimeur, on interdit un journal au nom de « l'hygiène » dans l'imprimerie, au nom du syndicalisme (voir l'épisode de *La Prensa*). Cependant *La Nacion* peut exprimer assez librement des critiques courtoises et discrètes contre le régime, de petites feuilles socialistes ou libertaires paraissent et se font périodiquement interdire.

Dans les syndicats, le vote n'est pas « très secret » ; si, comme cela s'est produit au syndicat des cheminots, les élus ne plaisent pas, on annule les élections. Mais il faut dire que le gouvernement n'a guère à intervenir puisque la majorité de la classe ouvrière, plus ou moins appuyée par les staliniens, (qui ont aussi leur presse), est péroniste de bonne foi : avant Peron, aucune loi sociale ne protégeait les ouvriers contre les abus du patronat ; il ne restait que l'action directe, certes efficace à la belle époque de l'anarchisme. Les syndicats sont uniques et l'adhésion est obligatoire, comme chez *Mussolini*.

Les anciens partis politiques existent toujours : il y a 12 députés radicaux au Parlement, qui critiquent le dictateur, mais dont on ne publie pas les interventions ; ces opposants tolérés sont au fond aussi démagogiques que Peron, seulement le pouvoir leur a échappé.

Ce n'est donc pas formellement un régime de parti unique et Peron a dit : « Je ne tomberai pas dans les erreurs de *Mussolini* et de *Hitler* ».

Monatte se demande si l'on peut vraiment parler d'une dictature bonapartiste, car, sous Napoléon III, le capitalisme libéral était à son apogée. Chez *Peron*, il est remplacé par un capitalisme d'Etat. Il pense aussi que le camarade américain minimise l'importance de la grève des cheminots, même écrasés ; et des manifestations d'opposition, comme « les coups de sifflets du 17 octobre » dans les usines, à l'occasion de la quête pour élever un monument à la mémoire d'Eva Peron.

Réponse : sans être pessimiste, il faut constater que la conscience ouvrière n'est pas mûre : l'ouvrier peroniste n'a pas encore réalisé que c'est lui qui fait la force de *Peron* et que la conjoncture historique lui permet d'obtenir. « Les choses vont vite à notre époque », dit Monatte. « Mais pas à la mesure de nos désirs », réplique le camarade américain.

Marceau Pivert attache une grande importance aux capitaux allemands bloqués provisoirement par la guerre, et aux grands trusts internationaux dans la genèse du peronisme. L'orateur lui rétorque que les capitaux dont il est question sont surtout anglais et un peu américains. L'originalité de ce fascisme argentin est d'être fondé sur la prospérité et non sur la misère.

Une politique ouvrière internationale est-elle possible ?

Il devient de plus en plus difficile de discuter sérieusement des questions internationales. Ce n'est pas l'ardeur des convictions et le ton passionnel des débats qui devraient nous gêner. Nous en avons vu d'autres. Et il est normal que l'on s'échauffe, lorsque les conclusions s'insèrent dans la tragédie de notre temps. Ce qui est navrant, c'est au contraire que l'on ne veut pas débattre, que l'on s'accroche à des formules qui soulagent, que jugeant beaucoup plus difficile de « connaitre son devoir que de le faire », on éloigne volontairement son esprit d'une connaissance redoutable.

Tentons encore une fois d'y voir clair, d'échapper aux servitudes de l'actualité en remontant aux sources. Il suffit pour cela de feuilleter la collection de la « R. P. ». Relire les articles et monographies, sans doute, mais aussi les documents..

Naissance et évolution de l'Internationale ouvrière

Sur quoi peut-on débattre ? La question vaut d'être posée. Il ne s'agit pas seulement de la situation internationale, mais de la position de la classe ouvrière sur le plan international. Il ne s'agit pas seulement de chercher une solution à la crise internationale, mais de déterminer les buts et les moyens d'un action ouvrière internationale. Cela va sans dire ?... Croyez-vous que cela n'ira pas mieux en le disant. Et en ajoutant que la réalité ouvrière n'est jamais remplaçable par une idéologie... même socialiste, même communiste. Charles Maurras opposait au peuple concret — incapable de « politique » — le peuple abstrait qu'il représentait. Il est dans notre mouvement... pas mal de Maurras aux abstractions redoutables.

Nous avons déjà offensé les gardiens du dogme en préférant — malgré les imprécations de Lénine — la spontanéité ouvrière au révolutionnarisme professionnel.

Nous avons persévéré dans le sacrilège en rappelant que l'organisation ouvrière et le socialisme ouvrier s'étaient développés en Angleterre et en France bien avant la publication du *Manifeste des communistes*. Et si Marx a rédigé *l'Adresse inaugurale de la Première Internationale*, celle-ci naquit de la rencontre d'ouvriers londoniens et parisiens.

Sans doute l'influence marxiste détermina-t-elle la formation de la Deuxième Internationale, exclusivement socialiste. Elle réussit ainsi à appauvrir l'Internationale syndicale, constituée assez difficilement à Amsterdam en 1905. En effet si la C.G.T. française s'y heurta aux autres centrales, ce n'est pas seulement parce qu'elle entendait y discuter de la grève générale, de la paix et de l'antimilitarisme, c'est aussi parce qu'elle réclama en vain la tenue d'un congrès syndical international : « *Les délégués étrangers ont manifesté la crainte de voir, si cette proposition était adoptée, les congrès internationaux socialistes diminuer d'importance* » (rapport du Comité confédéral au congrès de Toulouse). C'est en vain qu'en 1911, lors de l'affaire d'Agadir, la C.G.T. française avait proposé une rencontre à Berlin des délégués des ouvriers allemands, français et anglais. Sans doute, en Allemagne en particulier, la loi imposait-elle aux syndicats de se tenir sur le terrain strictement économique. Mais la disparité des systèmes suffisait pour expliquer les oppositions entre le travaillisme anglais (où le Labour Party n'était qu'une machine électorale et parlementaire créée par les Trade Unions), le marxisme social-démocrate limitant la compétence syndicale à la revendication corporative, et le syndicalisme révolutionnaire français dirigeant la lutte autonome de la classe ouvrière contre le patronat et contre l'Etat.

Il est cependant deux observations importantes à tirer de l'examen de l'histoire syndicale internationale, de 1880 à 1914. C'est d'abord que les internationales professionnelles, les secrétariats professionnels internationaux se sont constitués avant le secrétariat formé par les centrales nationales : ceux des Chapeliers en 1889, des Typographes en 1892, des Mineurs en 1890, de la Métallurgie en 1891, des Chemins de fer en 1893, des Employés en 1900, etc... Il convient de noter que c'est dans la majorité des cas la solidarité aux grévistes par delà les frontières qui créa ou anima ces secrétariats professionnels internationaux. C'est ainsi que le Secrétariat typographique international soutint financièrement la grève du Livre français d'avril à juin 1906. Dès le début du siècle, des mouvements de dockers dans certains ports provoquèrent des manifestations dans des pays étrangers.

C'est ensuite que la C.G.T. française, se portant à la pointe du mouvement international, demeurait sur le terrain de classe et opposait aux classes dirigeantes non de simples velléités pacifistes, mais une volonté révolutionnaire hostile à l'armée et à la patrie, instrument et « chose » de la classe capitaliste. Tandis qu'au congrès de Marseille (1908), la minorité réformiste affirmait que « *le développement du syndicalisme international constituera la meilleure défense contre la guerre* », la majorité révolutionnaire proclamait « *que la guerre est un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications..., qu'à une déclaration de guerre, il faut répondre par une déclaration de grève générale révolutionnaire* ».

Que les nécessités de la lutte de classes, les ambitions révolutionnaires l'emportent sur la volonté de défendre la paix, c'est là une simple constatation, révélant une antinomie qui, estompée pendant les périodes de front commun contre le militarisme, apparait en pleine lumière, lorsque la guerre civile provoque ou prolonge la guerre étrangère.

Emery en tirait cette conclusion que les masses populaires ne sont pas pacifistes. Ce fut encore une simplification de professeur. En fait la fraction consciemment révolutionnaire n'a jamais représenté qu'une minorité assez réduite de la classe ouvrière dont la majorité ne se distinguait pas dans cette foule des « *humbles* » naturellement pacifiste. Ce qui était déjà vrai en 1914, c'est que le pacifisme ne s'établit pas sur une base de classe. Mais c'est aussi qu'en période de tension internationale, le pacifisme s'oriente vers la solution révolutionnaire. Jaurès, puissante personnification du pacifisme populaire, se prononçait en 1914, avec Kerr Hardie et Vaillant, contre Jules Guesde, pour la grève générale, en cas de déclaration de guerre — et par là rejoignait la

C.G.T. révolutionnaire. Il importait peu que les inspirations et les buts soient différents, s'il y avait accord sur le moyen.

De Zimmerwald à Moscou et à Genève

Inutile d'insister ici sur l'effondrement qui suivit la déclaration de guerre de 1914. Il faut espérer que nos camarades ont lu le livre de Rosmer « Le Mouvement ouvrier pendant la guerre » qui reste le témoignage le plus honnête et le plus complet sur cette crise de l'internationalisme ouvrier dont nous supportons encore les effets.

Le nom de Zimmerwald est redevenu familier aux lecteurs de la R. P. Nous avons exposé notre interprétation de ce tournant décisif, qui orienta la lutte contre la politique de guerre. Si nous avons insisté sur les deux tendances apparentes sous l'unanimité de la conférence, celle qui s'affirmait essentiellement pacifiste, celle qui tendait vers la Révolution, c'est pour expliquer la dissociation de la fraction internationaliste, à la fin et au lendemain de la guerre. Il ne s'agit pas d'un commentaire arbitraire. Il ne suffirait même pas, pour établir notre jugement, des explications clairement formulées des deux hommes qui représentèrent magistralement l'un le pacifisme ouvrier, l'autre le défaitisme révolutionnaire : Merrheim et Lénine. Le conflit entrevu avant 1914 domina toute l'Internationale ouvrière de la fin de la première guerre mondiale à la préparation de la seconde.

En 1936, à la sortie du congrès de Toulouse, qui réalisa l'unité syndicale en France, l'entrée des troupes allemandes dans la Rhénanie — jusque-là démilitarisée — inaugura la série des coups de force hitlériens. Déjà Staline avait ordonné à ses troupes françaises de s'aligner dans la « défense nationale » et même « l'union sacrée ». On pouvait alors établir le bilan de dix-sept années de tentatives révolutionnaires et de velléités pacifistes.

Nous écrivions à cette époque (*R. P.* du 10-25 mai 1936) que le prolétariat d'Europe avait été déchiré par deux mystiques antagonistes : la mystique moscovite et la mystique genevoise. Nous assistions à la « rencontre de Moscou et de Genève » (l'U.R.S.S. ayant adhéré à la Société des Nations). Mais les deux noms ne symbolisaient plus que deux faillites, que deux mythes ruinés. La Société des Nations avait échoué parce qu'elle n'avait pas voulu désavouer les servitudes du traité de Versailles. Moscou où nous avions vu « *une négation, un commencement, une avant-garde* », se présentait avec tous les caractères d'un Etat réactionnaire.

Entre Genève et Moscou, nous choisissions Zimmerwald : c'est-à-dire l'union de l'ambition révolutionnaire et de la volonté pacifiste. Nous écrivions:

« *Zimmerwald, c'est Moscou, c'est-à-dire la nécessité pour tout socialisme victorieux de s'appuyer sur un mouvement international libre et puissant.*

« *Zimmerwald, c'est aussi Genève, tout au moins ce qui aurait pu faire vivre Genève : c'est-à-dire la paix sans vainqueurs ni vaincus, sans annexions ni indemnités.* »

Nous entendions ainsi réconcilier les pacifistes et les révolutionnaires en recréant, avec quelque artifice, l'atmosphère de 1918 — alors que la Révolution russe illuminait la route qui menait de Zimmerwald à l'Internationale communiste, alors que l'on pouvait espérer une paix qui ne serait pas la simple consécration de la victoire militaire.

Mais nous sentions confusément que ce n'était là qu'une tentative désespérée, que nous ne pourrions réveiller les dieux morts : la Révolution trahie, la Paix déjà mortellement blessée. Surtout, nous n'entendions plus — sinon en quelques consciences isolées — la voix de l'internationalisme ouvrier, et rien n'annonçait une organisation et une action ouvrières indépendantes et efficaces.

La Fédération Syndicale Internationale réformiste avait perdu toutes ses bases en Europe centrale et n'était déjà plus qu'une union syndicale « interalliée ». Le mouvement ouvrier américain subissait les convulsions de la crise et de la politique Roosevelt et nous ne pouvions prévoir qu'il en sortirait puissamment renforcé. Le Komintern et sa filiale l'Internationale Syndicale Rouge n'étaient déjà plus que des organes tentaculaires de l'Etat stalinien. Le nom de Zimmerwald ne pouvait éveiller aucun écho.

Sommes-nous aujourd'hui aussi désarmés et impuissants ?

Lois économiques et logique de caste

Lorsqu'il y a plus de vingt-cinq ans la bolchevisation du parti communiste s'étendit au vocabulaire, les plus obéissants et les plus zélés usaient et abusaient des termes « techniques » émis à Moscou. Ainsi « conditions objectives et subjectives de la Révolution ». Que cette terminologie n'égare pas le lecteur ! Il s'agit simplement de déterminer si l'évolution des choses tend vers la Paix ou la Révolution — et si les hommes sont prêts à agir dans le sens de l'histoire.

La distinction est singulièrement malaisée, lorsque l'on envisage les dangers de guerre, et que l'on compare 1953 à 1936 ou à 1938.

La guerre entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. est-elle « nécessaire »... c'est-à-dire fatale ? Même si l'on en est convaincu, on ne doit pas en déduire qu'il ne reste pour le commun des mortels, comme seule attitude, que la résignation passive. D'abord, parce que cette nécessité — qu'on le veuille ou non — impose un choix qui n'est pas négligeable en ses effets, lorsque l'on pense non à des individus mais à la classe ouvrière internationale. Ensuite, parce que le désespoir est une forme d'abdication inconcevable, pour l'ensemble de l'humanité. « *Pour accomplir de grandes choses,* disait Vauvenargues, *il faut vivre comme si on ne devait jamais mourir.* »

C'est vrai pour les individus exceptionnels, et surtout pour les classes sociales qui n'ont pas encore accompli leur mission historique.

Cette nécessité de la guerre semblait provoquée, en 1914 et en 1939, par la rupture d'équilibre dans l'évolution des puissances mondiales. Le dynamisme allemand s'opposait aux situations acquises par l'Angleterre et la France. On avait schématisé en 1914 l'ambition pangermanique par cette formule : « *Union de l'Europe du cheval-vapeur et de l'Europe du cheval de trait* ». A ce point de vue, il n'est pas d'analogie. L'empire russe et ses dépendances ne souffrent pas d'un excès d'industrialisation. Ou plutôt la situation est renversée. Dans le cas de l'Allemagne de 1914, c'est l'évolution industrielle au rythme anormal qui a provoqué la volonté de puissance. Pour la Russie de 1953, c'est la volonté de puissance qui provoque le rythme anormal et monstrueux de l'industrialisation (1).

Mais ce qui trouble les économistes libéraux ou marxistes, c'est que la logique totalitaire ne semble pas obéir aux lois de l'évolution économique. Ce n'est peut-être qu'une apparence et là encore il convient de voir ce qui est permanent et essentiel, sous

(1) L'Empire russe tel qu'il est constitué pourrait-il se suffire à lui-même ? C'est à discuter. Ce qui n'est pas discutable, c'est que ses insuffisances actuelles sont déterminées par le système... aussi bien dans le domaine agricole où la collectivisation est beaucoup plus une opération politique qu'une expérience économique, que dans le domaine industriel où l'on sacrifie la consommation à « l'équipement » et les industries « rentables » aux fabrications stratégiques. Les crises en Yougoslavie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, n'ont pas eu d'autres causes.

les orages, les vertiges et les catastrophes de l'actuel et de l'accidentel. L'hitlérisme et le stalinisme s'expliquent peut-être, en fin de compte, par l'absence, en Allemagne et en Russie, d'une classe bourgeoise lentement constituée, dont la capacité politique aurait couronné la puissance financière et industrielle. On peut même prévoir qu'en fin de compte il faudra revenir à l'étape que l'on a voulu brûler, par l'artifice de la dictature. Hypothèse assez audacieuse dont nous n'avons malheureusement pas le temps de vérifier l'exactitude.

Ce qui n'est pas contestable, c'est que le totalitarisme de Moscou, comme celui de Berlin, se présente sous les aspects les plus réactionnaires du capitalisme et de l'impérialisme : la collectivisation agricole rappelle les horreurs de l'accumulation primitive, les ouvriers sont soumis à la même loi d'airain qu'aux débuts de la grande industrie en Angleterre et en France, l'expansionnisme garde les caractères des conquêtes coloniales et du pillage des pays conquis qui suivirent les expéditions espagnoles en Amérique au XVI[e] siècle. Nous l'avons démontré, ici-même... après bien d'autres, dont les travaux sont malheureusement encore peu connus.

Mais si le stalinisme — avec plus d'ampleur et d'efficacité que l'hitlérisme — reste aux étapes depuis longtemps dépassées par l'impérialisme capitaliste, peut-on espérer une évolution aboutissant à une normalisation des rapports sociaux ? Oui, si l'antithèse est possible, *c'est-à-dire le développement d'un prolétariat capable de briser la loi d'airain, la formation dans les pays colonisés de nations* (2) *dressées contre la métropole*. Or la caste bureaucratique intervient, non seulement pour contrarier l'évolution, mais pour imposer des régressions, pour liquider des oppositions antérieures à son établissement : car en Russie et dans les Etats vassaux, il existait un mouvement ouvrier que l'on a détruit, car la nation polonaise et la nation tchèque s'affirmaient comme des réalités déjà séculaires.

Le capitalisme en sa période ascendante a constamment renouvelé et enrichi ses équipes dirigeantes. A chaque étape importante, ce sont « *des nouveaux riches* », disait l'historien Henri Sée, qui ont mené les affaires.

La caste stalinienne, au contraire, se resserre par des purges successives, contradictoires, qui lui laissent le même visage fermé sur un corps réduit. On parlait des vieilles aristocraties qui « pour *être* avaient perdu *leur raison d'être* ». La caste n'a jamais eu d'autre raison d'être que sa propre existence, à laquelle elle a déjà tout sacrifié, à commencer par la propre personnalité de chacun de ses membres.

Il est vrai — et les procès actuels le prouvent — que si les oppositions sont liquidées, les possibilités d'opposition persistent. Mais si les purges ne suffisent pas, la guerre peut apparaître comme le seul moyen de résoudre des conflits internes. En 1938, un économiste clairvoyant affirmait que le succès d'Hitler touchait à sa fin, que s'il avait pu par des moyens artificiels et par l'autarcie assurer la marche de l'économie allemande, l'impossibilité de renouveler l'équipement industriel provoquerait l'écroulement du système. La guerre aurait donc accordé au III[e] Reich un sursis de cinq ans. Si l'on veut bien admettre qu'une caste totalitaire agit selon sa logique propre, qui n'est pas soumise aux possibilités économiques et aux considérations humaines, qu'elle vit exclusivement dans le présent sans être gênée par les souvenirs ou angoissée par les prévisions, on peut conclure qu'une initiative stalinienne, déclenchant le conflit mondial, reste probable même (surtout!) si rien ne l'annonce, si tout la rend invraisemblable à l'observateur raisonnable.

(2) Péra, dans sa remarquable étude sur « Paternalisme et nationalités » reprend avec raison la définition « volontariste » de la nation, exprimée par Renan : « **un plébiscite de tous les jours.** »

L'Amérique peut-elle prendre l'initiative ?

Mais si l'on ne peut exclure l'éventualité d'une agression stalinienne — directe ou indirecte — peut-on formuler la même crainte quant aux intentions américaines ? De ce côté, l'initiative ne s'expliquerait que par une volonté offensive ou défensive (étant entendu que l'attaque préventive peut être un aspect de la défense).

L'impérialisme se caractérise par la conquête de débouchés et l'exportation des capitaux. Les U.S.A. disposent en Amérique, en Europe et en Afrique de possibilités d'expansion qui peuvent fort bien se réaliser sans intervention de la force militaire... même dans l'éventualité d'une crise économique paralysant leurs industries. Le recours à la guerre mondiale pour résoudre les fameuses « contradictions internes » supposerait l'alternative suprême : la mort ou le grand saut. Ce n'est actuellement qu'une vue de l'esprit. Il est vrai que les faits ne gênent guère les idéologues. Et *l'on continue à affirmer que la guerre de Corée a tiré l'économie américaine du marasme, alors que celle-ci, en juin* 1950, *était en période d'ascension.*

Il n'est qu'un terrain d'opposition redoutable entre les deux impérialismes : c'est l'Asie et surtout la Chine. Nos contradicteurs de droite et de gauche du parti « anti-américain » auraient tort d'applaudir. *Car c'est la politique réactionnaire de la France en Indochine et le neutralisme européen qui renforcent la tendance asiatique de la politique américaine.*

L'hypothèse d'une guerre préventive — avant que l'U.R.S.S. dispose d'une puissance atomique suffisante — ne peut être exclue. Mais les expériences du passé prouvent qu'une démocratie peut difficilement user de « l'effet de surprise ». Roosevelt a peut-être provoqué « Pearl Harbour » en acculant le Japon au coup de force. Mais il lui fallait cet éclat pour entraîner le peuple américain.

Le passé nous fournit encore deux enseignements. En 1914, le silence de sir Edward Grey, quant aux intentions anglaises, a sans doute favorisé la violation de la neutralité belge par l'Allemagne. En 1939, les intentions anglaises étaient nettement précisées, quant au soutien de la Pologne ; le pacte germano-soviétique a délivré Hitler de la hantise du deuxième front.

Ce qui peut nous amener à cette double conclusion : *Les possibilités d'agression stalinienne sont affaiblies par la fermeté américaine, renforcées par le neutralisme européen.* Observations banales, sans nul doute. Est-ce une raison pour les mépriser ?

Impérialisme et réaction

Il est cependant — pour rester dans l'examen des conditions « objectives » d'une action ouvrière internationale — un préjugé que nous ne parvenons pas à détruire, malgré tous nos efforts. Celui qui consiste à identifier l'impérialisme américain avec la pire réaction capitaliste.

On confond, pour les besoins de la cause, des phénomènes que nous devrions être capables aujourd'hui de définir clairement. On parlera de fascisme, à propos, par exemple, de mesures policières (3), que

(3) Il paraît qu'il faut préciser que nous sommes indignés par les stupides initiatives des Mac Carthy et Mac Carran. Ce ne sont pas les américanophobes d'ici, c'est Mme Roosevelt qui a dénoncé les stupidités de la Commission d'enquête sur les activités anti-américaines. C'est un représentant officiel de Truman qui a le premier employé l'expression « d'hystérie anticommuniste ».

Seulement, il faut condamner la stupidité réactionnaire, parce qu'elle est stupide et réactionnaire et non parce qu'elle est américaine. Il ne faut pas pleurer sur le sort des noirs américains, lorsqu'on ne

l'on peut condamner, sans les rattacher à un système que les expériences italienne, allemande, russe, argentine, espagnole... présentent comme une hypertrophie de l'Etat avec une bureaucratie supérieure aux classes sociales, se prolongeant en parti totalitaire. La politique américaine peut évoluer de Roosevelt à Truman, à Eisenhower, à Taft, à Mac Carthy et à Mac Carran... comme la politique française de Blum à Bidault et à Pinay. On peut favoriser le moindre mal, pour éviter le pire. Mais le pire n'a rien de commun avec le véritable fascisme. Un pays où un Mac Arthur a pu disparaître dans l'oubli après une réception délirante, où un Eisenhower, triomphalement plébiscité, peut se heurter dès ses premières heures de présidence aux critiques de la presse et du Sénat, n'est vraiment guère préparé à l'étouffement totalitaire.

Mais il est aussi puéril de confondre impérialisme et réaction. Faut-il répéter que tout ce qui simplifie la lutte des classes favorise la seule opposition à l'impérialisme qui soit nôtre ? Au contraire la nationalisme et le colonialisme des puissances européennes « compliquent » la lutte de classes et contrarient le progrès économique et politique. Or, en Indonésie, en Afrique du Nord et même en Indochine (au début) la politique de Washington s'est opposée aux prétentions de la Hollande et de la France. C'est le nationalisme français qui a empêché l'union France-Angleterre proposée par le gouvernement travailliste en 1945. C'est lui qui contrarie l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe occidentale. C'est lui encore qui s'est opposé à la réalisation de l'union douanière franco-italienne. L'influence américaine s'est exercée dans le sens de l'union européenne. Faut-il rappeler, d'ailleurs, que si le plan Marshall ne s'est pas appliqué dans l'Europe orientale — *qui a bénéficié dans l'immédiate après-guerre d'une aide américaine massive* — c'est parce qu'il s'est heurté aux « verboten » de Staline, qui obligea en particulier le gouvernement tchécoslovaque à rompre en vingt-quatre heures avec l'Occident.

Il importe peu que cette politique soit favorable aux « businessmen » (ce qui n'est d'ailleurs pas le cas dans l'exécution du plan Marshall où Wall Street n'a joué aucun rôle). Marx n'était pas un agent capitaliste, lorsqu'il invitait les communistes à s'opposer d'abord aux régimes féodaux.

Ce qui importe, c'est que cette politique s'attaque aux intérêts conservateurs. Deux exemples illustrent notre thèse : le Mexique et l'Iran. Dans les deux cas des féodalités capitalistes en face d'Etats nationalisant les puits de pétrole. Dans le premier, le gouvernement des U.S.A. finit par accepter le fait accompli et signe en 1938 un accord dans ce sens avec le gouvernement mexicain. Dans le deuxième, l'Angleterre engage une résistance qui ne cédera que sur pression extérieure.

Arrêtons-nous un instant sur l'exemple anglais. Il est vrai qu'il y a là, sinon un modèle à suivre, tout au moins une manifestation de vigueur et de fierté dont la bourgeoisie française s'est révélée incapable. Mais l'expérience ne démontre pas la possibilité de se passer de « l'Amérique ». L'Angleterre travailliste a bénéficié au départ d'un prêt de 938 millions de livres des U.S.A. et de 281 du Canada. Elle a pris sa large part des crédits Marshall. Les investissements américains à l'étranger atteindraient 11.700 millions de dollars dont 8.190 millions pour le continent américain. Sur le reste, soit 3.510 millions, il y a 840 millions dans les industries *anglaises* contre 800 millions dans le Proche-Orient et 285 millions en France. Dans ces conditions l'indépendance anglaise parait toute... relative.

Les spécialistes discutent beaucoup en ce moment de la question du rapport entre l'or et le dollar. L'augmentation du prix de l'or — c'est-à-dire la dévaluation du dollar — servirait les intérêts du Commonwealth britannique, grand producteur d'or (de l'U.R.S.S. aussi d'ailleurs). Nous sommes incompétents en cette matière et nous ne voyons pas nettement les effets de la dévaluation du dollar sur l'économie mondiale. Mais quelle que soit l'issue de cette querelle capitaliste, l'Empire britannique et l'Europe occidentale resteront économiquement dépendants des U.S.A. Il serait absurde de le contester et nous ne pourrons nous en affliger que lorsqu'on nous prouvera que le prolétariat en est victime.

Deux tendances américaines

Nous avons dit cependant au congrès F.O. que l'on pouvait déceler dans la politique américaine au moins deux tendances contradictoires. L'une axée sur l'Europe, l'autre sur l'Asie. La première a enfanté le plan Marshall qui, par son caractère même — initiative de l'Etat fédéral soutenue par les contribuables américains (de 10 à 13 p. 100 des impôts fédéraux), provoquant une organisation fédérale des dix-neufs Etat bénéficiaires — s'oppose aux plans Dawes et Young de l'entre deux guerres réalisant simplement la thèse de Hilferding et de Lénine sur « *l'exportation des capitaux succédant à l'exportation des marchandises* ». Idée qui s'est heurtée à la résistance des capitalistes américains et qui a provoqué l'opposition de Staline et l'agitation des agents staliniens.

L'autre politique se caractérise par une réaction contre l'internationalisme et les influences européennes, par l'expansionnisme économique le plus rentable et les positions militaires les plus efficaces. Elle s'est imposée, contre l'administration Truman, bien avant le succès d'Eisenhower. La loi Mac Carran-Walter limitant dangereusement l'immigration — que nous avons dénoncée dans *F. O.* du 3 juillet 1952, au milieu du silence de la presse française — en est une des manifestations symboliques. Elle peut fort bien aboutir, avec les hommes d'affaires « réalistes » de la nouvelle administration, soit à l'aventure en Chine, soit à la « défense périphérique » de l'Europe (par l'Angleterre et l'Espagne), soit à l'armement autonome de l'Allemagne, soit même au marchandage avec Staline. On nous laisse entendre (*Le Monde* du 21-I-53) que « *moins prisonnière des préjugés anticolonialistes, elle comprendra mieux les problèmes de la France en Afrique du Nord et en Indochine* ».

Politique dangereuse que le neutralisme européen a favorisée et qui triomphera complètement si l'on abandonne ici l'alliance atlantique. Notre pacifisme en 1939, outre qu'il se subordonnait à l'antifascisme, n'a jamais envisagé la rupture avec l'Angleterre. Remplacez antifascisme par antistalinisme, l'Angleterre par les U.S.A., et vous comprendrez qu'il y a quelque logique et quelque constance dans notre attitude actuelle.

Mais nous avons tenté de définir les conditions objectives de la lutte ouvrière. Il nous restera, et ce sera l'essentiel, à en préciser les conditions subjectives — c'est-à-dire à déterminer les possibilités d'une politique ouvrière internationale.

Roger HAGNAUER.

s'inquiète pas du sort des indigènes dans les colonies françaises et anglaises. Il ne faut pas protester contre les contrôles à l'entrée aux U.S.A., et ne rien dire des difficultés d'un séjour prolongé en Angleterre et oublier que Blum, président du Conseil, était incapable en 1936 de faire rapporter des arrêtés d'expulsion. Il ne faut pas défendre « le droit d'opinion » des fonctionnaires communistes américains, sans rappeler que l'Angleterre travailliste a exclu discrètement les communistes de tous les services intéressant la sécurité nationale — sans rappeler aussi et surtout que la France, terre de la liberté, a connu, au lendemain de la libération, une orgie d'atrocités et d'arbitraires, dont des démocrates authentiques revendiquent encore toute la gloire !...

Notes d'Economie et de Politique

LA BOMBE A HYDROGENE, ENGIN DE MORT, SERA-T-ELLE SOURCE DE VIE ?

Les services américains ont été extrêmement discrets sur la dernière explosion atomique d'Eniwetok. C'est à peine s'ils ont admis implicitement qu'il s'agissait d'une bombe à hydrogène.

Cependant, quelques renseignements commencent à percer, et il en ressort que non seulement il s'agissait bel et bien d'une bombe, d'une véritable bombe à hydrogène, mais encore que l'explosion a réussi au-delà de toute espérance et qu'elle a confirmé en tous points l'immense amplitude des effets destructifs auxquels il était permis de s'attendre.

D'après un article des frères Alsop dans le « New York Herald », la puissance de cette bombe aurait été de 3 à 5 mégatons.

Excusez, ami lecteur, ce mot nouveau de mégaton, mais les physiciens sont bien obligés de créer de nouveaux mots afin de désigner les nouvelles unités de mesure qui leur sont nécessaires du fait de la disproportion des grandeurs qu'on a maintenant à mesurer avec celles auxquelles on avait seulement affaire autrefois. Une bombe d'un mégaton, cela veut dire une bombe dont la puissance explosive égale celle d'un million de tonnes de TNT, c'est-à-dire de l'explosif (trinitrotoluène) qui est couramment employé dans les armes dites classiques, telles que l'obus ou la bombe d'avion (et aussi les bombes employées par les colonialistes français contre les patriotes tunisiens).

Donc, de cet explosif dont il n'y a que quelques kilos ou quelques dizaines de kilos dans les engins classiques dont nous connaissons par expérience quels sont pourtant les terribles effets, prenez, non plus des kilos, mais une tonne, c'est-à-dire un millier de kilos, puis rassemblez un million, je dis bien : **un million** de ces tonnes, faites enfin trois autres tas, chacun de cette dimension, réunissez le tout, et faites exploser ! Vous aurez alors tout juste une explosion de 4 mégatons, c'est-à-dire à peu près celle de la bombe à hydrogène d'Eniwetok !

Ou bien, si vous préférez un autre mode de comparaison, prenez la fameuse bombe à uranium d'Hiroshima qui, il y a sept ans, détruisit toute une ville : il vous faudra en mettre deux cents ensemble et les faire exploser simultanément pour obtenir une explosion comparable à celle produite à Eniwetok avec une seule bombe à hydrogène (1).

Ne vous étonnez donc pas si l'on calcule que cette bombe, si elle avait explosé sur un continent, aurait tout détruit sur une surface de 350 kilomètres carrés, c'est-à-dire sur une surface quadruple de celle de Paris, et qu'une destruction partielle se serait étendue sur 650 kilomètres carrés, soit un espace sensiblement plus grand que celui couvert par tout le département de la Seine !

Et cette première bombe n'est qu'une bombe d'essai, presque une bombe de laboratoire ; on pourra sans doute en fabriquer d'autres beaucoup plus puissantes.

Imaginez, maintenant, si vous en avez le courage, ce que sera une guerre où chacun des deux adversaires disposera de quelques centaines de bombes de ce genre, et alors vous trouverez sans doute que lorsque, il y a quelques années (2), j'envisageais comme possible, dans un avenir pas très lointain, la destruction quasi complète de l'humanité, et, en tout cas, de la civilisation, je n'exagérais pas.

Mais, si l'homme, certainement, n'est pas éternel, la vie, peut-être, l'est. Sinon absolument éternelle, au moins d'une durée beaucoup plus longue que celle de l'espèce humaine. Aussi doit-on se demander si les facteurs qui risquent d'amener une destruction totale ou quasi totale des hommes ne peuvent point être également la cause, non plus d'une destruction, mais d'une création. La création de nouvelles espèces vivantes qui peuvent être aussi supérieures à nous-mêmes que nous sommes, nous-mêmes, supérieurs aux singes anthropoïdes.

Ce qui conduit à poser cette question est ceci :

On sait qu'au cours de ce dernier demi-siècle, confirmant une vieille observation des géologues selon laquelle les nouveaux groupes d'êtres vivants sont apparus brusquement, les biologistes se sont aperçus que, dans certaines espèces, il naissait fréquemment des êtres qui présentaient des caractères n'appartenant pas à leurs parents et que ces êtres transmettaient ces caractères à leurs descendants, fondant ainsi de véritables espèces nouvelles. C'est ce qu'on a appelé des « mutations ». Ces mêmes biologistes ont ensuite découvert que l'action des rayons X produisait des mutations chez des êtres chez lesquels jusque-là on n'en avait pas observé.

Or, comme nul maintenant ne l'ignore, les phénomènes de transmutation atomique, qu'il s'agisse de la désintégration de l'uranium ou de la transformation de l'hydrogène en hélium, s'accompagnent d'une émission de rayons appelés rayons gamma, qui sont du même genre que les rayons X et qui, notamment, produisent des effets de nature analogue sur les êtres vivants. Toute bombe atomique crée donc, au moment de son explosion, des conditions favorables à l'apparition de mutations chez tous les êtres vivants, y compris, naturellement, chez l'homme.

Cependant, l'explosion de la bombe à uranium ou à plutonium ne dure qu'un instant, et les rayons gamma qui en sont la conséquence ne durent eux aussi pas longtemps. Les mutations ne disposent donc pas de beaucoup de temps pour se produire. Par contre, l'explosion de la bombe à hydrogène amène, en plus des rayons gamma dus à son explosion, la production dans l'atmosphère d'une quantité relativement importante de carbone radioactif, qui, en se décomposant, produit, comme tout corps radioactif, des rayons gamma; et la décomposition radioactive de ce carbone dure des milliers d'années. Il s'ensuit que la présence d'un tel carbone dans notre atmosphère, en quantité notable, amènerait une production continue de rayons gamma, et qu'ainsi des conditions particulièrement propres à l'apparition de mutations chez les êtres vivants seraient créées pour longtemps.

Sans doute, la plupart des modifications résultant de mutations ne sont pas du tout favorables à la vie des individus chez lesquels elles se manifestent, de telle sorte que la nouvelle espèce disparaît à peine créée. Mais il y en a aussi parfois qui sont hautement bénéfiques. Dans une atmosphère où les rayons gamma seraient nombreux, les hommes qui auraient pu survivre à la destruction par les bombes engendreraient sans doute beaucoup de « monstres », mais ils peuvent aussi, eux, ou bien même certains de leurs « frères inférieurs », engendrer, à titre exceptionnel, des êtres exceptionnels, très supérieurs à l'homme. L'évolution des êtres vivants n'a certainement pas été close

(1) Rien n'illustre mieux l'état respectif des forces de l'Amérique et de l'Europe d'aujourd'hui que ceci : presque en même temps que l'Amérique faisait exploser à Eniwetok la première bombe à hydrogène, l'Angleterre faisait exploser en Australie sa première bombe atomique. Réalisation dont les Anglais se gonflèrent à plein (« maintenant nous allons pouvoir traiter d'égal à égal avec les Américains »), jusqu'à ce que l'explosion d'Eniwetok vint leur montrer que l'engin dont ils étaient enfin, avec sept ans de retard, parvenus à fabriquer un exemplaire, était complètement démodé...

(2) Voir l'**Ere de l'Impérialisme** (éditions **Spartacus**).

avec l'apparition de l'homme sur la terre ; la bombe à hydrogène peut la faire se poursuivre à un rythme accéléré. Dans ce cas elle n'aurait détruit une forme de vie que pour en créer une autre, supérieure.

Ne désespérons pas !

Au cours de l'histoire de la Terre, il y a des époques durant lesquelles, dit le grand géologue Sness, « toutes les populations animales et végétales, les grandes unités dans l'économie de la nature, font leur apparition ou disparaissent simultanément ». Il se peut que nous soyons, du fait de la bombe à hydrogène, à la veille d'une de ces grandes révolutions de la nature, — qui furent peut-être dues, elles aussi, dans le passé, à l'apparition, pour des raisons que nous ignorons, d'une intense radioactivité à la surface de la terre.

LA REMARQUABLE STRATEGIE DU VIET MINH

Lorsque, il y a trois mois, le Viet Minh s'empara de Nghia-lo, poste avancé des troupes françaises du pays thaï en direction du fleuve Rouge, nous indiquions que les armées du Viet Minh n'avaient sans doute comme objectif que de compléter l'isolement des Thaï en liquidant les postes français situés entre le fleuve Rouge et la rivière Noire, mais qu'elles ne se proposaient probablement pas d'occuper l'ensemble du pays thaï, car cela ne pouvait leur être d'aucune utilité (3).

Cependant, après avoir, en effet, liquidé ces postes, les troupes vietminhiennes franchirent la rivière Noire, marchant dès lors en plein pays thaï, et menaçant notamment la nouvelle base que les Français venaient de construire à Na-San afin de garder la maîtrise du pays. Nous fûmes donc amenés alors à croire que, contrairement à nos prévisions, l'occupation de cette « Thaïlande » du Nord était le but poursuivi, pour des raisons assez peu compréhensibles, par les stratèges du Viet Minh (4).

Mais il n'en était rien et les événements qui ont suivi ont montré qu'en réalité c'était notre première hypothèse qui était la bonne. Il apparaît, en effet, maintenant, très nettement que la marche d'importants contingents vietminhiens sur Na-San ou vers LaïChau, capitale des Thaï, n'était qu'une feinte destinée à disperser les efforts français et... que cette feinte a parfaitement réussi.

Pendant un mois, au début de cette saison sèche pour laquelle l'état-major français avait certainement établi un grand plan d'offensive, toute l'attention et sans doute presque toutes les forces disponibles du corps d'occupation français furent accaparées par la constitution à Na-San — c'est-à-dire en un lieu où jusque-là il n'y avait rien, car jusqu'à ce moment Na-San était à plus de cent kilomètres en arrière du front — d'un camp retranché extrêmement puissant où l'on accumula en hâte hommes, armes, munitions, vivres, etc. Non seulement il fallut accumuler tout cela en partant de zéro, mais l'accumuler... uniquement par la voie des airs, les cent et quelques kilomètres séparant Na-San du delta du fleuve Rouge où sont les Français étant entièrement occupés par les troupes du Viet Minh. Pendant tout un mois, nous ont appris fièrement les communiqués, il a fallu faire fonctionner un « pont aérien continu » entre les bases françaises d'approvisionnement et le nouveau camp retranché.

Puis, lorsque, sans se presser, afin de laisser tout le temps à ces benêts de Français d'amener le plus d'hommes possibles à Na-San et pour qu'ils emploient le plus longtemps possible tous leurs avions au « pont », les troupes du Viet Minh opérèrent tout juste une attaque de nuit sur deux postes avancés — opération que les communiqués français baptisèrent naturellement « grande bataille » pour les besoins de la cause, — et se retirèrent ensuite tout tranquillement sans faire aucun autre effort pour s'emparer de la place de vive force et même sans en faire le siège, laissant ainsi les Français avec tout leur matériel et tous leurs soldats inemployés, avec tous leurs efforts d'aviation, de creusement de tranchées et de pose de barbelés dépensés en pure perte. Je crois que l'histoire militaire offre peu d'exemples d'une armée aussi « couillonnée ».

Mais le Viet Minh ne s'en tint pas là. En même temps qu'il menaçait Na-San, il envoyait quelques soldats en direction de Laï-Chau, s'emparant même d'un aérodrome à une trentaine de kilomètres au sud de la ville, ce qui fit sans aucun doute amener d'importants renforts à Laï-Chau (toujours par la voie des airs, naturellement) comme on peut le déduire de la déclaration du général français commandant en chef affirmant fièrement que Laï-Chau « tiendrait » comme avait tenu Na-San.

Et, en effet, Laï-Chau a tenu ; il a tenu d'autant plus facilement... qu'il n'a pas été attaqué. On ne lui fit même pas l'aumône d'une petite opération de nuit comme à Na-San !

Ainsi les troupes, les munitions, le matériel qui ont été amenés à Na-San et à Laï-Chau y ont été amenés pour rien, et, en outre, il faut que tout cela y reste. Impossible de le ramener en des points où ce serait plus utile, car si les « Viets » se sont retirés hors de la portée de canon des deux places, ils ne sont tout de même pas allés bien loin ; ce sont eux qui continuent à tenir le pays à quelques dizaines de kilomètres des deux places fortes, comme en font foi les sérieux « accrochages » auxquels les Français sont en butte dès qu'ils veulent se payer le luxe d'une petite sortie ; le Viet Minh est donc toujours en mesure de réattaquer dès le jour où il s'apercevrait que l'on a diminué les défenses, et comme « notre prestige » nous interdit d'abandonner le pays thaï, il nous faut rester là, immobilisés.

Continuons !

Après la menace sur Laï-Chau, au nord de Na-San, ce fut la menace sur le Laos, au sud de Na-San. Et maintenant, c'est encore une nouvelle menace, celle-ci à 700 kilomètres au sud, une menace sur An-ke, dans les hauts plateaux qui bordent la plaine cotière de l'Annam ; et là aussi il a fallu amener en toute hâte des renforts.

Ainsi la stratégie indochinoise devient parfaitement claire : menacer partout et n'attaquer nulle part ! Ou, plus précisément, n'attaquer que dans la mesure où c'est nécessaire pour rendre la menace effective.

C'est ce que l'on pourrait appeler une stratégie de guérilla.

La guérilla, comme tactique, consiste à ne jamais se battre contre le gros des troupes ennemies, mais à en attaquer tous les petits détachements, tous les convois, tous les isolés, en maintenant ainsi les communications sous un harcèlement perpétuel.

C'est la transposition de cette tactique sur une échelle plus large qui constitue aujourd'hui la stratégie du Viet Minh. Ne jamais tenter d'assaut contre les centres fortifiés ennemis, et bien moins encore en faire le siège, mais attaquer fréquemment et enlever, chaque fois qu'on le peut, les petits et moyens postes répandus à travers le pays, afin, d'une part, d'isoler de plus en plus les gros centres fortifiés, et d'autre part, en obligeant l'adversaire à se tenir partout sur le qui-vive, de l'amener à disséminer ses forces au maximum.

C'est la tactique que le Viet Minh emploie dans le delta du Tonkin. Les derniers communiqués français y annonçant de nouvelles opérations de « nettoyage » — des nettoyages qu'il faut sans cesse recommencer — ne font que confirmer ce que je disais dans un précédent numéro, car ces opérations ont lieu « en plein cœur du delta », ce qui montre bien que ce ne sont pas les Français, mais le Viet Minh qui tient le delta ; les Français y occupent seulement des enceintes fortifiées allant des grands camps retranchés de Saigon et de Haïphong au petit poste d'une sec-

(3) **R. P.** de novembre 52.
(4) **R. P.** de décembre 52.

tion; en dehors de ces enceintes, ils sont obligés, lorsqu'ils veulent « se donner de l'air », d'effectuer des « sorties » en force, baptisées « nettoyages ».

La stratégie du Viet Minh consiste pour l'heure présente à étendre au pays tout entier cette situation particulière du Tonkin. Aussi bien sur la bordure du pays thaï que sur les hauts plateaux de l'Annam, le Viet Minh cherche à réduire l'occupation française à celle de quelques camps retranchés en dehors desquels les Français seront incapables de circuler autrement qu'en force, et de soumettre ces camps à une pression continue et suffisante pour que les Français soient obligés d'y accumuler hommes, matériel et moyens de transport, terrestres ou aériens, qui, de ce fait, ne seront plus disponibles pour les grandes offensives auxquelles le commandement français pourrait désirer se livrer.

C'est la stratégie de l'épuisement par la fixation de forces de plus en plus importantes en des lieux toujours plus nombreux.

LA CIVILISATION DU FOUET

Les Britanniques ont, comme l'on sait, apporté un grand nombre de bienfaits aux peuples « arriérés » chez lesquels ils ont bien voulu consentir à pénétrer afin de leur apporter la « civilisation ». Ils les ont délivré du souci d'être propriétaires de leurs terres, ils leur ont construit des villes où leurs membres sont réduits à errer par dizaines de mille sans toit et sans pain (5), ils leur ont expédié des missionnaires qui leur ont enseigné « le vrai dieu », et ils leur ont apporté, enfin, ...le supplice du fouet.

Tout Africain du Kenya qui est traîné actuellement devant les tribunaux de Sa Majesté, la Très Gracieuse Elizabeth II, est condamné, non seulement à une lourde peine de prison, quand ce n'est pas à mort, mais, en outre, à un certain nombre de **coups de fouet.** Cette chose horrible, dont la férocité rappelle les plus cruels supplices du moyen âge.

Au temps des Romanov, on avait l'habitude, en Occident, de stigmatiser le czarisme en l'appelant le « régime du knout » ; le « régime du knout » est maintenant le régime des possessions africaines de la très « démocratique » Grande-Bretagne. Cela par la grâce de M. Churchill, dont la stupide brutalité précipita déjà, il y a trente ans, la sécession de l'Irlande, avec le silence, et même peut-être la bénédiction, de M. Attlee !

Cependant que le pape et l'archevêque de Cantorbéry, ces deux monstres d'hypocrisie, adjurent, chacun, leurs Africains « convertis » de s'abstenir de toute violence, mais n'ont, en revanche, aucun mot contre toutes les violences que ceux-ci subissent actuellement, pas même contre le fouet.

Pour ces saints personnages, le fouet est sans doute l'instrument du Christ.

LA BATAILLE CONTRE LES PRETORIENS

Dans l'un des derniers numéros de la « R. P. » nous émettions l'idée que la raison des « purges » survenues presque simultanément en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en France ne devait pas être recherchée dans la situation particulière de chacun de ces pays, mais qu'elle devait résider dans un conflit au sein des milieux dirigeants russes. Cette idée est maintenant assez largement répandue, elle a été notamment exprimée par un correspondant à Berlin de la presse américaine à propos de la purge allemande actuellement en cours.

Nous ajoutions, en outre, à titre de pure hypothèse, que ce conflit russe, qui devait se trouver à l'origine des purges européennes, n'était peut-être rien moins qu'un conflit entre les chefs de l'Etat, c'est-à-dire les dirigeants du parti communiste russe et la garde prétorienne du régime, c'est-à-dire le M.V.D., successeur du Guépéou.

Or le pétard qui vient d'éclater à Moscou avec l'histoire des médecins assassins semble bien venir à l'appui de cette hypothèse.

Le communiqué annonçant l'affaire a eu soin, en effet, de mettre directement le M.V.D. en cause, en déclarant que les « agissements criminels » des médecins du Kremlin n'avaient été possibles que par suite d'un manque de vigilance des services de sécurité, c'est-à-dire du M.V.D.

Si l'on se rappelle, d'autre part, que l'autre histoire de médecins assassins, ceux qui avaient soi-disant tué Gorki, avait été montée pour atteindre, déboulonner et envoyer à la mort Yagoda, chef du Guépéou, on est en droit de supposer qu'il en est de même cette fois-ci ; on ne frappe, à grand renfort de publicité, ces médecins politiquement falots, que pour avoir un prétexte ou des « aveux » qui permettent de liquider quelque grand personnage du tout-puissant M.V.D.

C'est le procédé invariable de Staline. Il ne s'en prend jamais du premier coup à ceux qu'il veut abattre. Il commence par isoler ses victimes en leur supprimant progressivement tous leurs appuis. Il a commencé par frapper les appuis les plus éloignés, ceux qu'il était le plus difficile, pour l'homme ou l'institution menacé, de défendre : les agents du M.V.D. dans les partis étrangers. Maintenant, c'est le tour des médecins du Kremlin, dont les liens avec le M.V.D. étaient certainement très étroits, car on ne pouvait confier la charge de soigner Staline et ses acolytes qu'à des hommes dont le M.V.D. pouvait garantir qu'ils étaient sûrs.

Le réseau se resserre donc autour du M.V.D.

On ne peut cependant être sûr que l'objectif des épurations dans les partis communistes occidentaux fut d'atteindre le M.V.D., tant que celui-ci demeurera seulement menacé, mais non frappé directement à la tête.

Par contre, une chose est certaine, c'est que les hommes du secrétariat du parti, Malenkov en tête, ignorent peut-être l'histoire des prétoriens de Rome ou celle des janissaires ottomans, mais qu'en revanche ils connaissent très bien celle des strelitz, les prétoriens des premiers Romanov. On n'ignore pas au Kremlin qu'à la mort du czar Féodor Alexiéievitch, les boyards (actuellement les membres du Comité central du Parti) nommèrent comme czar son frère Pierre, celui qui devait être plus tard Pierre le Grand, mais que la garde prétorienne des strelitz (actuellement la garde prétorienne du M.V.D.) installa de force à côté de Pierre un autre czar, Ivan. Or les boyards d'aujourd'hui ne veulent certainement pas qu'à côté ou à la place du successeur que le Comité central donnera à Staline, le M.V.D. en impose un autre.

Après les « épurations » de Bucarest, de Prague et de Paris, l'hypothèse d'une lutte engagée contre les prétoriens de Moscou par le secrétariat du parti était plausible ; depuis l'affaire des médecins, elle apparaît comme probable ; l'avenir dira si elle est certaine.

PINAY = 14 % D'INFLATION

L'expérience Pinay est maintenant complètement achevée. Sa faillite, que nous signalions en novembre dernier, s'est trouvée confirmée : Pinay n'a pas arrêté l'inflation, il l'a tout au plus quelque peu ralentie.

L'accroissement des billets, entre le premier bilan du mois de mars de la Banque de France (époque à laquelle Pinay prit le pouvoir) et le bilan du 31 décembre (date vers laquelle Pinay finit d'expédier les affaires courantes), a été, en effet, de 228 milliards, ce qui ferait, pour 12 mois, à la même allure, une augmentation de 274 milliards, donc une inflation annuelle de 14 % (le montant des billets au début de la période considérée ayant été de 1.896 milliards).

14 0/0, c'est un peu moins que les 20 0/0 des années précédentes, mais c'est encore une inflation éle-

(5) R. P. de janvier 53.

vée. Si Pinay a donc réussi à arrêter la hausse des prix par le cataplasme psychologique, qui, comme tout procédé psychologique, ne peut qu'atténuer momentanément les symptômes du mal il n'en a pas supprimé la cause : l'émission de faux billets de banque pour les besoins de l'Etat. Le rothschildien Mayer, lui, la supprimera-t-il ? C'est peu probable, car il n'a même point présenté de programme pour y parvenir, à la différence de Pinay qui, lui, au moins, en avait un.

Au sujet de ce programme, dont la pièce maitresse était de remplacer l'émission de faux billets par l'émission d'emprunts, indiquons l'une des raisons qui a été, à notre avis, la principale cause de son échec.

Pinay s'était rendu compte qu'on ne pouvait plus faire des emprunts qui « rendent », qu'à condition de garantir les prêteurs contre le risque de toute nouvelle dépréciation de la monnaie. Mais au lieu d'y aller carrément, c'est-à-dire de faire un véritable emprunt-or, où tout ce qui serait payé aux prêteurs serait calculé à une valeur correspondant à celle des francs versés par eux, Pinay s'est arrêté à mi-chemin : il a émis un emprunt dont le capital devait être remboursé en tenant compte des variations du franc par rapport à l'or entre le moment du prêt et le moment du remboursement, mais dont les intérêts, par ailleurs très faibles, seraient toujours constitués par un même nombre de francs, quoi qu'il advienne de la valeur du franc.

Or, ce qui intéresse le prêteur, ce n'est pas tant ce qui lui sera remboursé dans quelques dizaines d'années, que ce qu'il va toucher, en tant qu'intérêts, dans les années qui viennent. Il veut une assurance pour l'immédiat et non pour dans un demi-siècle !

Si Pinay avait mis une clause de garantie, non seulement pour le capital mais aussi pour les intérêts, comme nous le suggérions dès son arrivée au gouvernement (6), et s'il avait pris comme étalon de la valeur du franc l'indice des prix au lieu du prix de l'or sur un marché dit « libre », que, grâce à son stock d'or, l'Etat peut toujours assez facilement manipuler, il y a gros à parier que l'emprunt aurait eu un succès tout autre, et qu'il aurait fourni beaucoup plus que les 200 à 250 milliards supplémentaires qui étaient nécessaires à Pinay pour achever les dix mois de son règne sans inflation. L'honnêteté n'est payante qu'à la condition d'être totale.

Robert LOUZON.

(6) R. P. d'avril 52.

ALBERT LAPRAZ (1887-1952)

Une foule immense, jamais encore vue à Thonon, a accompagné Albert Lapraz à sa dernière demeure. Il méritait cet hommage de tout un peuple venu pour entendre, encore une fois, parler de lui.

De nombreux discours ont été prononcés sur la tombe de Lapraz. Ils étaient sincères, mais trop officiels encore. Il leur manquait ce parfait naturel dont débordait notre ami. Il était plus et mieux que ce qu'on a dit de lui.

C'est au congrès de Marseille, tristement célèbre dans les annales de la Fédération unitaire de l'enseignement, que je connus Lapraz. Il vint saluer Marie Guillot avec qui je me trouvais. Elle nous présenta l'un à l'autre et nous conversâmes à plusieurs reprises car nos hôtels voisinaient.

Lapraz avait respect et admiration pour cette grande paysanne toute simple, — mais si fine — et jamais pressée qu'était notre Marie qui avait gardé l'accent traînant de son terroir. Lui aussi était un rural mais d'un autre genre. De taille moyenne, vif, alerte, robuste et gai, il affectionnait les cravates flottantes, les chapeaux à larges bords qui, avec sa barbiche d'un noir de jais, lui donnaient un air d'artiste correct. Il avait alors 43 ans et ne les paraissait pas.

Peu de congressistes savaient aussi bien que Lapraz pourquoi ils étaient à Marseille. Son anticléricalisme, aussi profond que réfléchi, l'éloignait invinciblement du fanatisme sauvage qui s'était emparé d'une partie du corps enseignant. Il voyait très bien qu'une coupure décisive venait de s'opérer dans le monde du travail. Sa société civile constituée par les travailleurs restés fidèles à la coutume ouvrière s'opposait irréductiblement à une société religieuse réactionnaire se disant « communiste » mais se durcissant un peu plus chaque jour en parti stalinien. Face aux syndicats et cherchant à les subjuguer, pour les retourner contre eux-mêmes, il y avait désormais un clergé hautain, brutal auquel les fidèles se faisaient gloire d'obéir avec servilité. Profondément rationaliste, Lapraz était, au contraire, un homme qui avait en quelque sorte le besoin de ne pas croire, de douter, de critiquer, de discuter, de tout soumettre aux exigences de la vérification expérimentale. Il combattit donc le stalinisme, demeura en toute indépendance à la Majorité fédérale et lui resta très attaché.

En 1930-31-32, connaissant maintenant leur auteur, je suivis avec soin les articles très documentés et très alertes que Lapraz, dans l'*Ecole émancipée,* consacrait à la défense laïque. Là il était à son aise, là il se mouvait dans un domaine qu'il connaissait bien et de longue date. En Savoie, il était l'animateur d'un bulletin rationaliste fort bien fait qui servait de trait d'union entre les instituteurs libres-penseurs de sa région.

Au sujet de ces articles à l'*Ecole émancipée,* une chose me contrariait : en cours d'année, ils s'espaçaient déplorablement. J'en connus la raison un peu plus tard : notre brave Lapraz n'était pas l'homme d'un seul travail ; il accomplissait, il menait de front de multiples tâches utiles ; il était un militant complet : socialiste, coopérateur et, avant tout, au-dessus de tout, syndicaliste. Il était poète. Sa verve recourait volontiers au patois, langage pauvre mais expressif, qui lui permettait de brocarder spirituellement ses adversaires dont il saisissait malicieusement les ridicules.

Il était le rude *molardier* (paysan) dont la bonne *dalie* (faux), à grands coups, émonde l'injustice.

Querellant son curé, Jules Renard ne dédaignait pas d'envoyer des « mots d'écrit », d'ailleurs délicieux, à une petite feuille de chou de la Nièvre. Notre ami Tortillet était le correspondant local de l'hebdomadaire socialiste de Bourg. Lapraz, qui eût pu acquérir une grande renommée dans le corps enseignant, pratiqua le *refus de parvenir.* Au sortir de l'école normale (1904-1907) il avait lu avec passion *l'homme en proie aux enfants* d'Albert Thierry et il se confina volontairement dans des activités locales où il excella.

En 1932, je retrouvai Lapraz, au beau congrès de Bordeaux où les staliniens furent écrasés chaque fois qu'ils intervinrent dans les débats. Nous fîmes même ensemble une partie du voyage de retour. Nous étions heureux et pourtant une tristesse, — éprouvée par d'autres congressistes, — se

mêlait à notre joie. Nous nous rendions compte que la coutume ouvrière, en dépit des boues staliniennes qui l'avaient recouverte, avait bien continué de couler en profondeur mais qu'elle était ignorée des jeunes. De sorte que tout était à reprendre par la base.

C'est surtout au congrès de Montpellier (1934) que je connus bien Lapraz. De grand matin, comme je venais d'acheter à la gare des journaux suisses (ils traitaient du tournant qu'effectuaient la Russie stalinienne et la France conservatrice née de l'émeute du 6 février) je vis notre camarade qui arrivait. Rajeuni par le bonheur, il me présenta l'aimable collègue qui devait devenir sa femme. Il me dit : « Mon vieux, puisque tu es libre, viens donc avec nous au Peyrou car je crois à un congrès qui, dès cet après-midi, prendra tous nos instants. » Nous nous rendimes donc au beau jardin de la ville et du haut de ce balcon idéal nous admirâmes l'immense paysage qu'il nous découvrait. Ensuite nous nous reposâmes en conversant. Savoyard et proche voisin de la Suisse, Lapraz était parfaitement renseigné ; il n'avait rien à apprendre de personne au sujet de la terrible partie que venaient d'engager les grandes diplomaties scélérates. Avec une légéreté criminelle, le Quai d'Orsay jouait sur les deux tableaux, ce qui ne pouvait aboutir qu'à l'union des deux colosses dont nos hommes d'Etat avaient une terreur folle.

Lapraz me dit que les Suisses francophiles étaient très divisés au sujet du tournant effectué par les gouvernants français. Les uns blâmaient tout rapprochement avec la Russie stalinienne ; les autres l'excusaient en considérant la terrible menace que le régime hitlérien constituait. Aussi Lapraz n'était-il pas pour une unité syndicale immédiate. Pour ce rationaliste, vouloir l'unité « avec rage » c'était ou manquer de bon sens ou nourrir de ténébreux desseins. Le plus sage était de ne pas se presser, de voir venir, d'attendre.

Nous avions découvert un bon coin qui se réclamait du club des Sans Club. Tout le temps que dura le congrès, Lapraz et sa compagne y prirent tous leurs repas avec les camarades de la Ligue syndicaliste et une solide équipe du Syndicat national. Un même esprit fraternel nous animait tous.

Chaque matin, dès l'aurore, Lapraz et moi retrouvions Guilloré et, comme il va de soi, nous discutions avec ardeur tout en nous occupant de ce qui se passait à Nice. Avec rondeur, Guilloré nous révélait les mystères de l'Eglise stalinienne. Chacun à son tour montait dans la charrette aux exclusions, les uns avec bonheur (enfin libres ! disaient ces hérétiques), les autres avec une tristesse infinie : le parti quitté c'était pour eux le paradis perdu ; et nous comparions G... à Léonard Clan, le triste héros de l'*Empreinte*.

Les journaux de Paris, pour une fois, nous négligeaient. Ils ne parlaient que du congrès de Nice et de ses manifestations retentissantes, ma foi assez hardies. Ils forçaient la note tant pour effrayer le personnel que pour manœuvrer le ministre Aimé Berthod, visiblement désemparé. Lapraz disait en riant que le Syndicat national, justement parce qu'il était timide, éprouvait le besoin d'agir avec audace afin de se bien prouver à lui-même qu'il était vraiment syndicaliste. C'était, je crois, fort bien vu.

Avec Lapraz comment ne pas parler de la défense laïque ? On devrait s'en occuper davantage, avouait Guilloré. Mais dans la Seine les classes sont combles et le sujet ne passionne pas. Lapraz estimait, lui, que, dans le domaine de la laïcité, le Syndicat national était inférieur à sa tâche. Il ne suffisait pas, selon lui, de relater hebdomadairement ce qu'entreprenait l'adversaire (c'est ce qu'avait fait Glay), il fallait l'attaquer vigoureusement sur tous les terrains. Bien des fois, après la fusion, j'ai pensé que le Syndicat national aurait dû confier à Lapraz le secteur de la défense laïque. Il aurait su constituer une équipe de premier ordre. Mais Lapraz était trop modeste. Au Syndicat national on l'ignora. On ne lui demanda rien.

L'unité une fois réalisée, je ne revis plus Lapraz mais j'eus souvent de ses nouvelles, tant par lui-même que par des amis.

Après la débâcle de 1940, notre ami eut aussitôt contre lui toutes les puissances d'oppression qu'il avait flétries par la parole et par la plume. On le mit d'office à la retraite et on le surveilla de près.

Il ne capitula pas. Il m'écrivit alors que se rétracter quand on a raison ce n'est ni juste ni loyal.

L'arrogance des occupants italiens l'indignait. Il usait du patois pour les flétrir et les ridiculiser ; ils n'y voyaient que du feu. Mais il ne tombait dans aucun piège : ni dans le néo-chauvinisme stalinien, ni dans la main tendue aux cléricaux et aux capitalistes « patriotes ». Il se voulait libre, entièrement libre. Alexis de Tocqueville a écrit admirablement : « Qui cherche dans la liberté autre chose qu'elle-même est fait pour servir. » Albert Lapraz n'était pas fait pour servir. Il haïssait la dépendance.

Un trait va nous le peindre encore mieux.

Un jour, comme la fin de la guerre approchait, nous eûmes à ma pension de Blacé la visite d'un gros bonnet stalinien. Qui était-il venu voir dans la région ? Je ne m'en souviens pas. Comme on ne se gênait plus, il s'exprimait tout à son aise et parlait constamment de Thonon. Je m'empressai de lui demander des nouvelles de Lapraz. Il le connaissait bien et s'efforça cauteleusement de me le rendre suspect : « Il a gardé tous ses préjugés anticléricaux et il est un obstacle à l'union des bons Français, union qui doit nous donner une France régénérée. »

Connaissant cette musique, je pris énergiquement la défense de notre ami en lui donnant raison sur toute la ligne. Je dis que la dalle dictatoriale n'avait supprimé aucun antagonisme fondamental et que la victoire ne les ferait pas disparaitre. L'action de Lapraz se justifiait donc pleinement.

Mon interlocuteur n'insista pas car il vit bien que je me méfiais de lui. Quant aux événements, ils ont donné raison à Lapraz. En Haute-Savoie, la politique de la main tendue aux cléricaux a procuré aux chauves-souris du M.R.P. une situation prépondérante.

Une guerre c'est toujours un quart de siècle de perdu pour les travailleurs. Outre qu'elle les détourne de la lutte des classes, elle empêche une relève normale de l'avant-garde prolétarienne. Elle tue les meilleurs des nôtres : songeons ici à Salabelle et à Serret, littéralement irremplaçables. Elle mine, elle affaiblit les autres, elle nous les enlève prématurémnt. Les dernières photographies que nous avons de Lapraz nous le montrent, hélas ! tout changé. C'est encore lui mais atteint dans ses forces vives ; il n'est plus que l'ombre du militant heureux de 1934, du brave et bon travailleur à qui une longue et verte vieillesse semblait promise.

Dans les derniers temps de sa vie, les amis qui le venaient voir repartaient en larmes quand ils le quittaient. Ils prévoyaient la fatale séparation qui, en effet, est venue désespérant tous les siens.

Né peuple et resté peuple, Lapraz l'a aimé avec clairvoyance. Ce grand militant méritait une plus large audience. Son cher souvenir se maintiendra dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu.

A.-V. JACQUET.

Farhat Hached accuse...

Le 29 novembre 1952. (1)

Cher Nouri,

Si ce petit mot te trouve encore à Paris, je crois qu'il sera nécessaire que tu prolonges ton séjour pendant une semaine encore.

La politique de répression semble se développer et une rumeur persistante laisse prévoir quelques événements d'une certaine ampleur. L'U.G.T.T. serait particulièrement visée. On parle ouvertement de mon arrestation imminente dans les conférences de presse à la résidence. Une campagne orchestrée prépare l'opinion à de nouveaux actes de répression, tels que l'exécution des condamnés à mort, l'instauration d'une « justice » expéditive, des arrestations de masse pouvant éventuellement atteindre jusqu'au palais beylical...

Les attentats contre les Tunisiens se poursuivent, les Quarante (2) sont particulièrement visés et ces messieurs de la Gestapo colonialiste opèrent dans la plus grande quiétude.

Les arrestations de ces derniers jours ont été très importantes. On dit que les « éloignés » se trouvent à Remada (en plus des ex-éloignés de Djerba qui sont transférés à Bordj-Lebœuf). En réalité, on ne sait pas exactement combien de personnes sont à Remada et lesquelles.

On sait, par contre, que de très nombreux patriotes sont au secret à Grombalia, où ils subissent des tortures indicibles depuis quinze jours. Les avocats ne parviennent pas à connaitre le lieu de séquestration de leurs clients.

Le peuple est livré pieds et poings liés à une maffia qui le terrorise. Sous prétexte de rechercher des saboteurs on sème la terreur dans des régions entières (Gabès), la responsabilité collective et les représailles...

Les personnes raflées sont mises au secret. Si elles sont inculpées, elles devraient pouvoir faire assurer leur défense. Si elles sont « éloignées », leurs familles devraient connaitre le lieu de leur internement ; or, ce n'est ni l'un ni l'autre cas. C'est la séquestration pure et simple avec les sévices et les tortures de toutes sortes pour donner lieu ensuite à des condamnations que la presse du Rassemblement réclame et exige, avec exécution sommaire...

Pendant ce même temps les terroristes « officiels » s'en donnent à cœur joie. La liste de leurs forfaits s'allonge sans que la police songe à les inquiéter.

Et on parle de mettre à sac tout ce qui reste de « vivant » dans le peuple, et l'U.G.T.T. est le point de mire de ces réactionnaires aveuglés par leur dépit.

Il faut que cette situation soit connue à la veille du débat à l'O.N.U. Il y a urgence à ce que le peuple et son souverain soient protégés contre l'action répressive qui s'intensifie.

A bientôt et bien amicalement.

FARHAT.

---

(1) Lettre de Farhat Hached à Nouri Boudali, secrétaire adjoint de l'U.G.T.T., publiée par « Franc-Tireur » le 10 décembre 1952.

(2) Les quarante notables consultés par le bey et qui s'étaient prononcés contre le plan de réformes français.

... et nous aussi !

Il y aura deux mois que Farhat Hached a été assassiné. Et ses assassins courent toujours.

La police ne parvient pas à leur mettre la main au collet. Et pour cause !

Nous avons dit, dans la «R.P.» de janvier, que les assassins étaient connus de la Haute Administration, que leurs noms étaient sur toutes les lèvres, la « Main rouge » distribuant ses tracts, appelant à l'assassinat, presque publiquement sans jamais être inquiétée.

Et comment le serait-elle puisque des représentants de la police — et non des moindres — en font partie !

Les états - majors des commandos constitués par les Français de Tunisie, pour défendre leurs privilèges au cas où ils seraient contestés par le gouvernement français, sont composés d'autorités authentiques.

On trouve ainsi dans le commando de Tunis un avocat R.P.F., un ex-président de la section française du Grand Conseil et des policiers.

Les noms des chefs de ce commando ? Les voici :

Perussel
Casabianca
Natali
Pierangeli
Santoni.

Les noms se terminant par a et par i indiquent l'origine corse. Ce qui ne veut pas dire que tous les noms en a et en i soient des noms de gangster.

« Franc-Tireur » du 28 janvier, en relatant une réunion organisée par des catholiques pour protester contre le dernier massacre de Casablanca, relève une intervention de M. André de Peretti, ancien conseiller de l'Union française, qui porte un nom bien corse.

Or voici ce qu'il dit :

« Les Français d'Afrique du Nord vivent isolés, à la fois de la métropole, pour laquelle ils n'ont que dédain et sarcasmes, et de la masse musulmane, qu'ils ne songent qu'à exploiter. Dans cette atmosphère, aucun dialogue n'est possible. »

En outre, dans la direction d'un mouvement syndical de fonctionnaires qui vient d'échapper à la férule de Colonna se trouvent également des noms corses.

Aussi quand je parle de la « main corse », reprenant un sous-titre de « Paris-presse », je pense uniquement au gang Colonna.

S'il est vrai que le colonialisme est le grand responsable, et qu'en dernière analyse, suivant le mot de Walter Reuther, président du C.I.O., le gouvernement français porte une large part de la responsabilité de l'assassinat de Farhat Hached, il n'empêche que Colonna a exploité les hésitations de nos gouvernants en augmentant leur embarras par la provocation et l'assassinat.

Mais cela ne fait pas l'affaire de la Justice.

J'accuse le gang Colonna d'avoir préparé avec ses policiers le complot contre Farhat Hached et d'avoir imposé l'assassinat à ce fantoche de Hauteclocque. Et je dis que dans ce gang se trouvent les tueurs.

Serait-ce parce qu'il est sénateur que Colonna se permet, impunément, d'être provocateur, et même complice d'assassins? Législateur et gangster, ça jure, pourtant!

Qu'en pense mon ami Henri Barré, sénateur, socialiste, de la Seine ?

Si Colonna était tabou, nous en prendrions acte.

Mais qu'on ne s'imagine pas, pour autant, nous rendre également complices des assassins par notre silence.

Nous non plus « nous n'acceptons pas que la page soit tournée ».

Les assassins de Farhat Hached doivent être châtiés. Le gang Colonna doit payer ses forfaits.

J'appelle tous les hommes dignes de la liberté, que je crois encore nombreux dans ce pays, à se joindre à nous pour cette œuvre de justice.

J.-P. FINIDORI.

prêt à accepter, peut provoquer le premier pas vers la libération.

Et maintenant l'antisémitisme. La propagande éclate mais elle avait commencé bien avant le procès de Prague. Mais pourquoi et comment est-ce possible vont se demander ceux qui n'ont pas encore su mesurer le cynisme stalinien — le « réalisme », disent les thuriféraires (et on a vu, sitôt après le procès, des staliniens honteux se précipiter à l'aide de Staline, démontrant doctoralement que « antisionisme » n'est pas antisémitisme).

Pour deux raisons évidentes : d'abord gagner l'appui des Arabes, les exciter contre les juifs, contre les Anglais et les Américains. La position géographique des territoires qu'ils occupent est d'une grande importance ; ils commandent les grandes routes maritimes ouest-est que Staline aurait alors la possibilité de bloquer, en même temps qu'il aurait, par eux, une ouverture sur la Méditerranée au moment où le barrage Belgrade-Athènes-Ankara lui ferme la voie.

Et gagner aussi les ultra-réactionnaires, les anciens nazis — dont beaucoup sont déjà incorporés dans l'appareil stalinien ; consolider les liens avec ceux des industriels de l'Allemagne de l'Ouest qui subventionnaient ouvertement la presse stalinienne par le moyen de la publicité. Dans tous les pays de l'Amérique latine, la conjonction réactionnaires-staliniens est réalisée, l'exemple le plus frappant étant l'Argentine où l'antiaméricanisme offre un prétexte commode aux staliniens pour soutenir Peron et son régime de basse démagogie.

On aurait pu penser qu'après Hitler il ne se trouverait aucun groupe ou parti pour reprendre à son compte l'antisémitisme, et que ceux des juifs qui avaient échappé à la politique d'extermination connaitraient au moins un répit. Le « réalisme » de Staline se moque de ces sentiments ; pour lui, tout est bon contre l'Amérique.

Que sont devenus Manouilsky et Losovsky ?

Bien que leur disparition ne puisse se comparer, en importance, à celle de Vosnessensky, elle n'est certainement pas dénuée de signification. Losovsky s'était maintenu longtemps à la tête du Profintern, puis avait reçu un poste dans la diplomatie, finissant par la direction de l'Information. C'est alors qu'on perd sa trace. Il avait échappé à toutes les purges mais, finalement, fut pris. Pourquoi ? On le saura quand une querelle entre dirigeants en fournira, incidemment, la raison.

Manouilsky avait endossé toutes les sottises de la politique de la « troisième période » du Comintern quand il accepta de prendre la succession de Boukharine. Staline en fit le ministre des Affaires étrangères d'une Ukraine, indépendante mais fictive, et à ce titre il trôna à San Francisco, pour la naissance de l'O.N.U. et dans quelques assemblées subséquentes. Comme il ne manque pas d'esprit, il devait bien s'amuser intérieurement en voyant les délégués de pays réels le prendre au sérieux. Si on ignore à quel moment il a été frappé, il est aisé d'en savoir la raison. Eudocio Ravines, communiste péruvien, travailla pendant un temps au Comintern, quand Manouilsky en était le chef. Le culte grossier dont Staline était l'objet finit par lui être intolérable et il s'en ouvrit un jour à Manouilsky. Celui-ci lui expliqua que « aux yeux d'un homme cultivé, ayant une haute conscience idéologique, certains aspects de la propagande de parti peuvent paraitre dégoûtants. Par exemple, la répétition constante du nom de notre grand camarade Staline. Mais la propagande au moyen du camarade Staline est nécessaire à la Révolution... Aux gens ignorants, les idées doivent être présentées sous une forme tangible. Aussi a-t-on estimé indispensable d'offrir un symbole au peuple russe. Idolâtrie ? Peut-être, mais très sage. » L'explication avait été confidentielle. Mais ayant assez vite rompu avec le stalinisme, Ravines écrivit un livre, sous le titre « Le chemin du Yenan », dans lequel il rapporta l'explication du culte. Après cela, le compte de Manouilsky était bon.

Le dressage au jardin d'enfants

Au cours de l'été dernier, le syndicat des Instituteurs de la Russie centrale invita des pédagogues britanniques à venir voir des écoles et des écoliers. Le directeur de l'Institut pédagogique de l'Université de Nottingham et sa femme, Hilda Lewis, furent priés de se joindre à la délégation par la société des relations culturelles avec l'U.R.S.S.

Au retour, Hilda Lewis rapporta ses impressions dans une causerie à la B.B.C., parlant plus particulièrement d'un jardin d'enfants de Kiev. Je donne ici l'essentiel de sa causerie. « Installé dans un bâtiment de trois étages, au milieu d'un jardin bien tenu, il était spacieux, attrayant, plus vaste que ce que j'ai pu voir en Angleterre. Cependant, pièce pour pièce, ce n'était pas mieux qu'une bonne école enfantine chez nous. Dans une salle de jeux, grande et ensoleillée, les enfants étaient assis à leurs petites tables pour le repas de midi. Vraiment de beaux enfants. Ils mangeaient lourdement et solidement, la plupart la tête dans leur assiette ; très peu nous regardaient furtivement, de côté. L'un d'eux, moins discipliné, laissa échapper un joyeux petit rire. Instantanément un doigt menaçant se dressa, avertissement disciplinaire de la jardinière... Au fond de la pièce, de jolis jouets soigneusement disposés et alignés : poupées élégantes juchées sur des éléphants, des singes sur des ours, — quelque chose comme une vitrine de magasin de jouets à Noël. Je demandai : Qui dispose ainsi ces jouets ? — Les enfants, avant le repas ils doivent toujours les ranger. — Mais, toujours ainsi, dans le même ordre ? — Naturellement, les enfants savent que ce doit être ainsi et ça leur plaît. » La pièce suivante était une charmante chambre à coucher, avec de petits lits blancs. Ensuite une vaste salle de musique, conduisant à une large vérandah. Il y avait un piano et toutes sortes d'instruments à percussion. Aussi beaucoup d'oriflammes rouges, un énorme Staline souriant, et un petit autel — je ne puis le désigner autrement — complet, avec son offrande de fleurs et son slogan, « Gloire, gloire, gloire au grand Staline ». Chaque étage répétait celui que nous venions de visiter et, dans chacun d'eux, nous retrouvions le souriant Staline, le petit autel et les jouets bien alignés... On nous montra les dessins des enfants. Les feuilles de papier étaient beaucoup trop petites : 20 × 25 centimètres. Les dessins étaient, comme on pouvait aisément l'imaginer, raides, nets et gênés à la fois ; ils ne venaient pas de petites têtes créatrices. C'était, pensai-je, le commentaire le plus significatif de ce jardin d'enfants, sous beaucoup d'aspects, admirable. Ceux d'entre nous qui ignorent les possibilités artistiques des jeunes enfants s'extasièrent devant ces dessins entièrement dépourvus d'originalité. Mais pour ceux qui connaissent ce que peut donner la fantaisie créatrice de nos enfants, ils étaient détestables... Quand, maintenant, ma pensée va vers le jardin d'enfants de Kiev, je revois des enfants bien soignés et attrayants, mais dressés... dressés » (but subdued... subdued !)

Malversations, vols, fraudes, détournements

La presse russe offrit, en fin d'année, un échantillonnage des diverses formes de corruption récemment découvertes.

La renaissance du syndicalisme

Les syndicalistes devant la répression

Constatons tout d'abord que la répression est, à l'heure actuelle, internationale.

Sous des formes à peine différentes, elle se rencontre partout dans le monde.

Procès à Prague, procès à New-York, assassinat à Tunis, complots à Moscou comme au Caire, que ce soit par la corde, la chaise électrique, les balles ou la simple arrestation, les gouvernements de tous les pays se débarrassent de tous leurs opposants, avoués ou supposés. Une vague d'espionnite d'une ampleur encore jamais atteinte indique bien la véritable cause de ce déchaînement. Partout on se prépare fébrilement à la guerre, partout on a fait son choix et on liquide par avance les adversaires possibles.

L'attitude devant la répression est donc, qu'on le veuille ou non, intimement liée à celle que l'on a adoptée devant le problème de la paix et de la guerre, et il peut paraître illusoire d'examiner spécialement les aspects français d'une chasse aux sorcières qui est internationale.

C'est pourtant ce que nous devons faire si nous voulons essayer d'avoir une action sur les événements qui sont à notre portée.

Il pourrait paraître normal de voir des syndicalistes s'opposer purement et simplement à toute répression, d'où qu'elle vienne. Une telle attitude est pourtant impraticable, car bien des mouvements évidemment libératoires ont souvent été acculés à la violence pour défendre leur existence même. Sans dissimuler les dangers d'une telle défense et sans oublier qu'elle porte en elle les germes de la destruction de la liberté qu'elle défend, nous ne pouvons la condamner.

Notre attitude devant la répression pourra être commandée essentiellement par les facteurs suivants :

Qui l'exerce ? Qui la subit ? Quelle est la réaction ouvrière ?

Actuellement, en France et dans l'Union française, l'oppresseur est essentiellement gouvernemental. Après la période d'affolement de la libération, la bourgeoisie s'est reprise et entend bien prendre sa revanche des grandes peurs éprouvées ces vingt dernières années. Après une période où l'impérialisme occidental a cru à un partage du monde pacifique avec l'impérialisme russe, il a bien dû se rendre à l'évidence des appétits soviétiques et se mettre à préparer la prochaine dernière.

La conséquence en est que la répression vise deux catégories astucieusement confondues pour les besoins d'une mauvaise cause : tous ceux qui luttent pour leur libération sur le plan politique ou économique d'une part, les communistes d'autre part.

Notre solidarité est totale avec les premiers.

Nous ne pouvons laisser passer sans réagir l'assassinat de Farhat Hached ou le terrorisme qui s'instaure en Tunisie ou au Maroc.

La nature même du P.C. nous oblige à être plus précis à son égard. Le P.C. n'est, il le proclame lui-même, pas un parti comme les autres. Il exige de la plupart de ses membres une adhésion plus complète, plus totale, il les astreint à de plus lourds sacrifices personnels ; il comporte en outre un appareil extrêmement important de militants à qui l'on peut demander exactement tout. Il est en quelque sorte à la fois une chrétienté et un ordre de jésuites, avec cette différence que le départ n'est pas toujours facile à faire entre ceux qui ont prononcé leurs vœux et les autres. Son sectarisme, sa violence à l'égard des autres partis qui se réclament aussi de la classe ouvrière, sont des facteurs de division permanents. Son attitude de soutien inconditionnel du régime russe jusque dans ses pires excès en fait une proie facile à l'accusation d'antipatriotisme, voire d'espionnage.

Dans bien des pays où il est réduit à une petite secte sans influence réelle sur le prolétariat, la lutte des gouvernements bourgeois et de leurs services de renseignements contre les activités ou secrets des P.C. n'est pas un élément déterminant de l'action ouvrière.

En France, le P. C., du fait même qu'il a été longtemps le seul parti d'opposition a une influence beaucoup plus large. Une importante fraction de la classe ouvrière même lorsqu'elle ne le suit pas sur toutes ses positions et ne répond pas à tous ses appels est sensible à sa propagande. Le communisme est chez nous une opinion et pas seulement un engagement.

Nous ne pouvons donc ni considérer tous les staliniens comme des guépéoutistes, ni fermer les yeux sur la nature du régime auquel leur politique voudrait nous mener. Il nous faudra donc défendre la liberté même pour ceux-là qui la suppriment impitoyablement partout où ils sont les maîtres.

Or, à l'heure actuelle, le gouvernement se met à pourchasser les communistes en tant que tels. Il prépare des textes qui instaurent chez les travailleurs une discrimination d'ordre politique.

Il s'aperçoit qu'à la faveur de la lune de miel russo-américaine de la libération, il a accepté la mise en place de fonctionnaires staliniens à des postes stratégiques et il voudrait bien s'en débarrasser. Nous n'avons pas à prêter la main à cette politique. Si la bourgeoisie après son long flirt avec le P.C. entend maintenant avoir avec lui une explication définitive nous n'avons pas à l'aider dans cette besogne. Si elle peut prouver que tels ou tels communistes sont effectivement des agents de renseignements soviétiques, nous n'avons pas plus à intervenir dans cette affaire que s'il s'agissait d'espions d'un autre pays. Si elle ne peut étayer ses accusations, nous devrons défendre les accusés, exiger pour eux les garanties d'une véritable défense.

Enfin, et ce n'est pas le moins grave, l'attitude du parti communiste envers les autres partis ouvriers, l'attitude de ses militants dans les usines où ils étaient les maîtres ont créé dans la classe ouvrière une division telle qu'aujourd'hui certains applaudissent presque au retour de fortune qui peut faire des communistes les chassés, après avoir été les chasseurs. Il est un fait qu'alors que la C.G.T. est encore une organisation importante, le gouvernement a pu arrêter l'un des secrétaires généraux sans soulever une vague de réprobation unanime et de révolte.

Sans défendre les positions des communistes, nous pouvons défendre la liberté si on la leur supprime. Toute autre attitude nous attribuerait une certaine complicité avec la répression. Dans une situation telle que la nôtre, une telle attitude serait une démission.

Nous avons toujours nettement indiqué nos principes, je ne pense pas que nous puissions en changer s'ils nous conduisent à défendre ceux qui par ailleurs sont nos adversaires mais que nous avons à combattre par les moyens qui nous sont propres et non par une alliance avouée ou non avec notre bourgeoisie.

P. RUFF.

A quoi servent nos cotisations

L'Union des Syndicats de la région parisienne (C.G.T.) publie un bulletin d'informations hebdomadaire intitulé « Le Travailleur parisien ». Le numéro du 6 janvier 1953 contient un « plan de travail » que l'on déclare « valable jusqu'au congrès de juin 1953 ».

Comme il se doit, l'introduction contient les slogans habituels du stalinisme : lutte contre la politique de guerre d'un gouvernement qui « abandonne tout sens de l'intérêt national, obéit aux impérialistes américains..., gouvernement d'une classe qui se vautre aux pieds des Américains après s'être vautrée dans la boue de la collaboration..., etc. » « Renforcer l'unité d'action des travailleurs... L'unité des travailleurs : souci constant et fil conducteur de notre activité », mais on ajoute un peu plus loin : « La réalisation de l'unité exige aussi la clarté, c'est-à-dire la mise à nu devant les ouvriers des manœuvres et de toutes les trahisons des dirigeants de F. O. et de la C.F.T.C. » Ces mêmes dirigeants auxquels on tendait la main hier et auxquels on la tendra de nouveau, du jour au lendemain, selon les exigences de Moscou.

Bref, que nous propose-t-on comme programme d'action ?

En premier lieu : lutte pour la libération d'Alain Le Léap, au nom du droit d'opinion et de la liberté, ces mêmes droits qui sont refusés aux travailleurs des pays soumis au régime esclavagiste stalinien et sur lesquels s'abat une répression féroce aux applaudissements enthousiastes des mêmes qui se plaignent de l'oppression capitaliste.

Quoi qu'il en soit, n'est-ce pas là un bon prétexte pour amorcer une campagne de recrutement afin de compenser la fuite des effectifs. Et nos stratèges de lancer la « promotion Le Léap ».

C'est ensuite le couplet sur l'augmentation générale des salaires bloqués par la politique de surarmement.

Et l'on greffe là-dessus la défense de la paix en préconisant « de faire surgir des entreprises de nouveaux comités de paix pour dénoncer les responsables (?) de la politique belliciste et la duplicité des dirigeants des autres centrales syndicales qui se refusent à mener la lutte pour la paix ».

Quelle lutte et quelle paix ? Est-ce la lutte pour le désarmement à sens unique et la paix dans la servitude ? Très peu pour nous. Nous sommes pour le désarmement, mais un désarmement simultané et universel et cela comporte des garanties qui exigent un contrôle réciproque auquel les pays placés sous la férule stalinienne se sont jusqu'alors obstinément refusés annihilant ainsi toute possibilité d'action dans ce sens sur le plan occidental.

C'est cette politique de duperie qui s'est poursuivie au congrès de Vienne en décembre dernier auquel ont été conviés les naïfs du pacifisme et les intellectuels en mal de publicité. Ce congrès, comme les précédents, a servi de tribune de propagande en faveur de l'impérialisme stalinien contre l'impérialisme américain et ses satellites. Ce qui nous laisserait assez froids. Mais où nous ne sommes plus d'accord, c'est lorsqu'on nous invite à faire les frais de ces machinations bellicistes, à nous faire les complices de cette guerre froide qui nous achemine directement à l'autre.

En effet, on déclare qu' « il convient, en premier lieu, d'aider les syndicats et les centres inter à organiser la vente des cartes et les collectes pour *payer les délégations au Congrès des Peuples à Vienne* ». « Dès la fin du Congrès de Vienne, il sera procédé à la popularisation de ses décisions par l'organisation de comptes rendus. Chaque syndicat sera visité, pour envisager comment mettre en application les décisions du Congrès des Peuples. »

Et allez donc ! Cochons de payants, crachez au bassinet moscovite, et que ça saute !

On n'oublie pas, naturellement, de multiplier les organisations crypto, qui sont autant de moyens de pénétration aux frais des mêmes. Et sous la rubrique de l' « action dans les catégories particulières de travailleurs » (jeunesse, femmes, travailleurs nord-africains, main-d'œuvre immigrée) on préconise la constitution de commissions spéciales par localité, syndicat, entreprise, etc., reliées directement à l'Union des syndicats. Comme disait notre ami Andanson à un récent congrès du Livre : « Pourquoi pas des unions de myopes ou de pieds-plats. » En tout cas ce centralisme, s'il disperse les activités et nuit à la cohésion dans la lutte, sert en revanche l'agitation moscoutaire.

Enfin pour couronner le tout, au chapitre « Propagande » nous lisons ceci au paragraphe 3, intitulé : « Faire connaître les pays du socialisme » :

« L'Union Soviétique, les Démocraties Populaires, la Chine Nouvelle — pays où les travailleurs se sont libérés de l'exploitation capitaliste — sont attaquées par les fauteurs de guerre ; notre devoir d'internationaliste prolétarien et notre intérêt de travailleur sont donc de défendre ces pays, d'exalter leurs réalisations grandioses et enthousiasmantes. A cet effet il est décidé d'impulser la diffusion de la brochure « Un socialiste en U.R.S.S. », par Jayat ; de la brochure: « Un mois en U.R.S.S. » de Monjauvis ; d'organiser de multiples comptes rendus de délégations de voyages en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires avec projection de films ; l'appareil de projection sera à la disposition des camarades. »

Au moment où il est démontrée chaque jour davantage la vassalisation politique et économique de ce qu'on appelle encore les démocraties populaires, les hommes du parti russe ne manquent pas de culot.

Appeler « pays du socialisme » là où a disparu toute liberté d'expression, où règne le totalitarisme le plus oppressif, où la suppression physique pour délit d'opinion est élevée à la hauteur d'un principe, où le capitalisme d'Etat aboutit à la surexploitation des travailleurs, où le travail au rendement (stakhanovistes et héros du travail) si justement condamné dans les pays capitalistes est encouragé et glorifié par la nouvelle classe des profiteurs de la contre-révolution russe.

Dénoncer une fois de plus cette usurpation des fonctions syndicales est une besogne nécessaire pour l'entreprise de désintoxication qui doit aboutir à la rénovation du syndicalisme.

Accepter ou refuser que nos cotisations servent à subventionner une propagande contraire aux intérêts du véritable syndicalisme est une question qui doit se poser pour tous ceux qui n'acceptent pas de se faire plus longtemps les complices du régime de servitude qu'on nous prépare.

N. FAUCIER.

Bonne chance à « l'Alliance Ouvrière »

Saluons le premier numéro de l'**Alliance Ouvrière**, organe syndicaliste, pour le moment mensuel, publié le 15 janvier à Grenoble par des camarades de l'Isère, de la Loire et du Rhône.

L'Alliance Ouvrière présente ainsi le rôle qu'elle entend jouer : « Nous avons atteint l'époque prévue, attendue, souhaitée par la plupart des théoriciens du mouvement ouvrier. L'époque où le capitalisme montre des signes de fatigue, où le jeu classique de la propriété privée aboutit aux impasses... A ce moment où les craquements sociaux se font entendre et que, quotidiennement, se pose la question de savoir par quoi remplacer la propriété privée, la revendication ouvrière à la succession se fait moins nette.

« ...La classe ouvrière, méfiante, divisée, échaudée par tant d'aventures et tant d'aventuriers, démissionne-t-elle ? Nous ne le croyons pas.

« ...Nous voulons exprimer ici ses volontés, ses actes, ses essais, ses espoirs. Sans fard, sans crainte. »

Dans cet intéressant premier numéro des articles de Thevenon, Bandieri, Peyre, Duperray, Paul Blanc, R. Jullien.

Adresser souscriptions et abonnements (200 fr. les 12 numéros) à P. Berthoin, 13, montée de Chalemont, Grenoble (C.C.P. 29-2808 Lyon).

La C.G.T.-F.O. et la Tunisie

I. — HISTOIRE D'UN FAUX

Force Ouvrière du 15 janvier 1953 a publié l'écho suivant :

IGNORANCE OU MENSONGE ?

Dans la Révolution Prolétarienne, *numéro de janvier 1953, G. W. (lisez Walusinski) commente deux documents cités :*

a) une déclaration sur la mort de Fahrat Hached, *et*

b) des propositions de la C.I.S.L. pour la solution du problème franco-tunisien.

Walusinski écrit : « Il est bon de préciser que les textes reproduits ci-dessus et votés par le Comité Exécutif de la C.I.S.L. l'ont été à l'unanimité à l'abstention près de Bothereau ».

Or, le premier texte a été voté à l'unanimité totale de l'Exécutif de la C.I.S.L. Et le second, adressé par le Secrétariat de la C.I.S.L. au Gouvernement français bien avant la tenue de l'Exécutif de l'Internationale, n'a jamais été discuté par celui-ci.

Alors comment qualifier l'écrit de G. W. ? Ignorance ou mensonge ?

L'auteur du « *faux* » doit des explications aux lecteurs de la *R. P.* et en particulier à ses camarades de la C.G.T.-F.O.

Faute de déclarations officielles précises sur l'attitude de Bothereau au Comité Exécutif de la C.I.S.L., j'avais ajouté foi à une information de seconde main recueillie au cours d'une conversation. Témoignage insuffisant, certes, mais que venaient corroborer les raisons suivantes :

1° La déclaration du Comité Exécutif de la C.I.S.L. sur la mort de Farhat Hached n'avait été ni publiée ni signalée par l'organe confédéral. Les lecteurs qui se contentent de ses informations n'auront appris l'existence de cette déclaration que par l'écho reproduit ci-dessus.

2° Le secrétariat de la C.I.S.L. n'a rendu publiques ses propositions au gouvernement français qu'après la réunion de l'exécutif à New-York. Ou bien, me disais-je, le secrétaire général de la C.G.T.-F.O. ne pouvant les approuver complètement aura profité de la réunion des principaux responsables de la C.I.S.L. pour y faire des objections, ou bien il n'y voit rien à reprendre et il les fera connaître à tous les militants par le journal dont il est le directeur.

Mais là encore, c'est l'écho du 15 janvier qui annonce aux lecteurs ces propositions de la C.I.S.L., les renvoyant avec obligeance à la *R. P.* de janvier pour en connaître le texte exact.

3° Enfin, l'abstention du secrétaire de la C.G.T.-F.O., à New-York, n'aurait pu apparaître à personne comme contraire à la tendance générale qui s'était affirmée lors du congrès confédéral de novembre dernier. Que l'on approuve ou que l'on désapprouve l'esprit, à mon avis nationaliste, de cette tendance.

*

Je ne demande pas mieux que de reconnaître mon erreur. Je peux aussi remarquer que tous les inconvénients qui ont pu en résulter auraient été évités par la publication officielle des décisions prises par le représentant de la C.G.T.-F.O., au sein de la C.I.S.L., à cette occasion comme à toutes les autres.

G. WALUSINSKI.

P. S. — A la même réunion du Comité Exécutif, à New-York, la C.I.S.L. a décidé de porter plainte contre la France qui refuse le droit syndical aux Marocains. On me dit que c'est à ce propos que Bothereau s'est abstenu. Je ne saurais l'avancer que sous toute réserve, l'organe confédéral n'ayant pas encore eu la possibilité de nous en informer ; ce qui ne va certainement pas tarder.

II. — DEUX LETTRES

Monatte a reçu la lettre suivante :

Paris, le 12 janvier 1953.

Cher camarade,

Les soussignés membres de la Commission Exécutive Confédérale ayant pris connaissance des écrits contenus dans la R. P. *de janvier 1953 sous la signature de Walusinski, ont reçu du camarade Bothereau l'affirmation que les dits écrits le concernant sont faux.*

En conséquence, ils te demandent de bien vouloir tenir compte de leur surprise et de la réprobation qui en découle pour que, dans l'avenir, de telles erreurs soient écartées d'une façon systématique du fait que la liberté de polémique ne peut en aucun cas prévaloir sur la vérité.

Avec leur salut syndicaliste.

ROBERT (Travailleurs de l'Etat), GALONI (Education Nationale), AUZANNEAU (Administration générale), PATOUX (U. D. du Maine-et-Loire), A. BERGERON (Livre), H. MADEC-PARMENTIER (Habillement), FREOUR (Bâtiment, Bois), L. WEBER (U. D. du Bas-Rhin), SIDRO (Employés), BABAU (U.D. des Bouches-du-Rhône), A. CHARLOT (Alimentation), A. HEBERT (U.D. de Loire-Inférieure).

Voici la réponse de Monatte :

18 *janvier* 1953.

Mon cher Robert,

J'ai reçu avec un peu de surprise ta lettre et la protestation qui y est jointe.

Tu nous connais depuis assez longtemps pour savoir que chez nous la liberté de polémique ne prévaut jamais sur la vérité. Nous pouvons commettre des erreurs comme tout le monde ; nous n'hésitons pas à les reconnaître quand nous les constatons. Que des camarades qui nous connaissent mal puissent l'ignorer, je le comprends, mais de ta part cela m'étonne. Aussi laisse-moi te dire que je ne m'explique pas que tu aies pris l'initiative d'une telle protestation.

Dire que Walu a commis un faux, c'est d'abord forcer les termes. Mais es-tu sûr que ce soit une erreur ? Te suffit-il de l'affirmation de Bothereau ? Il me semble que dans l'affaire Villiers-Bedes votre secrétaire général vous a fait pas mal de déclarations erronées, autrement importantes que l'histoire d'abstention notée par Walu. Entre le témoignage de Bothereau et celui d'un militant sérieux, vous auriez pu au moins rester dans l'expectative et demander à celui-ci sur quoi il avait fondé son dire.

Si Walu a été inexactement renseigné, sois tranquille, il n'hésitera pas à le reconnaître.

Mais s'il l'a été exactement, que ferez-vous, toi et tes onze cosignataires ?

J'ai grand-peur que tu ne te sois laissé entraîner sans t'en rendre compte dans la campagne que Bothereau et la bande Villiers-Bedes mènent contre la R. P. *Tu es de ceux qui ont tenu le coup dès le premier moment contre les gens du Bedes. J'aurais cru que tu le tiendrais aussi bien dans la défense de la* R. P., *ce qui est une suite de l'affaire Bedes. Je veux l'espérer encore.*

Bonne poignée de main.

P. MONATTE.

Adieu à Ernest Cot

Le camarade Ernest Cot vient de mourir après deux ans d'affreuses douleurs. Depuis son plus jeune âge il s'est donné à l'organisation et à la défense de la classe ouvrière. Il fut longtemps secrétaire du syndicat des cuisiniers de la Seine, conseiller prudhomme, délégué régional de la Fédération de l'Alimentation, puis secrétaire fédéral.

Il avait appartenu au Comité des 22 pour la reconstitution de l'unité syndicale et collaboré au Cri du Peuple.

J'envoie à sa famille, ses amis et ses camarades, et particulièrement à sa brave femme qui l'a soigné avec tant de soins et si longtemps, mes plus sincères condoléances, auxquelles la « R. P. » tient à s'associer. — Roger WIPFF.

PETITES NOTES

La clarté obscure

A propos de l'interminé et interminable bavardage de Sartre sur « les communistes et la paix », dans les **Temps Modernes**, dégustez ça :

« **...Il est clair que Sartre vient d'écrire un des plus importants essais politiques de notre temps. On peut ne pas le suivre partout et toujours, mais il faut, au bourgeois qu'on lui reproche d'être, une remarquable lucidité pour découvrir ainsi les raisons du découragement ouvrier.** »

De qui croyez-vous que peuvent êtres ces sornettes? De Jean Cacouault, dans sa « revue des revues » de l'**Ecole Libératrice** du 31 décembre.

Tous les goûts sont dans la nature. Mais pour trouver clair ce que Sartre n'arrive pas à démêler lui-même, il faut avoir de drôles de lunettes. Et pour prendre ça pour l'un des plus importants essais politiques de notre temps, vraiment il faut pousser loin la gendelettrerie et l'incompréhension de son temps !

On rembourse, on rembourse

Le **Journal officiel** du 28 décembre a publié un arrêté de MM. Pinay, Jean Moreau, Tony Revillon et Abelin admettant au bénéfice du remboursement des charges fiscales et sociales les entreprises exportant les cuirs de bœuf, de vache et de buffle, ainsi que les cuirs dits vachettes box.

En somme, avant de redevenir industriel, M. Pinay a songé à se servir.

Un coup de la dernière minute, qui rappelle à un de nos amis de la Manche l'histoire de la subvention de 3.960.000 francs à l'Union des Femmes Françaises figurant au **Journal officiel** du 13 novembre 1945, sept jours après la démission du gouvernement.

Pas de danger, ajoute notre ami, qu'en expédiant les affaires courantes, M. Garet ait admis au bénéfice du remboursement des cotisations de 1952 aux Assurances sociales les salariés qui en feraient la demande!

Delamarre s'est-il fait laver la tête ?

Qu'y a-t-il de vrai dans ce que raconte la **Revue Syndicaliste** de décembre ?

« **On rapporte qu'après le congrès de F.O., Delamarre fut à une réunion du Secrétariat international des Métaux, et il se fit proprement laver la tête. Réalisant enfin l'opération dont il avait été le principal ténor, il fit machine arrière jurant ses grands dieux qu'il n'avait pas voulu aboutir à un tel résultat.**

« **Depuis, nous assure-t-on, le secrétariat confédéral cherche le moyen de ne pas appliquer ou, tout au moins, de différer l'application de la décision du Congrès.** »

Comme la **Revue Syndicaliste** est plutôt sympathique aux histoires collaborationnistes de productivité à la Richard, ses affirmations sont sujettes à caution.

Cependant Delamarre ne ferait pas mal de ne pas laisser cela sans réponse. Dans son intérêt comme dans celui du Secrétariat international des Métaux.

M. Boutemy monte en grade

Dans le cabinet Mayer, M. Boutemy occupe le fauteuil de ministre de la Santé.

Le **Figaro** du 9 janvier a rappelé ses titres :

« **M. André Boutemy, sénateur de Seine-et-Marne, ancien préfet du gouvernement de Vichy et représentant tout à la fois officieux et très influent du grand patronat français.** »

Ce membre du groupe parlementaire paysan vous a un air assez peu paysan. Comme la plupart de ses collègues du même groupe d'ailleurs.

Mais il a d'autres titres. Jusqu'à ce jour il tenait l'une des trois caisses connues pour alimenter les campagnes anticommunistes à la sauce bourgeoise. Les deux autres étant Mathot et son Bedes et Voisin et sa **Fédération** dont la crise des syndicats indépendants a marqué dernièrement le rôle.

On peut dire que M. Boutemy est monté vite en grade. On l'appelait ancien préfet. Il est devenu sénateur. Le voici ministre.

Vous ne trouvez pas que la présence de ce représentant très influent du grand patronat français contribue à donner sa signification au cabinet Mayer ?

Grandes habiletés confidentielles

Dans le vaste bla-bla-bla du premier numéro de la **Démocratie Combattante** il n'y a guère qu'une note sur la politique étrangère russe qui tranche un peu. Elle a pour titre : **Confidentiel.**

Voyons les confidences. Elles ont tout l'air de venir du rédacteur en chef de la revue, le Louis Dollivet bien connu, plutôt que de correspondants diplomatiques et politiques démocrates-combattants ainsi qu'il est dit.

Le responsable de la politique extérieure russe, ce serait Molotov et non Staline. Molotov est le diable, Staline un agneau.

« **Molotov a toujours été contre toute mesure de détente internationale ; c'est lui qui s'est opposé jusqu'à la fin à la levée du blocus de Berlin. et il a fallu par deux fois l'intervention personnelle de Staline et des négociations directes avec les diplomates occidentaux pour amener la détente. Molotov prédit également depuis 1946 une très grave crise économique du capitalisme américain qui ne s'est toujours pas produite. On murmure enfin, dans les milieux soviétiques et satellites proches de lui, qu'il s'est réjoui de la victoire d'Eisenhower et qu'il a conclu à un isolement grandissant des Etats-Unis à l'O.N.U.** »

On a trouvé récemment dans la bouche de Staline de grandes déclarations assez semblables à celles de Molotov. Aussi notre Dollivet est-il mal venu à parler d'une politique différente de Molotov. C'est la politique du Politburo et de Staline. Il est plus mal venu encore à dire que « le jour où la lutte pour la succession de Staline s'ouvrira, Malenkov fera payer très cher à Molotov sa politique ».

La **Démocratie Combattante** peut compter là-dessus. Elle se prépare des désillusions. Plus exactement elle en prépare de dangereuses à ceux qui auront la naïveté ou la bêtise de la croire sur parole.

Allô, les cheminots !

Un camarade nous écrit :

« Un commentaire qu'il ne faudra pas oublier, c'est celui relatif à la pendaison, en Hongrie, quelques heures après une catastrophe de chemin de fer, du pauvre mécanicien du train. Je voudrais bien savoir ce qu'en pensent, dans leur for intérieur, les cheminots communistes de chez nous.

« Il y a eu une protestation des cheminots anglais.»

Y aura-t-il une protestation des divers syndicats de cheminots de chez nous?

Pas très fort, Viot

Dans **Force Ouvrière** du 15 janvier, vous parlez de nos mignonnes « Petites Notes » — ça, c'est gentil — mais vous trouvez que nous rendons bien mal compte des ennuis que vous avez à vous faire imprimer.

Nous qui nous figurions en avoir parlé avec le maximum de charité confraternelle !

Ce qui vous est arrivé en fin d'année est le pendant de ce qui est survenu au printemps quand vos camarades F. O. du Livre, en fournissant des renseignements erronés au secrétaire de l'Internationale graphique, ont permis à Ehni de faire voter le retrait de la Fédération du Livre de l'Internationale professionnelle.

Quant à Monatte, il cache si bien aux lecteurs de la « R. P. » qu'il est resté au vieux syndicat des correcteurs, adhérent à la vieille Fédération du Livre, adhérente à la C.G.T., que dans le même numéro de la « R. P. » pris à partie c'était répété pour la nᵉ fois.

Il le cache si bien aux éléments F. O. du Livre qu'il s'est rendu à l'un de leurs congrès pour expliquer et défendre sa position.

Le label de la vieille Fédération du Livre ne nous choque pas, c'est vrai. Ce qui nous choquerait infiniment plus, ce serait d'être les domestiques et les complices des Bouzanquet-Peyré et des Mathot-Villiers.

L'U.D. parisienne F.O. ne fait pas le détail.

Le camarade Chonion tente d'expliquer, en un grand article de **Force Ouvrière** du 15 janvier, pourquoi l'U. D. parisienne F. O., dont il est le secrétaire, n'a pas assumé l'organisation du meeting contre l'assassinat de Fahrat Hached.

Elle ne l'a pas fait parce que la question tunisienne, si importante soit-elle, n'est qu'un des aspects du colonialisme. Si l'on doit se prononcer pour la liberté du peuple tunisien il faut aussi se prononcer pour la liberté de tous les peuples coloniaux. D'ailleurs, « il est un drame plus sanglant que celui de Tunisie, aussi répugnant que l'assassinat de Fahrat Hached, qui revolte notre conscience d'homme : ce sont les massacres d'Indochine, de Corée et d'ailleurs, drames que nos camarades de l'Union et moi-même avons dénoncés depuis plus de deux ans. Notre voix est restée sans écho... »

Nous aimons mieux ce langage que d'entendre un porte-parole de l'U. D. parisienne F. O. parler contre le « nationalisme arabe », contre l'attitude de la C.I.S.L. devant le problème tunisien et terminer en disant que les Nord-Africains en France sont surtout exploités par leurs coreligionnaires.

Cependant nous ferons remarquer à Chonion, nous qui sommes bien à tort accusés d'être partisans du tout ou rien, que dans l'action on fait face aux événements au fur et à mesure qu'ils surgissent, comme on le peut, chaque fois qu'on le peut. Aujourd'hui, devant l'assassinat de Fahrat Hached par les colonialistes français. Demain devant autre chose.

Faute de pouvoir résoudre toutes les questions à la fois, faut-il n'en résoudre aucune ? Qu'est-ce qui aurait empêché l'U.D.F.O. de protester ensuite, ou en même temps, contre les massacres de Corée, ou ceux d'Indochine ?

L'U. D. parisienne F. O. ne ferait-elle pas le détail ? Ne ferait-elle que le gros ? Plus exactement, sous prétexte de ne faire que le gros, ne ferait-elle rien du tout, ni le détail ni le gros ?

Fin de « Pour l'Unité »

Michel Morin, Dellac et Lafond annoncent la mort de **Pour l'Unité**. La scission du groupe, l'an dernier, aura été mortelle à ce mouvement. D'un côté étaient partis les trotskistes, qui se moquent de l'unité syndicale comme de leur première déclaration ; de l'autre, les anciens titistes qui s'étaient renforcés d'André Lafond et avaient semblé se rabattre sur une position favorable à l'unification autour de la C.G.T.-F.O.

Cette position n'aura pas présenté une grande force d'attraction. Constatons-le sans trop de surprise.

Une naissance

Il serait question de la publication toute prochaine d'un nouvel organe, **La Tribune syndicaliste**, sous la direction de Sidro et Dercourt, de la Fédération F.O des Employés.

Il faut supposer que cet organe projette de continuer et développer l'effort de redressement commencé au dernier congrès F.O. En ce cas, nous lui souhaitons très volontiers bonne chance.

L'activité syndicale est quelque chose qui émane des travailleurs eux-mêmes. Elle est la résultante d'une prise de conscience qui fait naître et développer chez le travailleur l'esprit de lutte. Cet esprit ne peut être que librement exprimé, librement exercé jusqu'à l'épanouissement.

Farhat HACHED,
Secrétaire de l'U.G.T.T.
(« Mission » du 22-6-51)

LIVRES *REVUES*

L'AFRIQUE DU NORD EN MARCHE, par Ch.-A. JULIEN (Julliard, éditeur).

Ch.-A. Julien est un des grands spécialistes français des problèmes du Maghreb. En 1936, Léon Blum lui avait confié le secrétariat général du Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord, chargé de la coordination des affaires musulmanes à la présidence du Conseil. Le livre qu'il nous présente aujourd'hui constitue, malgré son allure un peu compacte, une source de documentation d'une exceptionnelle richesse.

L'appartenance S.F.I.O. de l'auteur n'est pas sans transparaitre. Certes il sait rendre hommage à des non-socialistes : à Erik Labonne par exemple, qui entre autres choses patronna au Maroc la si passionnante expérience des S.M.P. — secteurs de modernisation du paysannat — ou à Mitterrand dont le plan de réformes pourrait peut-être encore servir de base à une reprise des négociations en Tunisie. Mais c'est aux hommes et aux solutions de son parti que Ch.-A. Julien a fait la part la plus belle. Une part même un peu trop belle : ne va-t-il pas jusqu'à esquisser l'inacceptable réhabilitation du triste Naegelen ? La politique algérienne de celui-ci me semble, à vrai dire, de la même farine que la politique marocaine d'un Gabriel Puaux ou d'un Juin. Pourquoi stigmatiser l'une et tenter de justifier l'autre ?

Ne chicanons pas l'admiration de l'auteur pour Pierre Viénot, Yves Chataigneau ou Jean Mons. L'œuvre de ces trois hommes fut incontestablement de bon sens. Et, de ce fait même, en butte à l'opposition tenace de l'élément français.

Car parler du bon sens des « prépondérants » : gros colons et hommes d'affaires, quelle ironie ! Témoins peu suspects d'hostilité à leur égard, Lyautey et après lui Catroux ont su les jauger. Des individualités de valeur bien souvent, en qui revit encore le tempérament des pionniers. Mais avec la stricte et farouche préoccupation de leurs intérêts de classe, et une méconnaissance absolue des problèmes posés par le réveil de l'Islam. Prêts, le cas échéant, à recourir au chantage de la sécession. Faisant et défaisant gouverneurs généraux et résidents, puisque aussi bien aucun gouvernement — à l'exception de celui de Clemenceau en 1919 ! — n'eut jamais assez d'énergie pour les contraindre, en temps opportun, à des réformes.

Et les « petits blancs » ont tendance à leur emboiter le pas. « Des hommes, que leur situation sociale rallierait en France aux partis d'extrême-gauche, prennent, dans les protectorats, figure de farouches coloniaux. » Lors des graves incidents de Sétif, en mai 1945, les éléments d'extrême-gauche d'ailleurs ne furent pas les derniers à participer à la répression. Plus récemment, les militants socialistes de Rabat n'approuvaient-ils pas tacitement le coup de force de Juin contre les leaders de l'Istiqlal et le sultan ?

Quoi d'étonnant à ce que le fossé se soit de plus en plus approfondi entre indigènes et Français ? Il fut un temps — entre 1921 et 1936 — où Fehrat Abbas réclamait l'intégration graduelle de l'élite indigène dans la citoyenneté française, sous réserve du maintien du statut personnel. Mais Léon Blum recula devant l'hostilité du Sénat.

L'Afrique du Nord prêtait d'ailleurs déjà l'oreille à d'autres voix. L'émir libanais Chekib Arslan, disciple des grands théoriciens de la Renaissance arabe de la fin du 19e siècle, l'initiait aux idéaux panarabes. Détournant les leaders du Maghreb des espoirs qu'ils avaient pu mettre en le Front Populaire, il poussait Messali Hadj à se dresser contre les projets Blum-Viollette et opposait aux rigueurs françaises les « réalisations foudroyantes » de Franco au Maroc espagnol.

Depuis, la « politique en dents de scie » de la France n'a fait qu'aggraver les choses. Aussi, découragée, l'Afrique du Nord a-t-elle fait appel aux concours extérieurs : Ligue Arabe, Etats-Unis, O.N.U., pour obtenir, d'une pression internationale sur la France, l'obtention de réformes toujours différées.

Et pourtant, bien que la conjoncture internationale

puisse faire miroiter à leurs yeux de plus grands avantages, certains hommes, un Bourguiba par exemple, sont encore prêts sans doute à renouer le dialogue. Dans une lettre au **Monde** d'avril 1950, Ch.-A. Julien appelait déjà de ses vœux le lord Mountbatten français qui forcerait enfin le destin.

Mais un lord Mountbatten est impensable sans le parti ouvrier majoritaire et résolument anticolonialiste qui le délègue — c'est-à-dire, en définitive, sans une classe ouvrière puissante, unie et douée d'un minimum d'esprit socialiste. La France est, hélas ! loin de compte. Fahrat Hached le savait bien, qui comptait plus sur les centrales syndicales américaines et la C.I.S.L. que sur les partis dits ouvriers et les pseudo-syndicats français, pour obtenir la libération de son pays. — **Y. D.**

Jean ROUS. — Tunisie... attention ! (Un volume, édition des Deux Rives, 550 francs).

Livre à lire et à consulter. La première partie de l'ouvrage est une analyse de la situation de la Tunisie et des relations avec le gouvernement français. L'esprit en est compréhensif pour les aspirations à l'indépendance du peuple tunisien.

J. Rous souligne justement que cette aspiration, naturelle chez un peuple asservi, ne va pas à l'encontre de l'internationalisme essentiel au socialisme (pris dans le sens le plus large).

La seconde partie du livre, la plus abondante, est un recueil de documents officiels ou non sur les relations franco-tunisiennes. On y lira le rapport du gouvernement tunisien sur le ratissage du cap Bon, le rapport des « Quarante » consultés par le bey. Des lettres font mieux connaître la personnalité de Bourguiba.

N'émettons qu'un regret : la place trop limitée faite à l'étude du syndicalisme tunisien.

Le livre de Jean Rous est recommandé à l'attention des hommes libres par les autorités françaises de la Résidence de Tunis dont le sens de la démocratie est bien connu : elles ont interdit la vente de l'ouvrage en Tunisie. — **G. W.**

Tibor MENDE. — L'Amérique entre en scène. Edit. du Seuil.

Après son « Inde devant l'orage » on est en droit d'attendre beaucoup de Tibor Mende. Aussi l'on est un peu déçu au début de son « Amérique Latine ». D'abord parce qu'elle n'entre pas en scène, à vrai dire. Elle y était déjà et, la lecture du livre terminée, on a l'impression que l'Amérique Latine est au contraire dans une période de transition et de préparation. Ce n'est pas encore le véritable bond sur la scène de l'histoire que l'auteur nous annonce par son titre. Si vite qu'aillent les événements, on voit mal les principaux pays de l'Amérique Latine, le Brésil excepté, marcher d'un pas rapide.

L'intérêt essentiel du livre paraît caractérisé, au contraire, par l'explication des crises graves et profondes que traversent l'Argentine et le Mexique. Un piment dans ce reportage, c'est assurément le chapitre sur Haïti.

Les Brésiliens attendent que Vargas tienne sa promesse de leur donner un nouveau régime à orientation travailliste sur le modèle de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves. Matarazzo, le grand patron de Sao-Paulo serait convaincu lui-même de la sagesse dont fait preuve la classe dirigeante britannique en acceptant toujours les réformes à temps. Ce qui se produit dans les vieux pays, où la classe ouvrière possède une organisation dont la bourgeoisie a pu mesurer la force, peut-il se produire dans un pays neuf sans classe ouvrière organisée ? Il est probable que le rythme y sera plus rapide et plus brusque. Les masses sud-américaines, affirme Tibor Mende, exigent leur « New-Deal ». Il dit encore que « les Brésiliens n'ont pas l'étoffe qui a permis aux Russes de porter trente années un fardeau surhumain en vue d'un lointain avenir » — point qui mériterait discussion — aussi envisage-t-il une subordination aux intérêts de l'Amérique du Nord.

L'Argentine a fait, à l'en croire, le 4 juin 1943, une véritable révolution, marquant la fin des oligarques par l'avènement de Peron. Balayée l'oligarchie probritannique de la viande. Des nationalisations ont été opérées, vieilles usines à gaz, tramways branlants, wagons de chemin de fer vermoulus. Peron, dont les sympathies allaient aux fascistes, est élu à la présidence par les ouvriers des faubourgs industriels et de la campagne. Il met dans son jeu la C.G.T., à laquelle les syndicats doivent obligatoirement s'affilier, et qui est contrôlée par lui. Il s'agit de « libérer » l'Argentine de la tutelle étrangère et d'effectuer un programme grandiose d'industrialisation. Au nom du « justicialisme », imposture théologique synthétique et dépourvue de sens, dit Tibor Mende, Juan Peron et sa femme tenteront l'aventure. Quelques années ont passé. L'Argentine exporte le tiers de la viande qu'elle exportait il y a dix ans. De même pour le blé. Elle est loin d'avoir équilibré agriculture et industrie. « Trait commun à toutes les dictatures, et plus grave encore, à l'avis de Tibor Mende, c'est l'encouragement donné à la médiocrité, et la prostitution intellectuelle de la jeunesse et de la vie publique en général. »

L'Argentine de Peron est le porte-parole en Amérique du Sud de l'anti-impérialisme « yanqui ». Le succès d'Estenssoro en Bolivie, d'Ibanez au Chili en sont pour elle ses victoires. N'empêche que c'est elle qui a le plus largement bénéficié de l'aide financière des Etats-Unis.

Tibor Mende se demande si le péronisme durera jusqu'au terme du second mandat du général, en 1958, mais il signifie « la fin de la suprématie des aristocrates et l'orientation vers un régime fondé sur l'appui des masses, le premier pas vers l'idéal lointain du « welfare State » et la limitation de cet individualisme forcené qu'ont légué à l'Amérique Latine l'orgueilleuse Espagne, la Révolution française et la Constitution des Etats-Unis ».

Au Mexique, les espoirs que la Révolution de 1920 avait engendrés ont commencé à se faner en 1940, quand le président Cardenas, conformément au principe de la non-réélection, transmit ses pouvoirs à son successeur. Tibor Mende trace un beau portrait de Cardenas. En six années de mandat, seize millions d'hectares de terre furent distribués à plus d'un million de paysans contre huit millions à 750.000 paysans au cours des vingt années précédentes. Réforme agraire accompagnée d'un programme important d'éducation rurale et de travaux publics. Mouvement ouvrier revitalisé. En 1938, expropriation des compagnies pétrolières aux mains de l'étranger. Tout cela ne pouvait aller sans de sérieuses difficultés que surmonta Cardenas. Depuis on voit « démanteler et prostituer les idéaux de la première révolution sociale vraiment sincère qui ait eu lieu en Amérique Latine ».

Rappelant le « Newspeak », le langage imaginé par George Orwell dans son roman d'anticipation « 1984 », Tibor Mende dit que ce langage dans lequel blanc signifie noir et inversement est en train de devenir la langue officielle du Mexique. Chaque fois qu'on lit le mot révolution, il faut traduire par contre-révolution, anticapitalisme par capitalisme, antiaméricain par proaméricain, transformation révolutionnaire par restauration contre-révolutionnaire. Tout comme en Russie en somme.

Sur ce livre d'un voyageur perspicace, qui a de bons yeux et ne se fie pas aux apparences, il serait précieux d'avoir le témoignage de témoins qui vivent et luttent sur place. Je serais surpris si eux-mêmes ne trouvaient profit aux remarques rapides du grand reporter qui passe. — **P.M.**

Georges LEFRANC. — Les expériences syndicales internationales des origines à nos jours (Aubier, édit.)

Ce livre comprend deux parties distinctes. La première est une histoire succincte des organisations syndicales internationales jusqu'en 1952. La seconde décrit les organisations syndicales dans divers pays, Italie, Allemagne, U.R.S.S., Grande-Bretagne et U.S.A., en s'attardant plus ou moins sur leur développement historique.

Les deux études doivent-elles être menées dans cet ordre ? Pour bien comprendre les problèmes internationaux du syndicalisme ne faut-il pas d'abord étudier la réalité syndicale des divers pays ? Pour un large public, ce livre servira d'introduction à une étude moins schématique de cette complexe vie syndicale à travers le monde. Mais, incontestablement, l'auteur a été gêné par la délimitation imprécise de son sujet.

S'il avait été limité à l'histoire des organisations

internationales, il aurait pu s'étendre un peu plus sur les « origines ». Mais Lefranc semble avoir en hâte d'en arriver à l'histoire malheureuse de la F.S.M. et à nos problèmes actuels. Une soixantaine de pages est donc réservée au Secrétariat international d'avant 1914, à la F.S.I., à l'Internationale Syndicale Rouge et à l'Internationale chrétienne de 1919 à 1939. Une bonne centaine, au contraire, est consacrée aux péripéties des années 1945-52. Par là, le livre rendra service aux militants. A la réflexion ils regretteront peut-être qu'une étude plus approfondie des difficultés de jadis ne vienne pas mieux éclairer celles d'aujourd'hui.

Conclusion désabusée, mais qui me parait exacte : loin d'être une force autonome, le syndicalisme international apparait comme dépendant étroitement des puissances qui dirigent le monde. Lefranc pense-t-il qu'une politique ouvrière internationale soit possible ou même qu'elle l'ait jamais été ? Non, sans doute, sinon il aurait insisté plus qu'il ne l'a fait sur la rupture initiale, celle de 1914. Il note, à propos de l'Internationale syndicale rouge s'opposant, en 1919 à la F.S.I. : « Rien, avant 1914, ne pouvait laisser prévoir un schisme de ce genre ». Mais soucieux de mettre en évidence la progressive stalinisation de l'I.S.R., il ne montre plus assez nettement que la F.S.I. n'a jamais voulu réaliser les ambitions que la vieille C.G.T. d'avant 1914 proposait à l'Internationalisme ouvrier. La grande faiblesse de celui-ci est une vieille histoire.

Le mérite incontestable de ce livre est de fournir les points de repère de l'action balbutiante qui a tout de même été entreprise. Il est vrai qu'à fonder, le plus souvent, ses affirmations sur les documents les plus incontestables, — les décisions des congrès, par exemple —, l'historien ne peut parfois décrire exactement une réalité complexe. C'est ainsi que le « Comité méditerranéen » y est donné comme une création de l'Internationale des Transports, création à laquelle l'A.F.L. se contenterait de porter un « intérêt particulier ».

L'étude des expériences syndicales extérieures est généralement axée sur l'un des grands problèmes du pays. Pour l'Italie, une place à part est faite au projet de loi d'organisation des rapports du travail ; pour l'Allemagne, c'est la cogestion. Il est évident qu'en si peu de pages, il n'est pas question de reprendre toute l'étude des Trade Unions britanniques.

Le lecteur ayant ainsi parcouru le monde et de grands problèmes en quelque 350 pages, regrette donc l'absence de nombreux chapitres : l'A.I.T. n'est même pas signalée, non plus que le cas du syndicalisme espagnol, ni celui du syndicalisme des « petits » pays, ni enfin les expériences asiatiques et africaines. Regret plus vif encore : que les secrétariats professionnels internationaux ne soient pas étudiés pour eux-mêmes.

Mais un livre n'y aurait pas suffi et celui-ci a donc le mérite de nous faire souhaiter d'autres ouvrages sur un sujet encore bien peu défriché. — **G. W.**

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

Les camarades du Cercle Zimmerwald sont invités à assister à l'assemblée générale
le dimanche 8 *février à* 15 *heures*
78, rue de l'Université, salle des Nymphes.

Après lecture du rapport moral et du rapport financier, on entamera une ample discussion sur les tâches pour 1953. Puis, on procédera à l'élection du nouveau bureau et des commissions.

Fraternellement.

RAPPORT MORAL DE L'ANNEE 1952
(qui sera présenté à l'assemblée générale du 8 février 1953)

I. — CE QUE NOUS AVONS FAIT

Le 25 novembre 1951, un grand nombre de camarades se sont réunis au Musée Social sur convocation du Cercle (alors en formation) et ont entendu une conférence d'Alfred Rosmer sur la réunion internationale de Zagreb. D'autre part, il leur fut donné lecture du projet de déclaration en vue de la constitution du Cercle.

Le Cercle fut définitivement constitué le 16 décembre 1951. Le texte de la déclaration et les statuts ont été publiés dans *La Révolution prolétarienne* de janvier 1952.

Notre activité a consisté depuis lors en organisation d'une série de réunions sur les problèmes internationaux d'actualité. En voici la liste :

20 *janvier* 1952. — Le mouvement ouvrier aux U.S.A., par un camarade américain.

10 *février*. — La situation au Viet-Nam, par le camarade Ho.

7 *mars*. — Suite et fin de l'exposé sur le Viet-Nam. La situation en Allemagne de l'Est, par Benno Sarel. Impressions de Tunisie, par Ruff.

6 *avril*. — La situation espagnole, par Solano.

4 *mai*. — Assemblée générale statutaire.

15 *juin*. — Quelques jours en Allemagne, par Alfred Rosmer.

9 *novembre*. — Les congrès ouvriers d'Allemagne occidentale, par Bruno. Les élections américaines.

14 *décembre*. — La crise nord-africaine, par Charles-André Julien.

Au total, neuf réunions (sans compter l'exposé sur l'Argentine du 9 janvier 1953), où de consciencieux exposés donnèrent lieu à des discussions libres et très souvent intéressantes.

II. — UNE ANNEE DE RODAGE

Un Cercle Zimmerwald vivant et actif nous parait encore plus indispensable aujourd'hui qu'hier. Nous ne sommes pas découragés par cette année d'expérience où nous avons mieux vu les difficultés à surmonter, les incompréhensions à dissiper, la mesure de nos moyens.

Le Cercle est peu connu. La déclaration initiale n'a été publiée que par la « R. P. ». Peut-être aurait-il fallu la communiquer pour insertion à la presse ouvrière ; peu d'organes probablement l'auraient reproduite.

Nous pensions éditer dans l'année notre première brochure : *Zimmerwald* 1915 *et Zimmerwald* 1952. elle aurait contribué à faire connaitre notre position, ainsi que la tâche entreprise. Ce sera fait dans les tout prochains mois.

Nous devrions, dans la région parisienne, compter plus de membres actifs. Mais beaucoup de ceux qui sont capables de nous rejoindre attendent pour se décider autre chose que des déclarations ; ils veulent nous voir à l'œuvre, si modeste que soit cette œuvre, pourvu qu'elle soit immédiatement utile.

Non seulement le Cercle est peu connu, mais le nom même de Zimmerwald, si cher à nos yeux, ne dit plus grand-chose à beaucoup d'anciens et ne dit absolument rien à la plupart des jeunes. D'où l'utilité de leur faire lire le volume de Rosmer : « *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre* (1914-1918) : *de l'union sacrée à Zimmerwald* ». Sa diffusion a été nettement insuffisante au cours de 1952.

Le nombre d'adhérents à jour de leur cotisation est faible. Nous pouvons, et devons l'accroître dans l'année 53. Comment ? Vous nous ferez vos suggestions à l'Assemblée. Voici les nôtres : par l'effort individuel de chacun de nous ; par l'attraction de notre effort ; par des causeries mensuelles ; par l'apport utile des travaux émanant du Cercle. Il ne faut pas viser le nombre ; il ne faut pas rabattre n'importe qui. Nous voulons des anciens capables d'apporter leurs conseils et leur expérience. Nous voulons plus encore des jeunes décidés à participer activement au travail du Cercle, à lui consacrer une partie de leur temps, de leur dévouement, de leurs forces.

Nous avions taillé ambitieusement du travail que nous n'avons pas été capables de faire. Nous avions prévu la formation d'une demi-douzaine de commissions pour les points les plus importants de notre effort ; ces commissions, nous n'avons pu les met-

tre sur pied. Vous nous direz lesquelles paraissent les plus urgentes et quels camarades parmi vous acceptent d'y participer et même d'en prendre la charge.

Nous voulions qu'en plus des zimmerwaldiens de la région parisienne, le Cercle rassemblât les camarades étrangers, les camarades coloniaux séjournant présentement ici, et qui partagent nos opinions. Ils souffrent de leur propre isolement et de leur manque de contact avec des camarades français, comme nous souffrons de ne pas les connaître. Echangeant nos informations, discutant ensemble, travaillant dans un effort commun, nous pourrions faire sûrement des choses utiles, peut-être de grandes choses. Aidez-nous à prendre ces contacts nécessaires : il est par exemple inadmissible qu'à la causerie de Charles-André Julien il ne se soit pas trouvé un seul Arabe d'Afrique du Nord sur la quarantaine de présents.

Les sujets qui auraient dû être étudiés ne l'ont pas tous été. Par exemple : la crise tchécoslovaque, la question internationale devant le congrès F.O., le congrès de Vienne. Et combien d'autres ?

III. — LE TRAVAIL POUR 1953

Dans cette période où plane la menace d'une troisième guerre mondiale, où l'on croit tout perdu du socialisme et de l'internationalisme prolétarien, deux tâches s'imposent tout d'abord : 1° Démasquer le mensonge stalinien, les campagnes pour la paix menées à grand tra-la-la et qui ne visent qu'à préparer la guerre ; 2° Dénoncer la confusion entretenue par les autorités américaines et les bourgeoisies de tous les pays occidentaux entre le fascisme stalinien et le socialisme ou le communisme. Nous devrons ensemble examiner comment combattre tout cela. Et aussi comment nous préccuper des mouvements coloniaux, de la guerre de Corée et de celle du Viet-Nam.

Notre tâche est surtout d'informer, car jamais l'information officielle n'a été plus sujette à caution. Il faut arriver à voir clair à travers les fumées des propagandes gouvernementales ; rechercher les témoignages de première main, au fur et à mesure du déroulement des événements ; dépouiller les publications de tout ordre et de tout pays, susceptibles de nous renseigner bien.

Pour cela vous pouvez imaginer combien de concours sont nécessaires, pour des travaux d'étude, des traductions, des recherches. Nous ne formerons pas en un jour cette large équipe de travailleurs, de traducteurs et de correspondants étrangers. Mais nous ne partirons pas de zéro si tous ceux parmi nous qui le peuvent veulent apporter leur effort, secouer leur manque de confiance.

Le résultat de ce travail, un peu plus important de mois en mois, comment l'utiliser? Par des causeries mensuelles ? Par des réunions plus larges ? Par la rubrique « Dans l'Internationale » de la « R. P. » ? Par des études sur les grands sujets, dans la « R. P. » également? Par des brochures et même des livres au besoin ?

Par tous ces moyens et par tous ceux que vous voudrez bien nous suggérer. Nous mettrons ainsi des munitions à la disposition des organisations ouvrières qui restent fidèles à l'esprit de Zimmerwald, au moins à ceux de leurs membres qui y restent fidèles. Dans la mesure où les internationalistes se sentiront les coudes dans le pays, les diverses variétés de nationalismes qui parlent si haut en ce moment seront obligés de baisser le ton.

Notre effort est limité à Paris. Mais rien n'empêche les camarades de province, à l'exemple de ceux de Niort, de créer leur propre Cercle Zimmerwald, poursuivant le même effort de renaissance de l'Internationalisme. Comme rien n'empêche les camarades de l'étranger d'en faire autant ; dans plusieurs pays, le projet est dans l'air. Ne désespérons pas d'en voir se former un peu partout, même aux Etats-Unis, même (qui sait?) en Russie et dans ses satellites.

L'union des zimmerwaldiens de tous les pays peut être précieuse et féconde. C'est ainsi qu'on pourra parler valablement aux syndicats d'Amérique pour les mettre en garde. C'est ainsi qu'on pourra être entendu, à la faveur d'événements imprévisibles, par les ouvriers et paysans russes : il n'y a pas de rideau de fer absolu pour les idées.

Dans sa petite sphère, le Cercle Zimmerwald de Paris a de solides raisons de croire à l'utilité de son rôle. Et vous, n'y croyez-vous pas ? (1)

(1) Nous rappelons que l'adhésion au Cercle Zimmerwald (après présentation lors d'une séance par deux membres actifs et acceptation par le Comité) s'accompagne d'une cotisation de 1.000 fr. : 78, rue de l'Université, Paris (7e), C.C.P. 8490-16, Paris), payable en plusieurs fois.

ENTRE NOUS

QUELQUES REMARQUES

Seiter (Oise). — Il serait possible de trouver de nouveaux abonnés si chacun de nous voulait y penser un peu ; mais le militant syndicaliste est de plus en plus accaparé par toutes sortes de tâches... Il faut toutefois reconnaitre qu'il s'y mêle bien souvent un peu de négligence. La **R. P.** est pourtant ce qui se fait de mieux dans le genre... (ci-joint une liste de « possibles »).

Freydier (St-Chamond). — Je regrette beaucoup de lire dans la **R. P.** de nombreuses attaques à l'égard de F.O....

F. O. a une base essentiellement ouvrière. Je voudrais bien connaitre les professions de ceux qui écrivent dans la **R. P.** : de bons révolutionnaires, de bons syndicalistes, mais en chambre, entre amis. Il ne faut pas leur demander un coup de main pour l'union locale, n'est-ce pas, camarades instituteurs ! L'autonomie, c'est de tout repos. Après tout, pour vous, la IVe République est bonne fille. Pourquoi iriez-vous à un syndicat ouvrier ? Vous avez une bagnole, trois mois de vacances, une villa où des amis qui vous attendent chaque année sur la Côte d'Azur... Alors que les ouvriers se démerdent !

Jullien (Grenoble). — Enfin une **R.P. digne** de ce nom ! Ce qui ne veut pas dire que les numéros précédents aient été insuffisants ou inconsistants. Non. Mais c'est avec avidité et beaucoup d'intérêt que j'ai lu celui-ci sur la Tunisie.

COURTE REPONSE

Parce que la **R.P.** a dénoncé quelques vilains scandales et leurs profiteurs, on nous dit que nous trainons dans la boue... ceux qui s'y complaisent. **La R.P.** voudrait bien pouvoir chanter les succès d'un mouvement ouvrier triomphant. Mais dans la rude tâche de la renaissance de ce mouvement, il y a le rude devoir de chercher la vérité et de la dire.

SUR LES CHIFFRES

Avec nos amis examinons les chiffres du bilan 52 publié ci-contre. Comparons-le avec celui de 51 (**R.P.** de février 1952).

Faible augmentation des recettes. Forte augmentation des dépenses.

Cette dernière était prévisible : en 1951, la **R.P.** avait bénéficié d'un stock de papier avancé par l'un d'entre nous. En 1952 nous avons payé le papier à son nouveau prix. Malgré celui-ci nous voulons garder le papier habituel ; c'est uniquement par suite d'un retard de livraison que le mois dernier nous avons dû en changer.

Voyons les recettes. La hausse du prix de l'abonnement ordinaire a limité notre effort. Par contre le nombre des abonnés de soutien s'est accru, ainsi que le montant moyen de leurs versements. Pourtant, nous devrions, à l'avenir, considérer que le soutien équivaut à deux abonnements ordinaires.

Recettes et dépenses s'équilibrent, certes. Mais c'est trop « juste ». Regardez à quel point sont limités les frais généraux ; impossible de les comprimer davantage. La seule ressource est dans l'augmentation de la diffusion : abonnés nouveaux, vente au numéro. Les efforts, dans ce domaine, ont été très insuffisants.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes », 232, rue de Charenton, Paris-12e